RNFJ
RÉSEAU NATIONAL DE FORMATION EN JUSTICE

REPÈRES STATISTIQUES ET HYPOTHÈSES DE TRAVAIL

Le 31 mars 2016

Préparé par :
Charles Draper Services-conseils

(Version révisée le 9 août 2016)

Ce projet est rendu possible grâce à l'appui financier du ministère de la Justice du Canada dans le cadre de la *Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*

ACUFC
ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

Secrétariat national 223, rue Main, Ottawa (Ontario), K1S 1C4
Sans frais : 1 866 551-2637 Télécopieur: 613 244-0699
ACUFC.CA

TABLE DES MATIÈRES

1 LE CONTEXTE 9

2 DISPONIBILITÉ DES DONNÉES SUR LES PROFESSIONS JURIDIQUES ET LA LANGUE 10

2.1 Constats généraux et pistes d'analyse 12

2.2 Hypothèses concernant l'effectif francophone de 2006 à 2016 12

2.3 Exemple des professions d'appui aux tribunaux 20

2.4 Point de données complémentaire : langue utilisée au travail dans la grande catégorie 4 de la Classification nationale des professions 22

2.5 Données prospectives : Système de projections des professions au Canada 30

3 RELATIVISATION ET DONNÉES SUR LES AUTOCHTONES 34

3.1 La victimisation et la criminalité chez les peuples autochtones du Canada (2006) 34

3.2 L'homicide au Canada, 2014 35

3.3 L'incarcération des Autochtones dans les services correctionnels pour adultes (2009) 37

3.4 La victimisation avec violence chez les Autochtones dans les provinces canadiennes (2011) 38

3.5 Autochtones utilisant le français dans leur vie courante 39

4 DONNÉES DÉTAILLÉES PAR SOURCE 41

4.1 Données extraites de Juristat 41

4.1.1 La criminalité chez les jeunes au Canada, 2014 43

4.1.2 La violence familiale au Canada : un profil statistique, 2014 46

4.1.3 La victimisation criminelle au Canada, 2014 47

4.1.4 Tendances des infractions contre l'administration de la justice 51

4.1.5 Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse au Canada, 2013-2014 55

4.1.6 Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada, 2013-2014 64

4.1.7 Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2014 71

4.1.8 Les taux de classement des affaires déclarées par la police au Canada, 2010 77

4.1.9 Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes relatives à la violence entre partenaires intimes 82

4.1.10 Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014 85

4.1.11 Les infractions relatives aux drogues au Canada, 2013 88

4.1.12 Statistiques sur les services correctionnels pour adultes au Canada, 2013-2014 94

4.1.13 Statistiques sur les services correctionnels pour les jeunes au Canada, 2013-2014 97

4.1.14 L'aide juridique au Canada, 2013-2014 101

4.1.15 Les cybercrimes déclarés par la police au Canada, 2012 103

4.1.16 Les causes de droit de la famille portées devant les tribunaux civils, 2012-2013 108

4.1.17 Les services aux victimes au Canada, 2011-2012 117

4.1.18 Les infractions sexuelles commises contre les enfants et les jeunes déclarées par la police au Canada, 2012 121

4.1.19 Les ressources policières au Canada, 2014 125

4.2 DONNÉES EXTRAITES DES RAPPORTS DES TRIBUNAUX ET DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE 130

4.2.1 Terre-Neuve-et-Labrador 130

4.2.2 Île-du-Prince-Édouard 130

4.2.3 Nouvelle-Écosse 131

4.2.4 Nouveau-Brunswick 131

4.2.5 Ontario 132

4.2.6 Manitoba 146

4.2.7 Saskatchewan 147

4.2.8 Alberta 147

4.2.9 Colombie-Britannique 147

4.2.10 Yukon 147

4.2.11 Territoires du Nord-Ouest 148

4.2.12 Nunavut 148

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Estimation de l'évolution de l'effectif francophone et utilisant le français le plus souvent au travail dans les professions juridiques, 2006, 2011 et 2016, par province et territoire et pour le Canada moins le Québec 13

Tableau 2 : Classification nationale des professions, Grande catégorie 4 - Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux, Langue maternelle et langue utilisée au travail, 2011 26

Tableau 3 : Classification nationale des professions, niveaux d'emploi prévus en 2016 et 2023, certains groupes de base et groupes intermédiaires, Canada 30

Tableau 4 : Taux d'auteurs présumés d'homicide, selon le sexe et l'identité autochtone, par province et territoire, 2014 36

Tableau 5 : Incarcération des Autochtones dans les services correctionnels pour adultes, 2007-2008, par province et territoire 37

Tableau 6 : Personnes ayant une identité autochtone et le français comme langue maternelle, 2011 39

Tableau 7 : Utilisation régulière du français à la maison par les personnes ayant une langue autochtone comme langue maternelle, avec ou sans le français, 2011 40

Tableau 8 : Criminalité chez les adolescents, les jeunes adultes et les adultes de 25 ans et plus (2014) – estimation du nombre de francophones par groupe d'âge, Canada moins le Québec 43

Tableau 9 : Criminalité chez les adolescents, les jeunes adultes et les adultes de 25 ans et plus (2014) – estimation du nombre de francophones par groupe d'âge, par province et territoire 44

Tableau 10 : Victimes de violence familiale déclarée par la police, selon les voies de fait et les agressions sexuelles et la province et le territoire, 2014 – estimation du nombre de francophones 46

Tableau 11 : Incidents de victimisation déclarés par les Canadiens, selon le type d'infraction et la province, 2014 - estimation du nombre de francophones, Canada moins le Québec 49

Tableau 12 : Incidents de victimisation déclarés par les Canadiens, selon le signalement à la police et le type d'infraction, 2014, toute la population 50

Tableau 13 : Accusations portées ou recommandées en lien avec une infraction contre l'administration de la justice déclarée par la police, Canada, 2014 - estimation du nombre de francophones hors Québec 53

Tableau 14 : Accusations portées ou recommandées contre les jeunes en lien avec une infraction contre l'administration de la justice déclarée par la police, Canada, 2014 - estimation du nombre de francophones hors Québec 54

Tableau 15 : Causes réglées par les tribunaux de la jeunesse, selon la province ou le territoire, 2013-2014 estimation du nombre de francophones 56

Tableau 16 : Causes réglées par les tribunaux de la jeunesse, selon le type d'infraction et la décision, Canada, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones 58

Tableau 17 : Causes avec condamnation réglées par les tribunaux de la jeunesse, selon le type d'infraction et certaines peines, Canada, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones 61

Tableau 18 : Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, selon la province ou le territoire, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones 65

Tableau 19 : Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, selon le type d'infraction et la décision, Canada, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones hors Québec 67

Tableau 20 : Taux de crimes déclarés par la police, selon la province ou le territoire, 2014 - estimation du nombre de francophones 72

Tableau 21 : Crimes déclarés par la police, certaines infractions, selon la province ou le territoire, 2014 - estimation du nombre de francophones 73

Tableau 22 : Taux de classement, affaires déclarées par la police, selon certaines infractions, Canada moins le Québec, 2010 - estimation du nombre de francophones 77

Tableau 23 : Taux de classement détaillés, affaires déclarées par la police, selon la province ou le territoire, 2010 80

Tableau 24 : Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, selon l'infraction la plus grave et le lien, Canada, 2005-2006 à 2010-2011 – estimation du nombre de francophones hors Québec 83

Tableau 25 : Estimation du nombre de refuges et de lits en proportion de la population francophone, et estimation du nombre de femmes et d'enfants francophones résidents, provinces et territoires, le 16 avril 2014 86

Tableau 26 : Estimation du nombre annuel d'admissions de femmes francophones dans les refuges, selon le type de refuge, provinces et territoires, 2013-2014 87

Tableau 27 : Infractions à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances (LRCDAS)* déclarées par la police, selon le type de substance et la province ou le territoire, 2013 - estimation du nombre de francophones 89

Tableau 28 : Causes d'infractions relatives aux drogues réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, selon la décision, le type d'infraction et le type de drogue, Canada, 2008-2009 à 2011-2012 – estimation du nombre de francophones 90

Tableau 29 : Causes d'infractions relatives aux drogues réglées par les tribunaux de la jeunesse, selon la décision, le type d'infraction et le type de drogue, Canada, 2008-2009 à 2011-2012 – estimation du nombre de francophones 92

Tableau 30 : Admissions initiales des adultes aux services correctionnels, selon le type de surveillance, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones 94

Tableau 31 : Admissions d'adultes aux services correctionnels, selon les caractéristiques de la personne admise, le type de surveillance et le secteur de compétence, 2013-2014 96

Tableau 32 : Admissions de jeunes aux services correctionnels, selon la province ou le territoire, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones 97

Tableau 33 : Admissions de jeunes aux services correctionnels, selon les caractéristiques de la personne admise et le programme de surveillance, neuf secteurs de compétence, 2013-2014 99

Tableau 34 : L'aide juridique au Canada, 2013-2014 – estimation du nombre de demandeurs et de fournisseurs francophones 101

Tableau 35 : Cybercrimes déclarés par la police, selon l'état de classement des affaires, certains services de police, 2012 – estimation du nombre de francophones 103

Tableau 36 : Caractéristiques des victimes de cybercrimes déclarés par la police, selon l'infraction commise contre la victime, certains services de police, 2012 – estimation du nombre de francophones 106

Tableau 37 : Caractéristiques des auteurs présumés de cybercrimes déclarés par la police, selon l'infraction cybernétique, certains services de police, 2012 – estimation du nombre de francophones 107

Tableau 38 : Causes actives devant les tribunaux civils, selon le type de cause, certaines provinces et les trois territoires, 2012-2013, estimation du nombre de causes francophones 109

Tableau 39 : Répartition des causes et des évènements judiciaires pour les causes actives devant les tribunaux civils, certaines questions, selon le type de question et selon la province ou le territoire, 2012-2013 110

Tableau 40 : Activité judiciaire entourant les causes de droit de la famille, certains secteurs de compétence, causes introduites en 2008-2009 111

Tableau 41 : Fournisseurs de services aux victimes offrant des services directs ou des renvois, selon le type de service, 2011-2012 117

Tableau 42 : Types de fournisseurs de services aux victimes, selon la province et le territoire, 2011-2012 120

Tableau 43 : Enfants et jeunes victimes d'infractions sexuelles déclarées par la police, selon le sexe et le groupe d'âge de la victime et selon la province ou le territoire, Canada, 2012 – estimation du nombre de francophones 121

Tableau 44 : Nombre de causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et les tribunaux de la jeunesse, selon le type de décision et les infractions sexuelles contre des enfants, Canada, 2011-2012, estimation du nombre de francophones 123

Tableau 45 : Policiers selon l'échelon du service de police et selon la province ou le territoire, 2014 – estimation du nombre de francophones 126

Tableau 46 : Embauches et départs de policiers, selon la province ou le territoire, Canada, 2013 – estimation du nombre de francophones 128

Tableau 47 : Cour provinciale de Terre-Neuve-et-Labrador : Statistiques combinées – estimation du nombre de causes francophones, 2012-2013 et 2013-2014 130

Tableau 48 : Statistiques fondées sur les infractions, Cour de justice de l'Ontario : Toutes affaires criminelles confondues - estimation du nombre d'affaires francophones 132

Tableau 49 : Statistiques fondées sur les infractions, Cour de justice de l'Ontario : Causes criminelles impliquant des adolescents - estimation du nombre de causes francophones 136

Tableau 50 : Affaires familiales, Cour de justice de l'Ontario, 2014 et 2015, estimation du nombre d'affaires francophones 140

Tableau 51 : Cour des infractions provinciales (parties I et III seulement), Cour de justice de l'Ontario, 2014 et 2015 : Toutes les accusations reçues / toutes les décisions rendues - estimation du nombre d'accusations et de décisions concernant des francophones 142

Tableau 52 : Cour des infractions provinciales (parties I et III seulement), Cour de justice de l'Ontario, 2014 et 2015 : Accusations reçues et décisions rendues, détail par loi ou règlement – estimation du nombre d'accusations et de décisions concernant des francophones 143

Tableau 53 : Cour supérieure de justice de l'Ontario, 2013 et 2014 : Données sommaires pour 2014 – estimation du nombre d'instances francophones 145

Tableau 54 : Cour provinciale du Manitoba - 2012-2013 - Instances criminelles – estimation du nombre d'affaires francophones 146

Tableau 55 : Cour provinciale de la Colombie-Britannique – Nouvelles causes par division - estimation du nombre de causes francophones 147

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

CFSM	Communautés francophones en situation minoritaire
CNP	Classification nationale des professions
ENM	Enquête nationale auprès des ménages (2011)
LM	Langue maternelle
LRCDAS	*Loi règlementant certaines drogues et autres substances*
LSJPA	*Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*
PLOP	Première langue officielle parlée
RNFJ	Réseau national de formation en justice
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SPPC	Système de projection des professions au Canada

Afin de faciliter la lecture de certains tableaux, les provinces et territoires sont identifiés par leur code international ISO, aussi préconisé dans les directives d'adressage de Postes Canada :

NL	Terre-Neuve-et-Labrador
PE	Île-du-Prince-Édouard
NS	Nouvelle-Écosse
NB	Nouveau-Brunswick
QC	Québec
ON	Ontario
MB	Manitoba
SK	Saskatchewan
AB	Alberta
BC	Colombie-Britannique
YT	Yukon
NT	Territoires du Nord-Ouest
NU	Nunavut

1 LE CONTEXTE

Le Réseau national de formation en justice (RNFJ) nous a confié le mandat de préparer des repères statistiques et de développer des hypothèses de travail en vue de la préparation du prochain plan d'action pour l'accès égal à la justice dans les deux langues officielles, dans le cadre de la mise en œuvre du Réseau. Le mandat incluait les tâches suivantes :

1. Mettre à jour les données démographiques concernant la justice en lien avec les communautés francophones minoritaires tirées des recensements de 2006 et 2011.
2. Synthétiser et présenter les analyses pertinentes de Juristat[1] choisies par le gestionnaire cadre.
3. Repérer, synthétiser et présenter les rapports annuels publics préparés par les divisions d'administration des tribunaux des provinces et territoires, choisies par le gestionnaire cadre aux fins d'analyse.
4. Repérer, synthétiser et présenter les rapports annuels préparés par les ministères de la Justice du Canada et de certaines provinces, identifiées par le gestionnaire cadre.
5. Présenter les données disponibles concernant la cybercriminalité, les victimes d'actes criminels et les personnes autochtones qui utilisent le français dans leur vie courante.

Ce rapport présente les données disponibles concernant la dimension linguistique des professions juridiques au Canada et dans les provinces et territoires, les analyses effectuées à partir de données présentées dans Juristat concernant l'ensemble des Canadiens et Canadiennes, les synthèses et analyses pertinentes des rapports des tribunaux et ministères, de même que les données disponibles concernant la cybercriminalité, les victimes d'actes criminels et les personnes autochtones.

L'ensemble des données préparées fournit un nombre important de repères quantitatifs et d'hypothèses de base pour l'élaboration d'hypothèses de travail plus détaillées par le RNFJ. La base de données est disponible en format Excel sur Google Drive en cliquant sur l'hyperlien suivant.

https://drive.google.com/open?id=0B8hPZBJ2NJWbM3JUclRMcVhWbEE

[1] Cette publication comporte des analyses approfondies et des statistiques détaillées sur divers sujets et questions en matière de justice et de sécurité publique. Elle traite notamment de la criminalité, de la victimisation, des homicides, des tribunaux (civils, de la famille et de juridiction criminelle), ainsi que des services correctionnels. Voir : **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/index-fra.htm**

2 DISPONIBILITÉ DES DONNÉES SUR LES PROFESSIONS JURIDIQUES ET LA LANGUE

La Classification nationale des professions (CNP) de 2011 est composée de quatre niveaux d'agrégation. Elle comprend 10 grandes catégories professionnelles englobant 40 grands groupes, lesquels comprennent à leur tour 140 groupes intermédiaires. Ces groupes intermédiaires renferment 500 groupes de base.

Les données les plus récentes sur la scolarité et le travail, publiés par Statistique Canada en juin 2013 et tirés de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011[2], ne permettent pas de dresser un profil linguistique précis des professions du domaine de la justice. Les données de l'ENM concernant les groupes de base ne contiennent aucune variable linguistique[3]. Les seuls jeux de données publiés qui incluent à la fois des données sur la CNP et des variables linguistiques concernent des *grandes catégories professionnelles*.

La grande majorité des professions du domaine juridique font partie de la grande catégorie **4 - Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux**, qui comprend aussi plusieurs autres types de professions, notamment celles du domaine de l'éducation. Par ailleurs, quelques professions juridiques ne sont pas incluses dans la grande catégorie 4.

Les seules données sur les **groupes de base** qui contiennent des variables linguistiques sont celles du Recensement de 2006[4].

---

[2] Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011, Scolarité et travail, tableau thématique, 99-012-X2011028 au catalogue de Statistique Canada, **http://www5.statcan.gc.ca/bsolc/olc-cel/olc-cel?catno=99-012-X2011028&lang=fra**

[3] Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011, Scolarité et travail, tableau thématique, 99-012-XWF2011051 au catalogue de Statistique Canada, **http://www5.statcan.gc.ca/bsolc/olc-cel/olc-cel?catno=99-012-X2011051&lang=fra**

[4] Statistique Canada, Recensement de 2006, tableau thématique, Travail, numéro 97-564-XCB2006005 au catalogue de Statistique Canada, **http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=97611&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2006&THEME=74&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF**=

Aux fins de l'analyse, les **professions juridiques ciblées** incluent les douze (12) groupes de base suivants :

- 1227 Juges de paix et officiers de justice
- 1242 Adjoints administratifs juridiques
- 1251 Sténographes judiciaires, transcripteurs médicaux et personnel assimilé[5]
- 1416 Commis des services judiciaires
- 4111 Juges
- 4112 Avocats (partout au Canada) et notaires (au Québec)
- 4155 Agents de probation et de libération conditionnelle et personnel assimilé
- 4211 Techniciens juridiques et personnel assimilé
- 4311 Policiers (sauf cadres supérieurs)
- 4421 Shérifs et huissiers de justice
- 4422 Agents de services correctionnels
- 4423 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de règlementation, n.c.a.

Les groupes de base suivants incluent un nombre limité de travailleurs du domaine juridique et n'ont pas été inclus dans les professions ciblées :

- 4152 Travailleurs sociaux/travailleuses sociales
- 4169 Autres professionnels/professionnelles des sciences sociales, n.c.a. (dont les criminologues)
- 5125 Traducteurs (incluant les traducteurs juridiques)

Les données publiques de l'ENM ne permettent pas de faire une analyse croisée des groupes de base (CNP) et des industries (SCIAN, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) à un niveau de détail suffisant pour déterminer la proportion des membres de ces groupes de base qui œuvrent dans les industries du domaine juridique (tribunaux, services juridiques, etc.).

[5] Les données permettent de déterminer qu'en 2011, 44 % des personnes dans ce groupe de base de la CNP (Canada sauf le Québec) œuvraient dans le domaine de la santé. Ce pourcentage varie selon les provinces et territoires. Les données présentées concernent tous les membres de ce groupe qui n'œuvrent pas spécifiquement dans le domaine de la santé, sur la base des proportions calculées pour chaque province et territoire.

2.1 Constats généraux et pistes d'analyse

Les constats généraux qu'il est possible de dégager à partir des données disponibles et des analyses détaillées présentées dans la base de données sont les suivants :

- Selon le Recensement de 2006, au Canada moins le Québec, on comptait 198 719 professionnels dans les 12 professions juridiques ciblées.
- Parmi ces professionnels, 9 367 (4,7 %) avaient le français comme langue maternelle, seule ou avec l'anglais et/ou une autre langue. Cette donnée constitue une approximation du bassin de référence des professionnels.
- Parmi ces professionnels, 3 102 (1,6 %) avaient le français comme langue utilisée le plus souvent au travail, seule ou avec l'anglais et/ou une autre langue. Ces personnes peuvent bénéficier d'outils et de ressources de maintien de leurs capacités linguistiques professionnelles.

Note importante : Les deux catégories linguistiques (langue maternelle et langue utilisée au travail) ne sont pas mutuellement exclusives. À l'inverse, les personnes qui utilisent le français au travail ne sont pas forcément francophones. On observe une proportion variable de personnes de langue maternelle française parmi les gens qui utilisent le français au travail, selon la province et le territoire.[6]

Les professionnels de langue maternelle autre que le français, c'est-à-dire les personnes qui seraient diplômées des programmes d'immersion ou celles qui déclaraient avoir une connaissance des deux langues officielles, constituent une troisième part de marché non quantifiée par cette méthode.

Bien que la correspondance entre les catégories de la Classification nationale des professions (CNP) et l'ensemble des travailleurs du domaine juridique ne soit pas exacte, le nombre de personnes dans ces professions peut être utilisé avec un niveau de confiance raisonnable aux fins d'estimation de la taille du marché pour la formation en français dans le domaine de la justice.

2.2 Hypothèses concernant l'effectif francophone de 2006 à 2016

Le tableau suivant présente une hypothèse de base sur l'évolution de l'effectif francophone dans les professions juridiques de 2006 à 2016. Pour 2011, les données publiées indiquent les effectifs totaux par groupe de base, mais non la langue maternelle et la langue utilisée le plus souvent au travail; les proportions de 2006 ont été utilisées pour estimer les nombres dans ces deux catégories pour 2011. Les données pour 2016 sont toutes des estimations; elles tiennent compte de la croissance de la population dans chaque province et territoire entre 2006 et 2016 et de la croissance relative dans les professions juridiques observée entre 2006 et 2011.

[6] L'analyse présentée à la section 2.4 montre ces proportions pour la grande catégorie 4 de la CNP, qui inclut la majorité des travailleurs du domaine juridique, mais aussi de nombreux autres travailleurs. Cette analyse donne donc des ordres de grandeur indiquant des proportions probables dans le domaine juridique.

Tableau 1 : Estimation de l'évolution de l'effectif francophone et utilisant le français le plus souvent au travail dans les professions juridiques, 2006, 2011 et 2016, par province et territoire et pour le Canada moins le Québec

PROFESSION	CARACTÉRISTIQUE	GÉOGRAPHIE												
		CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Toutes les professions juridiques ciblées (12)	**Estimation de l'effectif en 2016**	242 995	3 214	907	7 221	5 335	124 675	10 454	9 896	36 570	43 095	502	839	507
	Estimation : Français langue maternelle	11 726	9	29	261	2 029	6 149	449	301	969	953	0	53	14
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	3 855	17	15	47	1 288	1 915	36	15	45	100	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	223 907	3 130	865	7 037	5 310	115 490	9 688	8 950	31 500	40 285	458	785	435
	Estimation : Français langue maternelle	10 805	9	28	254	2 019	5 696	416	273	835	891	0	50	12
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	3 552	17	14	46	1 281	1 774	33	13	38	93	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	198 719	2 819	770	6 927	5 115	104 216	8 733	7 438	26 193	34 935	495	710	360
	Français langue maternelle	9 367	10	20	259	1 943	5 134	378	210	646	723	0	40	10
	Français utilisé le plus souvent au travail	3 102	20	10	45	1 238	1 620	30	14	48	75	0	0	0
1227 Juges de paix et officiers de justice	**Estimation de l'effectif en 2016**	4 884	226	52	251	65	2 510	221	166	644	610	22	75	29
	Estimation : Français langue maternelle	345	0	0	17	28	196	29	0	26	15	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	162	0	0	0	19	101	15	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	4 500	220	50	245	65	2 325	205	150	555	570	20	70	25
	Estimation : Français langue maternelle	318	0	0	17	28	182	27	0	23	14	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	149	0	0	0	19	94	14	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	3 465	100	10	145	70	2 110	150	135	245	420	30	35	15
	Français langue maternelle	245	0	0	10	30	165	20	0	10	10	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	115	0	0	0	20	85	10	0	0	0	0	0	0

PROFESSION	CARACTÉRISTIQUE	GÉOGRAPHIE												
		CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
1242 Adjoints administratifs juridiques	**Estimation de l'effectif en 2016**	34 185	365	94	918	497	17 224	1 187	1 155	5 822	6 873	38	85	12
	Estimation : Français langue maternelle	1 238	0	0	14	211	607	75	0	111	60	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	454	0	0	0	136	202	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	31 500	355	90	895	495	15 955	1 100	1 045	5 015	6 425	35	80	10
	Estimation : Français langue maternelle	1 141	0	0	13	210	563	69	0	95	56	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	418	0	0	0	135	188	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	20 705	260	90	665	530	11 060	715	620	2 105	4 620	15	15	10
	Français langue maternelle	750	0	0	10	225	390	45	0	40	40	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	275	0	0	0	145	130	0	0	0	0	0	0	0
1251 Sténographes judiciaires et personnel assimilé, excluant les transcripteurs médicaux	**Estimation de l'effectif en 2016**	5 071	41	100	167	151	2 661	170	177	656	931	14	21	0
	Estimation : Français langue maternelle	275	0	0	12	69	125	10	0	23	10	0	21	
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	132	0	0	0	63	38	0	6	9	0	0	0	
	Effectif 2011 selon l'ENM	4 672	40	95	162	150	2 465	158	160	565	870	13	20	0
	Estimation : Français langue maternelle	253	0	0	12	68	116	10	0	20	10	0	20	
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	122	0	0	0	63	35	0	6	7	0	0	0	
	Effectif 2006 selon le Recensement	4 094	29	10	187	150	2 111	123	108	593	750	15	10	0
	Français langue maternelle	222	0	0	14	68	99	8	0	21	8	0	10	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	107	0	0	0	63	30	0	4	8	0	0	0	0

PROFESSION	CARACTÉRISTIQUE	GÉOGRAPHIE												
		CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
1416 Commis des services judiciaires	**Estimation de l'effectif en 2016**	2 610	15	0	36	0	1 252	146	83	609	465	0	11	17
	Estimation : Français langue maternelle	184	0	0	5	0	120	22	0	22	11	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	52	0	0	0	0	49	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	2 405	15	0	35	0	1 160	135	75	525	435	0	10	15
	Estimation : Français langue maternelle	170	0	0	5	0	111	20	0	19	10	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	48	0	0	0	0	45	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	2 765	30	20	70	15	1 410	135	65	545	425	20	20	10
	Français langue maternelle	195	0	0	10	0	135	20	0	20	10	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	55	0	0	0	0	55	0	0	0	0	0	0	0
4111 Juges	**Estimation de l'effectif en 2016**	2 198	62	0	67	45	1 047	113	138	319	385	0	11	12
	Estimation : Français langue maternelle	184	0	0	7	30	97	8	20	0	0	0		
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	46	0	0	0	18	14	0	0	0	0	0		
	Effectif 2011 selon l'ENM	2 025	60	0	65	45	970	105	125	275	360	0	10	10
	Estimation : Français langue maternelle	170	0	0	7	30	90	8	18	0	0	0		
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	42	0	0	0	18	13	0	0	0	0	0		
	Effectif 2006 selon le Recensement	1 910	60	15	95	75	755	205	105	215	375	10	0	0
	Français langue maternelle	160	0	0	10	50	70	15	15	0	0	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	40	0	0	0	30	10	0	0	0	0	0	0	0

PROFESSION	CARACTÉRISTIQUE	GÉOGRAPHIE												
		CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
4112 Avocats (partout au Canada) et notaires (au Québec)	**Estimation de l'effectif en 2016**	66 352	709	241	1 744	1 176	36 456	1 996	1 587	9 984	12 099	214	139	70
	Estimation : Français langue maternelle	2 450	9	0	59	361	1 612	47	21	106	146	0	13	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	1 054	17	0	25	244	664	21	0	26	0	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	61 140	690	230	1 700	1 170	33 770	1 850	1 435	8 600	11 310	195	130	60
	Estimation : Français langue maternelle	2 257	9	0	58	359	1 493	43	19	91	136	0	12	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	971	17	0	24	243	615	19	0	23	0	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	56 340	810	195	1 760	1 205	30 765	1 915	1 495	7 555	10 380	100	110	50
	Français langue maternelle	2 080	10	0	60	370	1 360	45	20	80	125	0	10	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	895	20	0	25	250	560	20	0	20	0	0	0	0
4155 Agents de probation et de libération conditionnelle et personnel assimilé	**Estimation de l'effectif en 2016**	5 855	51	52	251	251	2 456	453	387	755	1 075	27	43	41
	Estimation : Français langue maternelle	314	0	0	0	80	170	0	13	29	12	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	121	0	0	0	43	51	0	9	0	12	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	5 395	50	50	245	250	2 275	420	350	650	1 005	25	40	35
	Estimation : Français langue maternelle	290	0	0	0	79	157	0	12	25	11	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	111	0	0	0	43	47	0	8	0	11	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	4 845	45	20	185	205	2 170	295	445	520	880	15	35	30
	Français langue maternelle	260	0	0	0	65	150	0	15	20	10	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	100	0	0	0	35	45	0	10	0	10	0	0	0

PROFESSION	CARACTÉRISTIQUE	GÉOGRAPHIE												
		CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
4211 Techniciens juridiques et personnel assimilé	**Estimation de l'effectif en 2016**	24 136	118	47	882	286	15 831	410	343	2 601	3 541	0	21	12
	Estimation : Français langue maternelle	795	0	0	25	68	651	12	0	48	47	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	267	0	0	0	48	233	0	0	10	7	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	22 240	115	45	860	285	14 665	380	310	2 240	3 310	0	20	10
	Estimation : Français langue maternelle	732	0	0	24	67	603	11	0	41	44	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	246	0	0	0	48	216	0	0	8	7	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	32 035	275	120	1 240	360	17 985	1 045	610	5 430	4 875	50	35	10
	Français langue maternelle	1 055	0	0	35	85	740	30	0	100	65	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	355	0	0	0	60	265	0	0	20	10	0	0	0
4311 Policiers (sauf cadres supérieurs)	**Estimation de l'effectif en 2016**	68 338	1 001	241	2 052	1 598	34 259	3 270	3 306	10 721	11 500	99	219	163
	Estimation : Français langue maternelle	4 406	0	29	112	663	2 087	207	130	474	519	0	19	14
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	1 147	0	15	22	436	485	0	0	0	80	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	62 970	975	230	2 000	1 590	31 735	3 030	2 990	9 235	10 750	90	205	140
	Estimation : Français langue maternelle	4 060	0	28	109	660	1 933	192	118	408	486	0	18	12
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	1 057	0	14	22	434	449	0	0	0	75	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	50 330	780	165	1 835	1 410	26 515	2 760	2 280	6 225	7 860	160	225	115
	Français langue maternelle	3 245	0	20	100	585	1 615	175	90	275	355	0	20	10
	Français utilisé le plus souvent au travail	845	0	10	20	385	375	0	0	0	55	0	0	0

PROFESSION	CARACTÉRISTIQUE	GÉOGRAPHIE												
		CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
4421 Shérifs et huissiers de justice	**Estimation de l'effectif en 2016**	2 290	144	10	149	121	297	92	155	644	674	0	0	12
	Estimation : Français langue maternelle	59	0		0	30	9	0	14	20	0	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	12	0		0	20	0	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	2 110	140	10	145	120	275	85	140	555	630	0	0	10
	Estimation : Français langue maternelle	54	0		0	30	9	0	13	17	0	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	11	0		0	20	0	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	1 945	25	0	100	60	485	120	110	325	675	10	25	10
	Français langue maternelle	50	0		0	15	15	0	10	10	0	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	10	0		0	10	0	0	0	0	0	0	0	0
4422 Agents de services correctionnels	**Estimation de l'effectif en 2016**	19 719	308	68	523	944	6 828	2 104	2 195	2 984	3 461	66	160	93
	Estimation : Français langue maternelle	1 257	0	0	9	433	357	38	103	97	105	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	334	0	0	0	232	36	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	18 170	300	65	510	940	6 325	1 950	1 985	2 570	3 235	60	150	80
	Estimation : Français langue maternelle	1 158	0	0	9	431	331	35	93	83	98	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	308	0	0	0	231	33	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	14 750	280	100	555	895	5 735	1 100	1 280	1 855	2 645	50	175	80
	Français langue maternelle	940	0	0	10	410	300	20	60	60	80	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	250	0	0	0	220	30	0	0	0	0	0	0	0

PROFESSION	CARACTÉRISTIQUE	GÉOGRAPHIE												
		CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
4423 Agents d'application de règlements municipaux et autres agents de règlementation, n.c.a.	**Estimation de l'effectif en 2016**	7 358	175	0	180	201	3 854	291	205	830	1 482	22	53	47
	Estimation : Français langue maternelle	219	0	0	0	57	118	0	0	14	29	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	73	0	0	0	29	43	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	6 780	170	0	175	200	3 570	270	185	715	1 385	20	50	40
	Estimation : Français langue maternelle	202	0	0	0	57	109	0	0	12	27	0	0	0
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	67	0	0	0	29	40	0	0	0	0	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	5 535	125	25	90	140	3 115	170	185	580	1 030	20	25	30
	Français langue maternelle	165	0	0	0	40	95	0	0	10	20	0	0	0
	Français utilisé le plus souvent au travail	55	0	0	0	20	35	0	0	0	0	0	0	0

Note : Le nombre de juges en Ontario, selon l'ENM de 2011, est de 970. Aux fins de comparaison, il est à noter que le nombre total de juges présumés résidents de Ontario, selon une recherche dans les sites des tribunaux provinciaux et fédéraux pertinents, est de 778. Ce nombre inclut les juges siégeant aux cours fédérales, les juges de nomination fédérale en Ontario et les juges de la Cour de justice de l'Ontario; les juges des tribunaux militaires et de la Cour d'appel de la cour martiale du Canada ne sont pas inclus.

Données de 2006 : Données sur les effectifs totaux, la langue maternelle et l'utilisation du français au travail : Statistique Canada, Recensement de 2006, tableau thématique, Travail, numéro 97-564-XCB2006005 au catalogue, **http://www12.statcan.ca/census-recensement//dp-pd/tbt/Rp-fra.cfm?LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=97611&PRID=0&PTYPE=88971,97154&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=&THEME=74&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF**=

Données de 2011 et estimations : Données sur les effectifs totaux par groupe de base : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011, tableau thématique, Scolarité et travail, numéro 99-012-X2011051 au catalogue, **http://www5.statcan.gc.ca/olc-cel/olc.action?objId=99-012-X2011051&objType=46&lang=fr&limit=0**. Nombre de langue maternelle française et d'utilisation du français au travail non disponible pour les groupes de base; proportions reprises des proportions observées en 2006.

Estimations pour 2016 : Les données pour 2016 sont toutes des estimations; elles tiennent compte de la croissance relative dans les professions juridiques observée entre 2006 et 2011 et de la croissance de la population dans chaque province et territoire entre 2006 et 2016, selon les estimations de Statistique Canada au 1er janvier 2016 (**http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&retrLang=fra&id=0510005&&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=31&tabMode=dataTable&csid**=).

2.3 Exemple des professions d'appui aux tribunaux

Voici un exemple d'analyse qu'il est possible de faire en utilisant les données sur les professions, tiré d'un état des lieux préparé par le Collège Boréal en avril 2016. L'exemple présente des données agrégées pour 5 professions d'appui aux tribunaux, pour l'ensemble du Canada moins le Québec. La base de données Excel présente des données détaillées permettant d'évaluer les nombres par province et territoire et pour chacune des 12 professions ciblées. Il est donc possible d'approfondir les analyses à partir des données colligées, en ayant recours au besoin à des sources de données complémentaires.

Les professions suivantes (CNP 2011) incluent la majorité des travailleurs d'appui aux tribunaux :

- 1227 Juges de paix et officiers/officières de justice
- 1242 Adjoints administratifs juridiques/adjointes administratives juridiques, sauf les secrétaires juridiques
- 1416 Commis des services juridiques
- 4211 Techniciens/techniciennes juridiques et personnel assimilé
- 4421 Shérifs et huissiers/huissières de justice

Les données de 2006 pour le Canada moins le Québec sont les suivantes :

Effectif total en 2006	40 210
Effectif ayant le français comme langue maternelle (seul ou avec une autre langue)	1 545 (3,8 %)
Effectif utilisant le français le plus souvent au travail (seul ou avec une autre langue)	535 (1,33 %)

* Les données sur la langue de travail et la langue maternelle sont disponibles séparément, c'est-à-dire qu'on ne connait pas le nombre exact de personnes qui se retrouvent dans les deux groupes à la fois.

Pour le recensement le plus récent (2011), les décisions gouvernementales relatives au questionnaire, à la méthodologie et à la publication des données recueillies auprès de la population rendent impossible de faire des estimations concernant la langue (peu importe la variable linguistique) avec un minimum de précision, à partir des données publiées. On peut cependant estimer que dans ces mêmes professions, l'effectif total en 2011 était d'environ 41 500 personnes. (Certaines catégories ayant été réaménagées, il n'est pas possible de faire le compte exact.) Le taux d'accroissement dans ces professions serait d'environ 3,2 % sur 5 ans, soit légèrement en deçà des 5,9 % de croissance de la population canadienne entre 2006 et 2011[7].

[7] Chiffres de population et des logements - Faits saillants en tableaux, Recensement de 2011; Chiffres de population et des logements, Canada, provinces et territoires, recensements de 2011 et 2006, **http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/dp-pd/hlt-fst/pd-pl/Table-Tableau.cfm?Lang=fra&T=101&S=50&O=A**

En supposant que les proportions de personnes de langue maternelle française et de personnes travaillant le plus souvent en français sont demeurées assez stables entre 2006 et 2011, on peut donc estimer ce qui suit pour 2011 :

Estimation de l'effectif total en 2011	41 500
Estimation de l'effectif ayant le français comme langue maternelle (seul ou avec une autre langue)	1 577 (3,8 %)
Estimation de l'effectif utilisant le français le plus souvent au travail (seul ou avec une autre langue)	552 (1,33 %)

Par ailleurs, la population du Canada a cru de 14 % entre mai 2006 (Recensement) et janvier 2016 (estimation la plus récente de Statistique Canada)[8].

En utilisant un taux de croissance annuel stable dans les professions juridiques pour les périodes 2006-2011 et 2011-2016 (relativement à la croissance de la population), on peut raisonnablement estimer à environ 7,8 % la croissance des effectifs dans les professions d'appui aux tribunaux sur la période entière de 10 ans. Ainsi, on peut estimer que dans ces professions, l'effectif total en 2016 serait d'environ 43 350 personnes.

En supposant toujours que les proportions de personnes de langue maternelle française et de personnes travaillant le plus souvent en français sont demeurées assez stables depuis 2006, on peut donc estimer ce qui suit pour 2016 :

Estimation de l'effectif total en 2016	43 350
Estimation de l'effectif ayant le français comme langue maternelle (seul ou avec une autre langue)	1 647 (3,8 %)
Estimation de l'effectif utilisant le français le plus souvent au travail (seul ou avec une autre langue)	577 (1,33 %)

En considérant que le taux de renouvèlement dans les professions (suite aux départs à la retraite surtout) est généralement d'environ 3 %, le maintien de l'effectif de l'ensemble des personnes de langue maternelle française demanderait de former des cohortes annuelles de 49 personnes. Pour le seul maintien de l'effectif travaillant le plus souvent en français, il faut offrir de la formation initiale en français à environ 17 personnes annuellement. Cela représente un aperçu du marché des personnes aptes et intéressées à travailler en français dans ces professions.

[8] Statistique Canada. *Tableau 051-0005 - Estimations de la population, Canada, provinces et territoires, trimestriel (personnes),* CANSIM (base de données). Site consulté : **http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&retrLang=fra&id=0510005&&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=31&tabMode=dataTable&csid**=

Enfin, il n'est pas possible d'évaluer avec précision le bassin actuel pour la formation continue en français dans ces professions. Cette donnée permettrait d'émettre des hypothèses quant à la taille des cohortes annuelles requises pour rejoindre une part déterminée du marché potentiel. À titre d'exemple, si ce bassin était de 1 000 personnes, une cohorte de 20 étudiants correspondrait à moins de 2 % du marché national potentiel de formation continue; en visant 5 % de pénétration du marché national, on aurait une cohorte d'environ 50 étudiants.

2.4 Point de données complémentaire : langue utilisée au travail dans la grande catégorie 4 de la Classification nationale des professions

La base de données présente les données de l'ENM de 2011 concernant les langues utilisées au travail « le plus souvent » et « régulièrement » dans la grande catégorie 4 de la CNP. En développant une hypothèse de travail conservatrice, il sera possible de transposer ces proportions dans les groupes de base, pour obtenir des ordres de grandeur.

Les données portant sur les grands groupes représentent la réalité de l'ensemble des professions regroupées dans ces grandes catégories, tant sur le plan de la composition linguistique que sur celui de la langue utilisée au travail. Toutefois, ces données ne reflètent pas de façon fiable la composition linguistique de chacun des grands groupes, groupes intermédiaires et groupes de base. Cependant, elles permettent de constater une tendance lourde, à savoir qu'il y a une proportion importante de personnes qui n'ont pas le français comme langue maternelle parmi les travailleurs qui utilisent le français au travail.

À titre d'exemple, le grand groupe des enseignants compte une plus grande proportion de francophones que dans l'ensemble de la grande catégorie 4 - Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux, dont elle fait partie. Conséquemment, dans cette même grande catégorie, les autres grands groupes (qui incluent 8 des 12 professions ciblées) comptent une proportion plus faible de francophones que dans la grande catégorie agrégée. Il est probable que ces variations existent aussi au niveau des autres variables linguistiques, notamment la langue utilisée au travail et la connaissance des langues officielles.

La grande catégorie 4 est composée de 38 groupes de base; les 8 groupes de base des professions ciblées du domaine juridique sont en gras italique :

Grand groupe 40 : Personnel professionnel en services d'enseignement

401 Professeurs/professeures d'université et assistants/assistantes d'enseignement au niveau postsecondaire

- 4011 Professeurs/professeures et chargés/chargées de cours au niveau universitaire
- 4012 Assistants/assistantes d'enseignement et de recherche au niveau postsecondaire

402 Enseignants/enseignantes au niveau collégial et autres instructeurs/instructrices en formation professionnelle

- 4021 Enseignants/enseignantes au niveau collégial et autres instructeurs/instructrices en formation professionnelle

403 Enseignants/enseignantes aux niveaux secondaire, primaire et préscolaire et conseillers/conseillères d'orientation

- 4031 Enseignants/enseignantes au niveau secondaire
- 4032 Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire
- 4033 Conseillers/conseillères en information scolaire

Grand groupe 41 : Personnel professionnel du droit et des services gouvernementaux, sociaux et communautaires

411 Juges, avocats/avocates (partout au Canada) et notaires (au Québec)

- ***4111 Juges***
- ***4112 Avocats/avocates (partout au Canada) et notaires (au Québec)***

415 Professionnels/professionnelles des services sociaux et communautaires

- 4151 Psychologues
- 4152 Travailleurs sociaux/travailleuses sociales
- 4153 Thérapeutes conjugaux/thérapeutes conjugales, thérapeutes familiaux/thérapeutes familiales et autres conseillers assimilés/conseillères assimilées
- 4154 Personnel professionnel relié à la religion
- ***4155 Agents/agentes de probation et de libération conditionnelle et personnel assimilé***
- 4156 Conseillers/conseillères en emploi

416 Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes des politiques et des programmes

- 4161 Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes, en sciences naturelles et appliquées
- 4162 Économistes, recherchistes et analystes des politiques économiques
- 4163 Agents/agentes de développement économique, recherchistes et experts-conseils/expertes-conseils en marketing
- 4164 Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes en politiques sociales
- 4165 Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes en politiques de la santé
- 4166 Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes en politiques de l'enseignement
- 4167 Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programme en sports, en loisirs et en conditionnement physique
- 4168 Agents/agentes de programmes propres au gouvernement
- 4169 Autres professionnels/professionnelles des sciences sociales, n.c.a.

Grand groupe 42 : Personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement

421 Personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement

- ***4211 Techniciens/techniciennes juridiques et personnel assimilé***
- 4212 Travailleurs/travailleuses des services sociaux et communautaires
- 4214 Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance
- 4215 Instructeurs/instructrices pour personnes ayant une déficience
- 4216 Autres instructeurs/instructrices
- 4217 Autre personnel relié à la religion

Grand groupe 43 : Personnel des services de protection public de première ligne

431 Personnel des services de protection public de première ligne

- ***4311 Policiers/policières (sauf cadres supérieurs)***
- 4312 Pompiers/pompières
- 4313 Sous-officiers/sous-officières des Forces canadiennes

Grand groupe 44 : Dispensateurs/dispensatrices de soins et personnel de soutien en enseignement, en droit et en protection publique

441 Dispensateurs/dispensatrices de soins en milieu familial et personnel de soutien en enseignement

- 4411 Gardiens/gardiennes d'enfants en milieu familial
- 4412 Aides familiaux résidents/aides familiales résidentes, aides de maintien à domicile et personnel assimilé
- 4413 Aides-enseignants/aides-enseignantes aux niveaux primaire et secondaire

442 Personnel juridique et de soutien des services de protection public

- ***4421 Shérifs et huissiers/huissières de justice***
- ***4422 Agents/agentes de services correctionnels***
- ***4423 Agents/agentes d'application de règlements municipaux et autres agents/agentes de réglementation, n.c.a.***

Le tableau des pages suivantes donne le portrait global des langues utilisées au travail dans la grande catégorie 4 de la CNP par province et territoire et selon la langue maternelle (ces données ne sont pas publiées en utilisant la PLOP, qui serait la variable linguistique de choix).

- Colonne A : Unité géographique (Canada moins le Québec, provinces et territoires).
- Colonne B : Fréquence d'utilisation du français au travail : les deux catégories « français utilisé le plus souvent » (avec ou sans une autre langue) et « français utilisé régulièrement » sont mutuellement exclusives; le total « français utilisé au moins régulièrement » est la somme de ces deux catégories.
- Colonne C : Nombre total de travailleurs dans la grande catégorie 4 de la CNP et nombre total correspondant à chaque fréquence d'utilisation du français au travail.
- Colonne D : Pourcentage d'utilisation du français parmi l'ensemble des travailleurs de la grande catégorie 4 de la CNP.
- Colonne E : Nombre total de travailleurs dans la grande catégorie 4 de la CNP qui ont le français comme langue maternelle et nombre correspondant à chaque fréquence d'utilisation du français au travail.
- Colonne F : Pourcentage d'utilisation du français parmi les travailleurs ayant le français comme langue maternelle; ainsi, la case F-2 indique que dans l'ensemble du Canada (moins le Québec), 53,5 % des travailleurs ayant le français comme langue maternelle utilisent le français le plus souvent au travail; la case F-3 indique que 21,3 % l'utilisent régulièrement.
- Colonne G : Pourcentage de travailleurs ayant le français comme langue maternelle sur le total des travailleurs, pour chaque fréquence d'utilisation du français au travail.
- Colonne H : Nombre total de travailleurs dans la grande catégorie 4 de la CNP qui n'ont pas le français comme langue maternelle et nombre correspondant à chaque fréquence d'utilisation du français au travail.
- Colonne I : Pourcentage d'utilisation du français parmi les travailleurs n'ayant pas le français comme langue maternelle; ainsi, la case J-2 indique que dans l'ensemble du Canada (moins le Québec), 1,5 % des travailleurs n'ayant pas le français comme langue maternelle utilisent le français le plus souvent au travail; la case J-3 indique que 2,9 % l'utilisent régulièrement.
- Colonne J : Pourcentage de travailleurs n'ayant pas le français comme langue maternelle sur le total des travailleurs, pour chaque fréquence d'utilisation du français au travail; ainsi, la case ombragée en J-4 indique que dans l'ensemble du Canada (moins le Québec), parmi les travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail, 53,6 % n'ont pas le français comme langue maternelle.

Tableau 2 : Classification nationale des professions, Grande catégorie 4 - Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux, Langue maternelle et langue utilisée au travail, 2011

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
	Professions de la grande catégorie 4 - Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux		Total		Langue maternelle française			Langue maternelle autre		
			Nombre	% utilisation du français	Nombre	% utilisation du français	% LM français sur total	Nombre	% utilisation du français	% LM autre sur total
1	Canada moins le Québec	Total	1 732 640		83 005		4,8 %	1 649 595		95,2 %
2		Français utilisé le plus souvent	69 860	4,0 %	44 430	53,5 %	63,6 %	25 145	1,5 %	36,0 %
3		Français utilisé régulièrement	64 860	3,7 %	17 640	21,3 %	27,2 %	47 090	2,9 %	72,6 %
4		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	134 720	7,8 %	62 070	74,8 %	46,1 %	72 235	4,4 %	**53,6 %**
5	Terre-Neuve-et-Labrador	Total	37 315		210		0,6 %	37 105		99,4 %
6		Français utilisé le plus souvent	645	1,7 %	85	40,5 %	13,2 %	530	1,4 %	82,2 %
7		Français utilisé régulièrement	725	1,9 %	40	19,0 %	5,5 %	670	1,8 %	92,4 %
8		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	1 370	3,7 %	125	59,5 %	9,1 %	1 200	3,2 %	**87,6 %**
9	Île-du-Prince-Édouard	Total	9 675		635		6,6 %	9 020		93,2 %
10		Français utilisé le plus souvent	665	6,9 %	345	54,3 %	51,9 %	295	3,3 %	44,4 %
11		Français utilisé régulièrement	410	4,2 %	120	18,9 %	29,3 %	280	3,1 %	68,3 %
12		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	1 075	11,1 %	465	73,2 %	43,3 %	575	6,4 %	**53,5 %**

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
	Professions de la grande catégorie 4 - Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux		Total		Langue maternelle française			Langue maternelle autre		
			Nombre	% utilisation du français	Nombre	% utilisation du français	% LM français sur total	Nombre	% utilisation du français	% LM autre sur total
13	Nouvelle-Écosse	Total	67 220		3 090		4,6 %	64 130		95,4 %
14		Français utilisé le plus souvent	2 365	3,5 %	1 295	41,9 %	54,8 %	1 015	1,6 %	42,9 %
15		Français utilisé régulièrement	2 815	4,2 %	915	29,6 %	32,5 %	1 875	2,9 %	66,6 %
16		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	5 180	7,7 %	2 210	71,5 %	42,7 %	2 890	4,5 %	**55,8 %**
17	Nouveau-Brunswick	Total	53 245		16 390		30,8 %	36 865		69,2 %
18		Français utilisé le plus souvent	14 400	27,0 %	12 885	78,6 %	89,5 %	1 495	4,1 %	10,4 %
19		Français utilisé régulièrement	5 085	9,6 %	2 190	13,4 %	43,1 %	2 890	7,8 %	56,8 %
20		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	19 485	36,6 %	15 075	92,0 %	77,4 %	4 385	11,9 %	**22,5 %**
21	Ontario	Total	874 895		44 750		5,1 %	830 140		94,9 %
22		Français utilisé le plus souvent	39 180	4,5 %	23 400	52,3 %	59,7 %	15 745	1,9 %	40,2 %
23		Français utilisé régulièrement	41 020	4,7 %	11 090	24,8 %	27,0 %	29 925	3,6 %	73,0 %
24		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	80 200	9,2 %	34 490	77,1 %	43,0 %	45 670	5,5 %	**56,9 %**
25	Manitoba	Total	89 735		3 685		4,1 %	86 050		95,9 %
26		Français utilisé le plus souvent	3 060	3,4 %	1 725	46,8 %	56,4 %	1 310	1,5 %	42,8 %
27		Français utilisé régulièrement	2 710	3,0 %	635	17,2 %	23,4 %	2 060	2,4 %	76,0 %
28		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	5 770	6,4 %	2 360	64,0 %	40,9 %	3 370	3,9 %	**58,4 %**

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
	Professions de la grande catégorie 4 - Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux		Total		Langue maternelle française			Langue maternelle autre		
			Nombre	% utilisation du français	Nombre	% utilisation du français	% LM français sur total	Nombre	% utilisation du français	% LM autre sur total
29	Saskatchewan	Total	68 355		1 385		2,0 %	66 970		98,0 %
30		Français utilisé le plus souvent	1 170	1,7 %	525	37,9 %	44,9 %	610	0,9 %	52,1 %
31		Français utilisé régulièrement	1 025	1,5 %	205	14,8 %	20,0 %	815	1,2 %	79,5 %
32		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	2 195	3,2 %	730	52,7 %	33,3 %	1 425	2,1 %	**64,9 %**
33	Alberta	Total	230 235		6 370		2,8 %	223 855		97,2 %
34		Français utilisé le plus souvent	3 985	1,7 %	2 240	35,2 %	56,2 %	1 740	0,8 %	43,7 %
35		Français utilisé régulièrement	4 715	2,0 %	1 145	18,0 %	24,3 %	3 545	1,6 %	75,2 %
36		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	8 700	3,8 %	3 385	53,1 %	38,9 %	5 285	2,4 %	**60,7 %**
37	Colombie-Britannique	Total	291 750		5 995		2,1 %	285 745		97,9 %
38		Français utilisé le plus souvent	4 125	1,4 %	1 695	28,3 %	41,1 %	2 375	0,8 %	57,6 %
39		Français utilisé régulièrement	6 030	2,1 %	1 190	19,8 %	19,7 %	4 825	1,7 %	80,0 %
40		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	10 155	3,5 %	2 885	48,1 %	28,4 %	7 200	2,5 %	**70,9 %**
41	Yukon	Total	3 325		165		5,0 %	3 155		94,9 %
42		Français utilisé le plus souvent	95	2,9 %	95	57,6 %	100,0 %	0	0,0 %	0,0 %
43		Français utilisé régulièrement	145	4,4 %	40	24,2 %	27,6 %	100	3,2 %	69,0 %
44		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	240	7,2 %	135	81,8 %	56,3 %	100	3,2 %	**41,7 %**

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
	Professions de la grande catégorie 4 - Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux		Total		Langue maternelle française			Langue maternelle autre		
			Nombre	% utilisation du français	Nombre	% utilisation du français	% LM français sur total	Nombre	% utilisation du français	% LM autre sur total
45	Territoires du Nord-Ouest	Total	4 025		235		5,8 %	3 785		94,0 %
46		Français utilisé le plus souvent	150	3,7 %	125	53,2 %	83,3 %	30	0,8 %	20,0 %
47		Français utilisé régulièrement	125	3,1 %	45	19,1 %	36,0 %	75	2,0 %	60,0 %
48		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	275	6,8 %	170	72,3 %	61,8 %	105	2,8 %	**38,2 %**
49	Nunavut	Total	2 865		95		3,3 %	2 775		96,9 %
50		Français utilisé le plus souvent	20	0,7 %	15	15,8 %	75,0 %	0	0,0 %	0,0 %
51		Français utilisé régulièrement	55	1,9 %	25	26,3 %	45,5 %	30	1,1 %	54,5 %
52		Total - Français utilisé au travail au moins régulièrement	75	2,6 %	40	42,1 %	53,3 %	30	1,1 %	**40,0 %**

Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011, Scolarité et travail, tableau thématique, 99-012-X2011028 au catalogue de Statistique Canada, **http://www5.statcan.gc.ca/bsolc/olc-cel/olc-cel?catno=99-012-X2011028&lang=fra.**

2.5 Données prospectives : Système de projections des professions au Canada

Les données de prévision du Système de projections des professions au Canada (SPPC) identifient les cibles par profession à l'horizon 2023[9]. L'avantage du SPPC est qu'il donne une estimation non seulement du nombre d'emplois, mais aussi une estimation quantitative des facteurs qui contribuent à cette évolution (retraites, décès, mobilité professionnelle, immigration, formation).

Il est important de noter que les données du SPPC concernent l'ensemble des travailleurs au Canada, parfois pour les groupes de base mais le plus souvent agrégées par groupes intermédiaires (troisième niveau de précision dans la CNP). En utilisant le pourcentage de croissance du niveau d'emploi entre 2016 et 2023, il est possible de dégager un aperçu des nombres théoriques du niveau d'emploi dans les professions ciblées dans un horizon de 5 ans.

Tableau 3 : Classification nationale des professions, niveaux d'emploi prévus en 2016 et 2023, certains groupes de base et groupes intermédiaires, Canada

Profession	Caractéristique	2016	2023	Croissance du niveau d'emploi 2016-2023
1242 - Adjoints administratifs juridiques/adjointes administratives juridiques (groupe de base)	Niveau d'emploi	42 000	41 300	-1,67 %
	Possibilités d'emploi	800	1300	
	Demande d'expansion	-400	100	
	Départs à la retraite	1000	1000	
	Autre demande de remplacement	200	200	
	Chercheurs d'emploi	1000	1100	
	Immigrants	200	200	
	Sortants du système scolaire	1200	1300	
	Autres chercheurs d'emploi	-400	-400	
4168 - Agents/agentes de programmes propres au gouvernement; Autres professionnels/professionnelles des sciences sociales, n.c.a. (groupe de base)	Niveau d'emploi	16 900	18 000	6,51 %
	Possibilités d'emploi	600	500	
	Demande d'expansion	200	100	
	Départs à la retraite	300	300	
	Autre demande de remplacement	100	100	
	Chercheurs d'emploi	600	500	
	Immigrants	100	100	
	Sortants du système scolaire	600	500	
	Autres chercheurs d'emploi	-100	-100	

[9] Données par profession du Système de projection des professions au Canada : **http://occupations.esdc.gc.ca/sppc-cops/content.jsp?cid=occupationdatasearch&lang=fr**

Profession	Caractéristique	2016	2023	Croissance du niveau d'emploi 2016-2023
1415 - Commis des services du personnel et des services judiciaires (groupe de base)	Niveau d'emploi	11 600	12 000	3,45 %
	Possibilités d'emploi	400	400	
	Demande d'expansion	100	100	
	Départs à la retraite	300	300	
	Autre demande de remplacement	0	0	
	Chercheurs d'emploi	400	400	
	Immigrants	100	100	
	Sortants du système scolaire	500	400	
	Autres chercheurs d'emploi	-100	-100	
1227 - Juges de paix et officiers/officières de justice; Agents/agentes d'assurance-emploi, d'immigration, de services frontaliers et du revenu (groupe de base)	Niveau d'emploi	42 100	45 000	6,89 %
	Possibilités d'emploi	1600	1700	
	Demande d'expansion	500	400	
	Départs à la retraite	1000	1100	
	Autre demande de remplacement	200	200	
	Chercheurs d'emploi	1400	1800	
	Immigrants	100	100	
	Sortants du système scolaire	800	1200	
	Autres chercheurs d'emploi	600	600	
4110 - Juges, avocats/avocates (partout au Canada) et notaires (au Québec) (groupe intermédiaire)	Niveau d'emploi	98 600	105 200	6,69 %
	Possibilités d'emploi	3400	3200	
	Demande d'expansion	1200	800	
	Départs à la retraite	1700	1800	
	Autre demande de remplacement	500	500	
	Chercheurs d'emploi	3000	2800	
	Immigrants	200	200	
	Sortants du système scolaire	2700	2400	
	Autres chercheurs d'emploi	100	100	
4420 - Personnel juridique et de soutien des services de protection public (groupe intermédiaire)	Niveau d'emploi	37 300	39 800	6,70 %
	Possibilités d'emploi	1000	1000	
	Demande d'expansion	400	300	
	Départs à la retraite	400	600	
	Autre demande de remplacement	100	200	
	Chercheurs d'emploi	800	1000	
	Immigrants	100	100	
	Sortants du système scolaire	800	900	
	Autres chercheurs d'emploi	0	0	

Profession	Caractéristique	2016	2023	Croissance du niveau d'emploi 2016-2023
4311 - Policiers/policières (sauf cadres supérieurs) (groupe de base)	Niveau d'emploi	69 200	73 800	6,65 %
	Possibilités d'emploi	2100	2500	
	Demande d'expansion	800	600	
	Départs à la retraite	1100	1700	
	Autre demande de remplacement	200	200	
	Chercheurs d'emploi	2300	2200	
	Immigrants	200	200	
	Sortants du système scolaire	1700	1600	
	Autres chercheurs d'emploi	400	400	
1250 - Sténographes judiciaires, transcripteurs/transcriptrices, techniciens/techniciennes à la gestion des documents et agents/agentes de statistiques (groupe intermédiaire)	Niveau d'emploi	27 700	29 000	4,69 %
	Possibilités d'emploi	1000	1100	
	Demande d'expansion	200	200	
	Départs à la retraite	700	800	
	Autre demande de remplacement	100	100	
	Chercheurs d'emploi	1100	1200	
	Immigrants	100	100	
	Sortants du système scolaire	700	800	
	Autres chercheurs d'emploi	300	300	
4211 - Techniciens/techniciennes juridiques et personnel assimilé (groupe de base)	Niveau d'emploi	25 100	27 400	9,16 %
	Possibilités d'emploi	800	800	
	Demande d'expansion	400	300	
	Départs à la retraite	400	400	
	Autre demande de remplacement	100	100	
	Chercheurs d'emploi	800	800	
	Immigrants	100	100	
	Sortants du système scolaire	800	900	
	Autres chercheurs d'emploi	-200	-200	
5125 - Traducteurs/traductrices, terminologues et interprètes (groupe de base)	Niveau d'emploi	20 300	21 900	7,88 %
	Possibilités d'emploi	700	700	
	Demande d'expansion	300	200	
	Départs à la retraite	400	400	
	Autre demande de remplacement	100	100	
	Chercheurs d'emploi	700	700	
	Immigrants	300	400	
	Sortants du système scolaire	500	500	
	Autres chercheurs d'emploi	-100	-100	

Profession	Caractéristique	2016	2023	Croissance du niveau d'emploi 2016-2023
4152 - Travailleurs sociaux/travailleuses sociales; Agents/agentes de probation et de libération conditionnelle et personnel assimilé (groupe de base)	Niveau d'emploi	70 200	77 800	10,83 %
	Possibilités d'emploi	3100	3100	
	Demande d'expansion	1100	1000	
	Départs à la retraite	1700	1700	
	Autre demande de remplacement	300	400	
	Chercheurs d'emploi	3100	3100	
	Immigrants	200	200	
	Sortants du système scolaire	2400	2400	
	Autres chercheurs d'emploi	500	500	

Source : Données par profession du Système de projection des professions au Canada : **http://occupations.esdc.gc.ca/sppc-cops/content.jsp?cid=occupationdatasearch&lang=fr**

3 RELATIVISATION ET DONNÉES SUR LES AUTOCHTONES

Une donnée fondamentale doit être prise en considération dans l'interprétation de toutes les estimations par sous-population concernant les crimes et la victimisation au Canada. Les données de différentes sources montrent que les Autochtones sont surreprésentés à la fois comme auteurs présumés et comme victimes de crimes. Les données sur les francophones présentées dans les sections suivantes concernent les nombres théoriques obtenus si la criminalité et la victimisation étaient uniformes dans la population de chaque province et territoire. Il faut donc relativiser ces données pour tenir compte de la réalité autochtone lorsque cela est possible.

Par ailleurs, il est probable que la population autochtone présente des caractéristiques différentes que la population générale quant à d'autres thèmes abordés dans les analyses, par exemple en ce qui concerne le droit de la famille. Dans ces cas où la dimension autochtone ne peut être prise en compte, il faut considérer les nombres de francophones comme un plafond.

De façon générale, il est à noter que les données « francophones » pour les trois territoires sont peu fiables en raison des petits nombres et de la faible proportion de francophones parmi la population de ces territoires.

Les sections suivantes donnent un aperçu des connaissances concernant les crimes et la victimisation chez les Autochtones au Canada.

3.1 La victimisation et la criminalité chez les peuples autochtones du Canada (2006)

Un rapport de Juristat publié en 2006[10] présente un portrait statistique de l'étendue et la nature de la victimisation et de la perpétration d'actes criminels chez les Autochtones du Canada, à l'aide des données d'une enquête sur la victimisation et d'enquêtes auprès de la police et des services correctionnels.

Le rapport indique que les Autochtones sont beaucoup plus susceptibles que les non-Autochtones d'être victimes de crimes de violence et de violence conjugale. De plus, les Autochtones sont grandement surreprésentés parmi les personnes inculpées dans les affaires d'homicides déclarées par la police et parmi les personnes admises à des programmes correctionnels. En outre, les taux de criminalité dans les réserves sont beaucoup plus élevés que les taux pour le reste du Canada.

Dans le rapport, on examine aussi les facteurs précis qui pourraient être liés à la grande représentation des Autochtones au sein du système de justice pénale. Ces facteurs comprennent les suivants : les Autochtones sont plus jeunes, en moyenne; leurs taux de chômage sont plus élevés, et leur revenu, plus faible; leur niveau de scolarité est moins élevé; ils sont plus susceptibles de vivre dans un logement surpeuplé; ils affichent une mobilité résidentielle accrue; et les enfants autochtones sont plus susceptibles de faire partie d'une famille monoparentale.

[10] Brzozowski, Jodi-Ann, Andrea Taylor-Butts et Sara Johnson (2006). La victimisation et la criminalité chez les peuples autochtones du Canada. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 26, no 3, no 85-002-XIF au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/85-002-x2006003-fra.pdf**

On y rapporte notamment les faits suivants :

- En 2004, les Autochtones étaient trois fois plus susceptibles que les non-Autochtones d'être victimes de violence (319 incidents contre 101 pour 1 000 habitants).
- 21 % des Autochtones ont indiqué avoir été agressés physiquement ou sexuellement par un conjoint entre 1999 et 2004, contre 6 % chez les non-autochtones.
- Entre 1997 et 2000, le taux moyen de victimes d'homicide se situait à 8,8 pour 100 000 habitants chez les Autochtones, un taux presque sept fois plus élevé que celui concernant les personnes non autochtones (1,3 pour 100 000 habitants).
- Entre 1997 et 2000, les Autochtones étaient 10 fois plus susceptibles que les non-Autochtones d'être les auteurs présumés d'un homicide (11,2 auteurs présumés pour 100 000 habitants autochtones contre 1,1 auteur présumé pour 100 000 habitants non autochtones).
- Le taux de criminalité dans les réserves en 2004 était le triple du taux de criminalité pour le reste du Canada (28 900 pour 100 000 habitants des réserves contre 8 500 ailleurs au Canada).
- Le taux de crimes de violence dans les réserves étant huit fois plus élevé que celui pour le reste du Canada (7 108 contre 953 pour 100 000 habitants).

3.2 L'homicide au Canada, 2014

Une publication de 2015[11] présente les analyses suivantes :

- Les taux d'homicides commis sur des femmes autochtones et déclarés par la police dans les trois territoires étaient supérieurs au taux global observé pour le Canada. Cette situation a également été observée dans chacune des provinces des Prairies (Manitoba, Saskatchewan et Alberta).
- En 2014, les Autochtones étaient environ six fois plus susceptibles d'être victimes d'homicide que les non-Autochtones (7,20 victimes pour 100 000 habitants par rapport à 1,13).
- Le taux d'homicides chez les hommes autochtones était de sept fois supérieur à celui observé chez les hommes non autochtones (10,86 pour 100 000 habitants par rapport à 1,61). Chez les femmes, le taux était six fois plus élevé (3,64 pour 100 000 habitants par rapport à 0,65).
- Le taux global d'auteurs présumés d'homicide ayant une identité autochtone au Canada était 10 fois plus élevé que le taux d'auteurs présumés non autochtones en 2014 (8,55 auteurs présumés pour 100 000 habitants par rapport à 0,82). Parmi les 431 auteurs présumés d'homicide en 2014, le tiers (32 %) étaient Autochtones et près des deux tiers (65 %) étaient non-Autochtones.
- Les femmes autochtones auteures présumées d'homicide ont affiché un taux qui était 23 fois plus élevé que celui des femmes non autochtones (3,39 pour 100 000 habitants par rapport à 0,15). Quant au taux d'auteurs présumés autochtones de sexe masculin, il était neuf fois plus élevé que celui des auteurs présumés non autochtones (13,86 pour 100 000 habitants par rapport à 1,51).

Le tableau suivant présente les taux détaillés d'auteurs présumés d'homicide Autochtones et non-Autochtones par province et territoire.

[11] Zoran Miladinovic et Leah Mulligan (2014). L'homicide au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14244-fra.pdf

Tableau 4 : Taux d'auteurs présumés d'homicide, selon le sexe et l'identité autochtone, par province et territoire, 2014

Province ou territoire	Auteurs présumés de sexe masculin				Auteurs présumés de sexe féminin				Total des auteurs présumés			
	Autochtones		Non-Autochtones		Autochtones		Non-Autochtones		Autochtones		Non-Autochtones	
	Nombre	Taux par 100 000 personnes	Nombre	Taux par 100 000 personnes	Nombre	Taux par 100 000 personnes	Nombre	Taux par 100 000 personnes	Nombre	Taux par 100 000 personnes	Nombre	Taux par 100 000 personnes
Terre-Neuve-et-Labrador	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Île-du-Prince-Édouard	0	0,00	1	1,40	0	0,00	1	1,34	0	0,00	2	1,37
Nouvelle-Écosse	0	0,00	8	1,79	0	0,00	3	0,65	0	0,00	11	1,21
Nouveau-Brunswick	0	0,00	7	1,93	0	0,00	0	0,00	0	0,00	7	0,96
Ontario	21	11,81	97	1,48	7	3,75	12	0,18	28	7,68	109	0,82
Manitoba	28	26,11	7	1,32	9	8,11	1	0,19	37	16,96	8	0,75
Saskatchewan	18	20,94	7	1,52	3	3,32	1	0,22	21	11,91	8	0,88
Alberta	31	24,09	45	2,35	4	3,05	2	0,11	35	13,48	47	1,24
Colombie-Britannique	6	4,64	48	2,19	3	2,27	2	0,09	9	3,44	50	1,13
Yukon	0	0,00	1	6,69	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	3,47
Territoires du Nord-Ouest	1	9,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	4,48	0	0,00
Nunavut	4	25,13	0	0,00	0	0,00	0	0,00	4	12,72	0	0,00
Canada	**111**	**13,86**	**254**	**1,51**	**28**	**3,39**	**25**	**0,15**	**139**	**8,55**	**279**	**0,82**

Note : Les chiffres de population proviennent de la Division de la démographie de Statistique Canada. Les chiffres pour les populations autochtone et non autochtone sont fondés sur l'identité autochtone; pour les années 2001 à 2011, ils sont tirés d'une interpolation des données des recensements de la population et de l'Enquête nationale auprès des ménages corrigées pour tenir compte du sous-dénombrement net, des réserves partiellement dénombrées et des personnes vivant dans des logements collectifs. Les chiffres de population pour la période allant de 2012 à 2014 sont fondés sur des projections démographiques personnalisées. Pour en savoir davantage, voir la section « Description de l'enquête ».

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les homicides.

Source : Zoran Miladinovic et Leah Mulligan (2014). L'homicide au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14244-fra.pdf**

3.3 L'incarcération des Autochtones dans les services correctionnels pour adultes (2009)

Un rapport de Juristat publié en 2009[12] rapporte les faits suivants :

- Selon les données du Recensement de 2006, 3,1 % des adultes de 18 ans et plus au Canada ont indiqué une identité autochtone.
- En 2007-2008, les Autochtones adultes représentaient 17 % des adultes en détention provisoire, 18 % des adultes en détention en milieu provincial ou territorial, 16 % de ceux en probation et 19 % de ceux condamnés à une peine avec sursis.
- Pour l'ensemble des provinces et des territoires, la représentation des Autochtones adultes dans les services correctionnels excède leur représentation dans la population générale par un facteur d'environ 5,6, et les écarts sont plus prononcés dans certains secteurs de compétence. En Saskatchewan, cette représentation est sept fois plus élevée.

Le tableau suivant présente ces taux et la proportion d'Autochtones dans la population adulte générale pour chaque province et territoire. En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans les sections portant sur la criminalité.

Tableau 5 : Incarcération des Autochtones dans les services correctionnels pour adultes, 2007-2008, par province et territoire

Provinces et territoires	Détention provisoire	Détention après condamnation	Proba-tion	Condamnation avec sursis	Population adulte générale (18 ans et plus)	Facteur de surreprésentation
	Pourcentage d'Autochtones					
Terre-Neuve-et-Labrador	23 %	21 %	..	23 %	4 %	5,6
Île-du-Prince-Édouard	6 %	1 %	..	..	1 %	3,5
Nouvelle-Écosse	9 %	7 %	5 %	7 %	2 %	3,5
Nouveau-Brunswick	9 %	8 %	8 %	11 %	2 %	4,5
Ontario	9 %	9 %	9 %	12 %	2 %	4,9
Manitoba	66 %	69 %	56 %	45 %	12 %	4,9
Saskatchewan	80 %	81 %	70 %	75 %	11 %	7,0
Alberta	36 %	35 %	24 %	16 %	5 %	5,6
Colombie-Britannique	20 %	21 %	19 %	17 %	4 %	4,8
Yukon	78 %	76 %	66 %	62 %	22 %	3,2
Territoires du Nord-Ouest	85 %	86 %	..	..	45 %	1,9
Nunavut	..	..	97 %	97 %	78 %	1,2

1. Comprend les peines discontinues.
2. Les proportions sont fondées sur les données du Recensement de 2006.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Enquête intégrée sur les services correctionnels et Recensement de la population de 2006.

Source : Samuel Perreault (2009). L'incarcération des Autochtones dans les services correctionnels pour adultes. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 29, no 3, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2009003/article/10903-fra.pdf**

[12] Samuel Perreault (2009). L'incarcération des Autochtones dans les services correctionnels pour adultes. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 29, no 3, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2009003/article/10903-fra.pdf**

3.4 La victimisation avec violence chez les Autochtones dans les provinces canadiennes (2011)

Un rapport de Juristat publié en 2011[13] rapporte les faits suivants :

- En 2009, environ 322 000 Autochtones de 15 ans et plus, ou plus du tiers (37 %) de la population autochtone vivant dans les provinces ont déclaré avoir été victimes d'un des huit types de crime examinés dans le cadre de l'Enquête sociale générale au cours des douze mois précédents. En comparaison, environ le quart (26 %) des non-Autochtones ont déclaré avoir été victimisés au cours de la même période.
- Comme c'est le cas de la violence non conjugale, les Autochtones qui avaient un conjoint ou un conjoint de fait au cours des cinq années précédentes étaient plus susceptibles que les non-Autochtones de déclarer avoir été victimes d'agressions sexuelles ou de voies de fait aux mains de leur conjoint. Les Autochtones (10 %) étaient presque deux fois plus susceptibles que les non-Autochtones (6 %) de déclarer avoir subi de la violence conjugale au cours des cinq années précédant l'enquête.
- Le taux de signalement à la police d'incidents violents non conjugaux par les Autochtones (26 %) était semblable au taux observé chez les non-Autochtones (29 %). Cependant, pour ce qui est des situations de violence conjugale ayant eu lieu au cours des cinq années précédant l'enquête, le taux de signalement était plus élevé parmi les Autochtones que les non-Autochtones. Les victimes autochtones étaient deux fois plus susceptibles de signaler l'incident à la police que les victimes non autochtones (29 % par rapport à 15 %). Lorsque l'on inclut les incidents pour lesquels la police a été avisée d'une autre façon (ami, membre de la famille ou témoin), un total de 35 % des situations de violence conjugale a été porté à l'attention de la police.

[13] Samuel Perreault (2011). La victimisation avec violence chez les Autochtones dans les provinces canadiennes. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2011001/article/11415-fra.pdf**

3.5 Autochtones utilisant le français dans leur vie courante

Les données diffusées de l'ENM de 2011 concernant les peuples autochtones et celles concernant la langue permettent d'identifier le nombre approximatif de personnes autochtones qui utilisent le français dans leur vie de tous les jours.

En utilisant comme base les personnes qui ont une identité autochtone et le français comme langue maternelle, on obtient les données suivantes.

Tableau 6 : Personnes ayant une identité autochtone et le français comme langue maternelle, 2011

Province ou territoire	Langue maternelle	Identité autochtone	%	Première Nation (Indien de l'Amérique du Nord)	Métis	Inuk (Inuit)	Identités autochtones multiples	Identités autochtones non incluses ailleurs
CANADA MOINS QC	Total	1 258 775	3,81 %	769 140	410 830	46 870	9 855	22 070
	FRANÇAIS LM	**47 960**		**11 890**	**34 185**	**270**	**425**	**1 055**
Terre-Neuve-et-Labrador	Total	35 800	0,89 %	19 315	7 660	6 265	260	2 305
	FRANÇAIS LM	**320**		**240**	**60**	**0**	**0**	**20**
Île-du-Prince-Édouard	Total	2 225	2,92 %	1 520	405	55	0	235
	FRANÇAIS LM	**65**		**30**	**25**	**0**	**0**	**0**
Nouvelle-Écosse	Total	33 850	6,62 %	21 895	10 050	695	225	980
	FRANÇAIS LM	**2 240**		**320**	**1 915**	**0**	**0**	**0**
Nouveau-Brunswick	Total	22 620	21,84 %	16 120	4 845	485	150	1 015
	FRANÇAIS LM	**4 940**		**1 950**	**2 600**	**35**	**20**	**320**
Ontario	Total	301 430	7,97 %	201 105	86 015	3 360	2 905	8 045
	FRANÇAIS LM	**24 010**		**7 700**	**15 370**	**155**	**255**	**525**
Manitoba	Total	195 895	4,19 %	114 230	78 835	580	1 200	1 055
	FRANÇAIS LM	**8 200**		**330**	**7 810**	**0**	**35**	**0**
Saskatchewan	Total	157 740	0,89 %	103 205	52 450	290	670	1 120
	FRANÇAIS LM	**1 410**		**80**	**1 280**	**0**	**0**	**20**
Alberta	Total	220 700	1,49 %	116 670	96 870	1 985	1 875	3 300
	FRANÇAIS LM	**3 290**		**490**	**2 575**	**20**	**70**	**110**
Colombie-Britannique	Total	232 290	1,35 %	155 015	69 475	1 575	2 480	3 745
	FRANÇAIS LM	**3 135**		**650**	**2 360**	**15**	**45**	**60**
Yukon	Total	7 710	2,01 %	6 590	845	175	25	70
	FRANÇAIS LM	**155**		**45**	**100**	**0**	**0**	**0**
Territoires du Nord-Ouest	Total	21 155	0,66 %	13 350	3 245	4 335	45	185
	FRANÇAIS LM	**140**		**45**	**75**	**15**	**0**	**0**
Nunavut	Total	27 360	0,20 %	125	135	27 070	20	15
	FRANÇAIS LM	**55**		**10**	**15**	**30**	**0**	**0**

Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011, Tableau de données thématiques, Peuples autochtones, no 99-011-X2011030 au catalogue, 8 mai 2013. **http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GL=-1&GID=1118282&GK=1&GRP=0&O=D&PID=105398&PRID=0&PTYPE=105277&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2013&THEME=94&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=**

En utilisant comme base les personnes qui ont une langue autochtone comme langue maternelle, on peut observer que l'utilisation du français est très limitée.

Tableau 7 : Utilisation régulière du français à la maison par les personnes ayant une langue autochtone comme langue maternelle, avec ou sans le français, 2011

Province ou territoire	Langue parlée au moins régulièrement à la maison		
	Français et langue autochtone	Français seulement	Total
CANADA MOINS LE QUÉBEC	**925**	**115**	**1 040**
Terre-Neuve-et-Labrador	5	0	5
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0
Nouvelle-Écosse	5	0	5
Nouveau-Brunswick	20	0	20
Ontario	145	45	190
Manitoba	250	20	270
Saskatchewan	220	10	230
Alberta	155	5	160
Colombie-Britannique	70	10	80
Yukon	10	5	15
Territoires du Nord-Ouest	5	10	15
Nunavut	40	20	60

Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011, Tableau de données thématiques, Peuples autochtones, no 99-011-X2011030 au catalogue, 8 mai 2013. **http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&A=R&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=01&GL=-1&GID=1118282&GK=1&GRP=0&O=D&PID=105398&PRID=0&PTYPE=105277&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2013&THEME=94&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=**

4 DONNÉES DÉTAILLÉES PAR SOURCE

4.1 Données extraites de Juristat

Cette section présente les analyses effectuées en se basant sur les publications de Juristat (Statistique Canada). Les analyses sont présentées par publication.

Les estimations du nombre de francophones concernés sont basées sur la proportion de francophones dans le groupe d'âge et dans l'unité géographique concernée. Selon les données disponibles, les estimations peuvent reposer sur le nombre total, le pourcentage ou le taux d'incidence (selon la nature des données présentées) affiché dans les tableaux sources concernant l'ensemble de la population.

Un tableau de référence a été construit dans la base de données Excel (onglet *PLOP FRANÇAIS*), basé sur la première langue officielle parlée (PLOP). Il présente les données sur le nombre de francophones par groupe d'âge et leur poids relatif au sein de la province ou du territoire, de même que sur l'ensemble de la population (Canada et Canada moins le Québec), pour permettre d'effectuer les calculs opportuns à partir des tableaux sources, selon la nature des données et les unités géographiques qui y sont présentées.

Il est important de noter que ces estimations reposent sur des données sources souvent partielles et sur l'hypothèse que la population francophone suit les mêmes tendances en matière de justice que la population générale non-autochtone. Ainsi, elles permettent seulement de dégager un **ordre de grandeur du nombre théorique de francophones concernés**.

Note générale : En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans les sections portant sur la criminalité.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Source pour la population et les pourcentages : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011, Tableau de données thématiques, Peuples autochtones, no 99-011-X2011026 au catalogue, 8 mai 2013. **http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=0&PID=105401&PRID=0&PTYPE=105277&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2013&THEME=94&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF**=

Source pour la surreprésentation : Samuel Perreault (2009). L'incarcération des Autochtones dans les services correctionnels pour adultes. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 29, no 3, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2009003/article/10903-fra.pdf**

4.1.1 La criminalité chez les jeunes au Canada, 2014

Cette publication de Juristat[14] donne aussi les proportions (niveau national) d'inculpations et de classement sans mise en accusation, ce qui permet de calculer le nombre de cas qui se retrouvent devant les tribunaux.

Les données suivantes ont été calculées pour l'ensemble des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). Elles indiquent le nombre estimé de personnes francophones concernées, sans de tenir compte de la surreprésentation des Autochtones.

Tableau 8 : Criminalité chez les adolescents, les jeunes adultes et les adultes de 25 ans et plus (2014) – estimation du nombre de francophones par groupe d'âge, Canada moins le Québec

Type d'infraction	Adolescents de 12 à 17 ans	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	Adultes de 25 ans et plus
Total des infractions (sans égard à la langue)	144 509	227 584	124 522
Total des infractions – estimation francophones	3 461	5 223	18 860
Total des crimes (sauf les délits de la route)	2 914	4 018	15 286
Crimes violents	*856*	*1 159*	*4 898*
Crimes contre les biens	*1 461*	*1 541*	*5 462*
Autres infractions au Code criminel	*597*	*1 319*	*4 925*
Délits de la route prévus au Code criminel	31	337	1 818
Infractions relatives aux drogues	402	821	1 571
Infractions aux autres lois fédérales	114	46	184

Source : Mary K. Allen et Tamy Superle (2016). La criminalité chez les jeunes au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 36, no. 1, produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2016001/article/14309-fra.pdf**

[14] Mary K. Allen et Tamy Superle (2016). La criminalité chez les jeunes au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 36, no. 1, produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2016001/article/14309-fra.pdf**

Le tableau suivant présente le détail par province et territoire.

Tableau 9 : Criminalité chez les adolescents, les jeunes adultes et les adultes de 25 ans et plus (2014) – estimation du nombre de francophones par groupe d'âge, par province et territoire

Type d'infraction	Estimation du nombre de francophones par groupe d'âge	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Total des infractions (sans égard à la langue)	**Jeunes de 12 à 17 ans**	144 509	5 193	3 858	6 811	5 673	4 204	8 992	15 958	6 222	4 069	26 900	32 115	24 514
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	227 584	6 985	5 519	8 611	5 960	5 327	12 025	20 538	9 867	6 774	33 577	59 640	52 761
	Adultes de 25 ans et plus	124 522	2 300	1 616	2 397	1 805	1 822	4 135	6 534	3 919	2 975	18 529	43 033	35 457
Total des infractions – estimation francophones	**Jeunes de 12 à 17 ans**	**3 461**	**5**	**10**	**96**	**791**	**1 743**	**209**	**95**	**278**	**191**	**20**	**19**	**4**
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	**5 223**	**9**	**15**	**161**	**1 057**	**2 469**	**364**	**147**	**574**	**339**	**32**	**38**	**19**
	Adultes de 25 ans et plus	**18 860**	**41**	**65**	**615**	**3 270**	**7 892**	**1 387**	**823**	**2 376**	**1 658**	**219**	**372**	**142**
Total des crimes (sauf les délits de la route)	Jeunes de 12 à 17 ans	2 914	4	9	85	701	1 433	181	78	240	144	17	18	4
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	4 018	8	12	127	853	1 799	319	123	464	232	29	35	18
	Adultes de 25 ans et plus	15 286	36	51	493	2 593	6 254	1 248	694	1 992	1 226	205	357	137
Crimes violents	*Jeunes de 12 à 17 ans*	*856*	*2*	*3*	*27*	*205*	*448*	*53*	*15*	*58*	*37*	*4*	*4*	*1*
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	*1 159*	*2*	*3*	*37*	*269*	*541*	*98*	*26*	*104*	*59*	*6*	*7*	*5*
	Adultes de 25 ans et plus	*4 898*	*12*	*17*	*172*	*1 049*	*2 096*	*375*	*169*	*518*	*356*	*42*	*55*	*36*

Type d'infraction	Estimation du nombre de francophones par groupe d'âge	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Crimes contre les biens	*Jeunes de 12 à 17 ans*	*1 461*	*2*	*5*	*41*	*341*	*744*	*85*	*38*	*115*	*73*	*7*	*9*	*2*
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	*1 541*	*3*	*6*	*49*	*359*	*704*	*104*	*37*	*167*	*77*	*9*	*17*	*8*
	Adultes de 25 ans et plus	*5 462*	*13*	*24*	*173*	*864*	*2 439*	*378*	*221*	*665*	*391*	*56*	*182*	*57*
Autres infractions au Code criminel	*Jeunes de 12 à 17 ans*	*597*	*1*	*1*	*17*	*155*	*241*	*44*	*26*	*67*	*34*	*6*	*5*	*1*
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	*1 319*	*2*	*2*	*40*	*226*	*554*	*117*	*59*	*193*	*95*	*14*	*11*	*5*
	Adultes de 25 ans et plus	*4 925*	*11*	*10*	*148*	*679*	*1 720*	*494*	*304*	*809*	*479*	*106*	*121*	*44*
Délits de la route prévus au Code criminel	Jeunes de 12 à 17 ans	31	0	0	1	8	12	2	2	4	2	0	0	0
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	337	1	2	12	91	131	15	11	44	27	1	1	0
	Adultes de 25 ans et plus	1 818	4	10	73	438	702	84	77	230	181	9	9	3
Infractions relatives aux drogues	Jeunes de 12 à 17 ans	402	0	0	8	64	253	11	4	22	37	1	1	0
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	821	1	1	22	106	519	24	8	61	77	2	1	0
	Adultes de 25 ans et plus	1 571	1	3	46	207	866	49	28	143	216	4	5	2
Infractions aux autres lois fédérales	Jeunes de 12 à 17 ans	114	0	1	2	17	46	15	11	11	8	2	0	0
	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	46	0	0	0	7	20	6	5	4	3	0	0	0
	Adultes de 25 ans et plus	184	0	0	3	33	69	7	24	11	36	1	1	0

Source : Mary K. Allen et Tamy Superle (2016). La criminalité chez les jeunes au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 36, no. 1, produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2016001/article/14309-fra.pdf**

4.1.2 La violence familiale au Canada : un profil statistique, 2014

Ce rapport de Juristat a été publié en 2016[15].

Ces données ne tiennent pas compte de la surreprésentation des Autochtones (30 % de victimisation contre 19 % dans la population générale).

Tableau 10 : Victimes de violence familiale déclarée par la police, selon les voies de fait et les agressions sexuelles et la province et le territoire, 2014 – estimation du nombre de francophones

Province et territoire	Nombre total des voies de fait et des agressions sexuelles (sans égard à la langue)	Total des voies de fait et des agressions sexuelles		Voies de fait (niveaux 1, 2 et 3)		Agressions sexuelles (niveaux 1, 2 et 3)	
		Estimation francophones	Taux pour 100 000 habitants	Estimation francophones	Taux pour 100 000 habitants	Estimation francophones	Taux pour 100 000 habitants
Terre-Neuve-et-Labrador	1 131	5	215,9	5	199,8	0	16,0
Île-du-Prince-Édouard	165	6	113,7	6	108,2	0	5,5
Nouvelle-Écosse	1 549	57	166,6	51	150,0	6	16,6
Nouveau-Brunswick	1 336	440	179,4	396	161,5	44	17,9
Ontario	16 703	793	124,7	714	112,2	80	12,5
Manitoba	3 841	151	310,6	136	279,8	15	30,8
Saskatchewan	4 598	76	421,7	71	392,4	5	29,3
Alberta	9 764	229	237,8	213	220,5	17	17,2
Colombie-Britannique	8 019	138	174,6	130	164,2	8	10,4
Yukon	299	14	821,0	13	768,8	1	52,2
Territoires du Nord-Ouest	710	21	1630,7	20	1527,3	1	103,4
Nunavut	810	17	2214,9	16	2053,5	1	161,3
Canada moins le Québec	**48 925**	**1 948**	**190,4**	**1 770**	**175,2**	**178**	**15,2**

Note : Exclut les affaires pour lesquelles l'âge ou le sexe de la victime était inconnu. Les victimes de 90 ans et plus ont été exclues en raison de la possibilité que les affaires pour lesquelles l'âge était inconnu aient été classées incorrectement dans cette catégorie d'âge. Exclut les victimes de violence conjugale âgées de moins de 15 ans. Exclut un petit nombre de victimes au Québec pour lesquelles on ignorait l'âge mais qui ont reçu la valeur « 0 ».

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire.

[15] Statistique Canada (2016). La violence familiale au Canada : un profil statistique. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 31, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2016001/article/14303-fra.pdf

Source : Statistique Canada (2016). La violence familiale au Canada : un profil statistique. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 31, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2016001/article/14303-fra.pdf

4.1.3 La victimisation criminelle au Canada, 2014

Ce rapport de Juristat publié en 2015[16] rapporte les faits suivants :

- De façon générale, les taux de victimisation avaient tendance à être plus bas dans les provinces de l'Est et plus élevés dans les provinces de l'Ouest.
- 1 victime de crime violent sur 7 a subi des symptômes s'apparentant à un trouble de stress post-traumatique
- Moins de 1 crime sur 3 (31 %) a été signalé à la police en 2014.
- Les Canadiens ont déclaré un total de 6,4 millions d'actes criminels en 2014.
- Un peu plus de 2,2 millions d'incidents violents ont été déclarés par les Canadiens en 2014, ce qui correspond à un taux de 76 incidents violents pour 1 000 personnes de 15 ans et plus.
- En 2014, une question a été ajoutée à l'Enquête sociale générale (ESG) pour prendre en considération les agressions sexuelles où la victime n'était pas en mesure de consentir à une activité sexuelle parce qu'elle était droguée, intoxiquée ou manipulée d'une autre façon que par la menace ou la force physique. Ce type d'agression sexuelle représentait 9 % des agressions sexuelles déclarées par les Canadiens, alors que les agressions sexuelles forcées représentaient 20 %. La proportion restante de 71 % des agressions sexuelles étaient des attouchements. N'eût été l'ajout de cette question, le taux d'agressions sexuelles se serait établi à 20 incidents pour 1 000 personnes.
- En 2014, les femmes ont toutefois inscrit un taux de victimisation (85 incidents pour 1 000 femmes) supérieur à celui des hommes (67 pour 1 000 hommes).

[16] Samuel Perreault (2015). La victimisation criminelle au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14241-fra.pdf**

- Les Autochtones sont surreprésentés à la fois comme auteurs présumés et comme victimes de crimes. Près de 1 Autochtone sur 3 (30 %) a déclaré que lui-même ou que son ménage avait été victime d'au moins un des huit types de crimes mesurés par l'ESG au cours des 12 mois précédant l'enquête. Par comparaison, moins de 1 non-Autochtone sur 5 (19 %) a déclaré que lui-même ou son ménage avait été victimisé. Les écarts entre les Autochtones et les non-Autochtones étaient les plus marqués pour ce qui est des introductions par effraction et des agressions sexuelles, les taux enregistrés par les Autochtones étant plus du double de ceux observés chez les non-Autochtones.
- Les taux de victimisation avec violence étaient particulièrement élevés chez les femmes autochtones. Par exemple, leur taux d'agressions sexuelles était de 115 incidents pour 1 000 femmes, soit un taux beaucoup plus élevé que celui observé chez leurs homologues non autochtones (35 incidents pour 1 000 femmes).
- La plupart des incidents de victimisation, avec ou sans violence, n'ont pas été signalés à la police en 2014. Un peu moins du tiers (31 %) des incidents ont été signalés à la police, soit par la victime elle-même (21 %), soit autrement (10 %).
- En général, plus un incident est grave, plus il est susceptible d'être signalé à la police. Ainsi, les vols qualifiés, les introductions par effraction et les vols de véhicules à moteur ou de leurs pièces ont été signalés à la police dans des proportions d'au moins 44 % (tableau 9, graphiques 13 et 14). Les incidents ayant causé des blessures (45 %), ceux impliquant une arme (53 %) ou ceux ayant donné lieu à des pertes financières d'une valeur de 1 000 $ et plus (70 %) étaient aussi plus susceptibles d'être signalés. L'agression sexuelle fait toutefois exception à cette tendance. Malgré le fait qu'il s'agisse du crime le plus grave mesuré par l'ESG, seulement 5 % des agressions sexuelles ont été signalées à la police en 2014.
- En plus de la police, les victimes de crimes peuvent faire appel à d'autres services formels, tels que les centres de crises, les services aux victimes, les centres de femmes, les psychologues ou les travailleurs sociaux. Rares étaient les victimes de crimes ciblant les ménages ou de vols de biens personnels qui se sont tournées vers l'un de ces services, mais 14 % des victimes de crime violent ont contacté au moins un de ces services, le plus souvent un psychologue ou un travailleur social. Les femmes victimes de violence étaient plus de deux fois plus susceptibles que les hommes de recourir à l'un de ces services (19 % par rapport à 7 %).

Les données suivantes ne tiennent pas compte de la surreprésentation des Autochtones (30 % de victimisation contre 19 % dans la population générale).

Tableau 11 : Incidents de victimisation déclarés par les Canadiens, selon le type d'infraction et la province, 2014 - estimation du nombre de francophones, Canada moins le Québec

Provinces	Agression sexuelle		Vol qualifié		Voies de fait		Total - victimisation avec violence		Vol de biens personnels	
	Nombre	Taux pour 1 000 (15 ans et plus)	Nombre	Taux pour 1 000 (15 ans et plus)	Nombre	Taux pour 1 000 (15 ans et plus)	Nombre	Taux pour 1 000 (15 ans et plus)	Nombre	Taux pour 1 000 (15 ans et plus)
Total estimé – Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**461 136**	**22**	**125 764**	**6**	**1 006 115**	**48**	**1 593 015**	**76**	**1 530 133**	**73**
Total – estimation francophones	**20 416**	**22**	**5 568**	**6**	**44 544**	**48**	**70 527**	**76**	**67 743**	**73**
Terre-Neuve-et-Labrador	F	F	F	F	84	43	108	55	115	59
Île-du-Prince-Édouard	F	F	F	F	320	73	408	93	452	103
Nouvelle-Écosse	679	24	170	6	1 838	65	2 658	94	2 008	71
Nouveau-Brunswick	F	F	F	F	8 671	42	15 691	76	9 497	46
Ontario	12 521	25	2 003	4	26 544	53	41 068	82	39 566	79
Manitoba	907	24	605	16	2 532	67	4 082	108	3 666	97
Saskatchewan	F	F	F	F	968	71	1 418	104	1 349	99
Alberta	1 719	25	F	F	3 300	48	5 431	79	4 881	71
Colombie-Britannique	1 138	18	758	12	2 654	42	4 487	71	4 298	68

Note : Correspond à la province de résidence de la victime, l'incident peut avoir eu lieu dans une autre province. Il faut faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons entre les provinces, car les différences dans les estimations des provinces ne sont pas toutes statistiquement significatives. Exclut les données des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut, lesquelles seront publiées à une date ultérieure.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2014.

Source : Samuel Perreault (2015). La victimisation criminelle au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14241-fra.pdf**

Les données suivantes ne tiennent pas compte de la surreprésentation des Autochtones (30 % de victimisation contre 19 % dans la population générale).

Tableau 12 : Incidents de victimisation déclarés par les Canadiens, selon le signalement à la police et le type d'infraction, 2014, toute la population

Type	Non signalé	Signalé	Ne sait pas ou Refus
	Pourcentage		
Total des incidents de victimisation	**67 %**	**31 %**	**2 %**
Incidents de victimisation avec violence			
Agression sexuelle	83 %	5 %	12 %
Vol qualifié	54 %	45 %	F
Voies de fait	60 %	38 %	F
Total	**67 %**	**28 %**	**5 %**
Incidents de victimisation des ménages			
Introduction par effraction	49 %	50 %	F
Vol de véhicules à moteur ou de leurs pièces	54 %	44 %	F
Vol de biens du ménage	74 %	25 %	F
Vandalisme	62 %	37 %	F
Total	**63 %**	**36 %**	**1**
Vol de biens personnels	70 %	29 %	F
Note : Exclut les données des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut, lesquelles seront publiées à une date ultérieure.			
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1999, 2004, 2009 et 2014.			

Source : Samuel Perreault (2015). La victimisation criminelle au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14241-fra.pdf**

4.1.4 Tendances des infractions contre l'administration de la justice

Ce rapport de Juristat publié en 2015[17] rapporte les faits suivants :

- En 2014, environ 1 infraction au Code criminel sur 10 déclarée par la police était une infraction contre l'administration de la justice. Dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, plus du tiers des causes réglées comprenait au moins une accusation en lien avec une infraction contre l'administration de la justice.
- En 2013-2014, 39 % des causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes comprenaient au moins une infraction contre l'administration de la justice parmi les accusations. Les déclarations de culpabilité étaient plus courantes dans ces causes que dans celles ne comprenant pas d'accusation en lien avec une infraction contre l'administration de la justice.
- Plus de 170 000 infractions contre l'administration de la justice déclarées en 2014 représentent des affaires où ces infractions ont été les plus graves. En 2014, 50 730 affaires supplémentaires, ou 3 % des affaires déclarées par la police, dans lesquelles une infraction contre l'administration de la justice n'était pas l'infraction la plus grave comprenaient au moins une infraction connexe de ce type.
- Bien que ce type d'infraction représente environ 1 affaire criminelle déclarée par la police sur 10, les infractions contre l'administration de la justice sont impliquées dans plus du tiers des causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes. En 2013-2014, les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada ont réglé 360 640 causes, dont 139 776 (ou 39 %) comprenaient au moins une infraction contre l'administration de la justice parmi les accusations.
- Plus des trois quarts (76 %) des causes réglées qui comprenaient au moins une infraction contre l'administration de la justice ont abouti à un verdict de culpabilité en 2013-2014, comparativement à 55 % des causes réglées qui ne comprenaient pas d'infraction contre l'administration de la justice et dans lesquelles des verdicts de culpabilité ont été prononcés.
- Après les verdicts de culpabilité, la plupart des autres causes réglées qui comprenaient des infractions contre l'administration de la justice en 2013-2014 ont abouti à l'arrêt ou au retrait des accusations (21 %). Les acquittements ont été relativement rares, ayant été enregistrés dans seulement 2 % des causes réglées lorsqu'une infraction contre l'administration de la justice faisait partie des accusations. Par comparaison, 5 % des causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes qui ne comprenaient pas d'infraction contre l'administration de la justice ont mené à des acquittements.

[17] Marta Burczycka et Christopher Munch (2015). Tendances des infractions contre l'administration de la justice. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14233-fra.pdf**

- En 2013-2014, l'emprisonnement a été la peine la plus souvent prononcée dans les causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes impliquant des infractions contre l'administration de la justice qui ont abouti à des verdicts de culpabilité (53 %). Cette situation contraste avec les causes avec condamnation qui ne comprenaient pas d'infraction contre l'administration de la justice, pour lesquelles une peine d'emprisonnement a été imposée dans 22 % des cas.
- Pour les causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes qui comprenaient une infraction contre l'administration de la justice en 2013-2014, la durée médiane du temps nécessaire pour traiter la cause était de 108 jours, comparativement à 133 jours pour les causes qui ne comprenaient pas d'infraction contre l'administration de la justice.

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Tableau 13 : Accusations portées ou recommandées en lien avec une infraction contre l'administration de la justice déclarée par la police, Canada, 2014 - estimation du nombre de francophones hors Québec

	Hommes (49 %)	Femmes (51 %)	Total	Hommes	Femmes	Total
	Nombre			Taux pour 100 000		
Total des accusations – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	241 230	69 012	311 517	2 252	619	1 425
Total des accusations – estimation francophones	10 607	3 034	13 697	2 252	619	1 425
Infractions contre l'administration de la justice	3 217	892	4 124	683	182	429
Défaut de se conformer à une ordonnance	1 842	505	2 355	391	103	245
Évasion d'une garde légale	14	0	19	3	0	2
Fait de se trouver illégalement en liberté	71	10	77	15	2	8
Défaut de comparaitre devant le tribunal	485	191	673	103	39	70
Manquement à une ordonnance de probation	730	157	894	155	32	93
Infractions contre l'application de la loi et l'administration de la justice (partie IV du *Code criminel*)	75	29	106	16	6	11
Note : Les infractions contre l'administration de la justice comprennent le défaut de se conformer à une ordonnance, l'évasion d'une garde légale, le fait de se trouver illégalement en liberté, le défaut de comparaitre devant le tribunal, le manquement à une ordonnance de probation et les autres infractions contre l'application de la loi et l'administration de la justice (partie IV du *Code criminel*). Exclut les taux d'infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* déclarées par la police. Les taux sont calculés pour 100 000 habitants à l'aide des estimations démographiques révisées au 1er juillet fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada.						
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité.						

Source : Marta Burczycka et Christopher Munch (2015). Tendances des infractions contre l'administration de la justice. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14233-fra.pdf**

Tableau 14 : Accusations portées ou recommandées contre les jeunes en lien avec une infraction contre l'administration de la justice déclarée par la police, Canada, 2014 - estimation du nombre de francophones hors Québec

	Adolescents inculpés		Adolescentes inculpées		Total des jeunes inculpés		Total des jeunes non inculpés	
	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000
Total des accusations – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	24 665	2 637	8 908	915	34 359	1 800	42 300	2 216
Total des accusations – estimation francophones	896	2 637	324	915	1 249	1 800	1 537	2 216
Infractions contre l'administration de la justice	201	591	91	256	297	428	53	76
Défaut de se conformer à une ordonnance	138	405	64	182	206	297	28	40
Évasion d'une garde légale	3	10	0	1	4	6	0	0
Fait de se trouver illégalement en liberté	3	8	0	1	3	4	0	0
Défaut de comparaitre devant le tribunal	25	74	14	39	40	57	1	2
Manquement à une ordonnance de probation	29	84	9	26	39	56	14	20
Autres infractions contre l'application de la loi et l'administration de la justice (partie IV du *Code criminel*)	3	10	2	7	6	8	9	13
Infractions à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	76	225	34	95	112	162	17	25

Les accusations de manquement à une ordonnance de probation portées contre les jeunes sont généralement déclarées dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Les données sur le manquement à une ordonnance de probation qui figurent dans le présent tableau peuvent représenter des données qui ont été déclarées incorrectement par les services de police.

Les données représentent les affaires déclarées par la police en vertu de cette loi. Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité ne permet pas de recueillir ni de déclarer le nombre de chacune des infractions en vertu de cette loi (LSJPA).

Note : Les données sur les jeunes inculpés et les jeunes non inculpés peuvent comprendre un petit nombre de personnes de moins de 12 ans. Les infractions contre l'administration de la justice comprennent le défaut de se conformer à une ordonnance, l'évasion d'une garde légale, le fait de se trouver illégalement en liberté, le défaut de comparaitre devant le tribunal, le manquement à une ordonnance de probation et les infractions contre l'application de la loi et l'administration de la justice (partie IV du *Code criminel*). Les infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* déclarées par la police ne sont pas comprises dans les nombres ou les taux d'infractions contre l'administration de la justice. Les taux sont calculés pour 100 000 habitants à l'aide des estimations démographiques révisées au 1er juillet fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Source : Marta Burczycka et Christopher Munch (2015). Tendances des infractions contre l'administration de la justice. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14233-fra.pdf**

4.1.5 Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse au Canada, 2013-2014

Ce rapport de Juristat publié en 2015[18] rapporte les faits suivants :

- En 2013-2014, les tribunaux de la jeunesse au Canada (pour les jeunes accusés de 12 à 17 ans) ont réglé près de 40 000 causes.
- La majorité des causes réglées par les tribunaux de la jeunesse en 2013-2014 avaient trait à des infractions sans violence (71 %).
- Parmi les accusés ayant comparu devant un tribunal de la jeunesse en 2013-2014, 78 % étaient des garçons. De plus, sans égard au sexe, la plupart (62 %) des causes réglées par les tribunaux de la jeunesse impliquaient des jeunes qui avaient 16 ou 17 ans au moment de l'infraction présumée.
- En 2013-2014, 56 % des causes réglées par les tribunaux de la jeunesse ont donné lieu à un verdict de culpabilité. C'est au Nouveau-Brunswick que la proportion de verdicts de culpabilité était la plus élevée (77 %), et en Ontario qu'elle était la plus faible (45 %).
- En 2013-2014, une peine de placement sous garde a été imposée par les tribunaux de la jeunesse dans 15 % des causes avec condamnation.
- La durée médiane du placement sous garde était de 80 jours pour les crimes violents, de 45 jours pour les crimes contre les biens et de 18 jours pour les infractions contre l'administration de la justice. Des peines d'un an ou plus ont été imposées dans seulement 2 % des causes qui se sont soldées par une peine de placement sous garde.
- La probation est demeurée le type de peine le plus souvent imposé par les tribunaux de la jeunesse (58 %) en 2013-2014. La durée médiane des peines de probation était d'environ 1 an (360 jours).
- La durée médiane du traitement des causes portées devant les tribunaux de la jeunesse a augmenté pour atteindre 120 jours (environ quatre mois) en 2013-2014.

[18] Sarah Alam (2015). Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14224-fra.pdf

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Tableau 15 : Causes réglées par les tribunaux de la jeunesse, selon la province ou le territoire, 2013-2014 estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	2013-2014		
	Nombre total (sans égard à la langue)	Nombre estimé de francophones	Durée médiane des causes (jours)
Canada moins le Québec	**32 255**	**1 085**	
Terre-Neuve-et-Labrador	502	**1**	120
Île-du-Prince-Édouard	158	**4**	50
Nouvelle-Écosse	1 010	**22**	113
Nouveau-Brunswick	755	**204**	89
Ontario	14 617	**622**	119
Manitoba	3 067	**72**	146
Saskatchewan	3 755	**27**	79
Alberta	5 701	**93**	127
Colombie-Britannique	2 304	**35**	117
Yukon	75	**2**	155
Territoires du Nord-Ouest	132	**2**	81
Nunavut	179	**1**	71
La durée d'une cause est calculée selon le nombre de jours nécessaires pour régler la cause, de la première comparution à la décision finale. La médiane est le point central d'une série de valeurs représentant la durée des causes, la moitié des valeurs y étant supérieures et l'autre moitié y étant inférieures.			
Note : Une cause comprend une ou plusieurs accusations portées contre une personne ou une société qui ont été traitées par les tribunaux en même temps et qui ont fait l'objet d'une décision finale. De nombreux facteurs peuvent influer sur les différences entre les secteurs de compétence; il faut donc faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons.			
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle.			

Source : Sarah Alam (2015). Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14224-fra.pdf

Tableau 16 : Causes réglées par les tribunaux de la jeunesse, selon le type d'infraction et la décision, Canada, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones

Type d'infraction	Total des causes – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Verdict de culpabilité		Arrêt ou retrait		Acquittement		Autre décision		Total des causes
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Crimes violents	**9 117**	**183**	**55 %**	**135**	**41 %**	**11**	**3 %**	**2**	**1 %**	**331**
Homicide	**26**	**1**	64 %	**0**	33 %	**0**	0 %	**0**	3 %	**1**
Tentative de meurtre	**16**	**0**	45 %	**0**	50 %	**0**	5 %	**0**	0 %	**1**
Vol qualifié	**1 481**	**29**	55 %	**23**	42 %	**2**	3 %	**0**	0 %	**54**
Agression sexuelle	**583**	**13**	61 %	**6**	30 %	**2**	8 %	**0**	1 %	**21**
Autres infractions d'ordre sexuel	**519**	**12**	61 %	**6**	32 %	**1**	7 %	**0**	1 %	**19**
Voies de fait majeures	**1 864**	**42**	62 %	**24**	35 %	**2**	3 %	**0**	1 %	**68**
Voies de fait simples	**2 811**	**53**	51 %	**47**	46 %	**2**	2 %	**0**	0 %	**102**
Menaces	**1 452**	**28**	53 %	**22**	42 %	**2**	4 %	**0**	1 %	**53**
Harcèlement criminel	**149**	**2**	42 %	**3**	56 %	**0**	1 %	**0**	1 %	**5**
Autres crimes contre la personne	**216**	**4**	52 %	**3**	44 %	**0**	4 %	**0**	0 %	**8**
Crimes contre les biens	**10 401**	**183**	**48 %**	**190**	**50 %**	**3**	**1 %**	**2**	**0 %**	**378**
Vol	**3 624**	**59**	45 %	**71**	54 %	**1**	1 %	**0**	0 %	**132**
Introduction par effraction	**2 412**	**53**	61 %	**33**	38 %	**1**	1 %	**0**	1 %	**88**
Fraude	**362**	**7**	55 %	**6**	44 %	**0**	1 %	**0**	0 %	**13**
Méfait	**1 936**	**30**	43 %	**39**	56 %	**1**	1 %	**0**	0 %	**70**
Possession de biens volés	**1 785**	**27**	42 %	**37**	56 %	**0**	1 %	**0**	1 %	**65**
Autres crimes contre les biens	**283**	**6**	56 %	**4**	42 %	**0**	1 %	**0**	1 %	**10**

Type d'infraction	Total des causes – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Verdict de culpabilité		Arrêt ou retrait		Acquittement		Autre décision		Total des causes
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Infractions contre l'administration de la justice	**3 337**	**77**	**63 %**	**43**	**35 %**	**1**	**1 %**	**1**	**0 %**	**121**
Défaut de comparaitre	**191**	**3**	45 %	**4**	53 %	**0**	0 %	**0**	2 %	**7**
Manquement aux conditions de la probation	**91**	**2**	63 %	**1**	35 %	**0**	0 %	**0**	2 %	**3**
Fait de se trouver illégalement en liberté	**201**	**6**	85 %	**1**	15 %	**0**	0 %	**0**	0 %	**7**
Défaut de se conformer à une ordonnance	**2 237**	**50**	62 %	**30**	37 %	**1**	1 %	**0**	0 %	**81**
Autres infractions contre l'administration de la justice	**618**	**15**	69 %	**7**	30 %	**0**	0 %	**0**	1 %	**22**
Autres infractions au *Code criminel*	**1 680**	**37**	**61 %**	**23**	**37 %**	**1**	**1 %**	**0**	**1 %**	**61**
Infractions relatives aux armes	**1 129**	**24**	59 %	**16**	39 %	**0**	1 %	**0**	0 %	**41**
Prostitution	**9**	**0**	27 %	**0**	73 %	**0**	0 %	**0**	0 %	**0**
Fait de troubler la paix	**67**	**1**	43 %	**1**	57 %	**0**	0 %	**0**	0 %	**2**
Infractions restantes au *Code criminel*	**476**	**12**	69 %	**5**	28 %	**0**	1 %	**0**	1 %	**17**
Infractions au *Code criminel* (sauf les délits de la route)	**24 535**	**480**	**54 %**	**391**	**44 %**	**16**	**2 %**	**4**	**0 %**	**892**
Délits de la route prévus au *Code criminel*	**503**	**14**	**76 %**	**4**	**21 %**	**0**	**2 %**	**0**	**0 %**	**18**
Conduite avec facultés affaiblies	**247**	**7**	79 %	**2**	18 %	**0**	3 %	**0**	0 %	**9**
Autres délits de la route prévus au *Code criminel*	**255**	**7**	74 %	**2**	24 %	**0**	2 %	**0**	0 %	**9**
Total des infractions au *Code criminel*	**25 038**	**494**	**54 %**	**395**	**43 %**	**16**	**2 %**	**4**	**0 %**	**910**

Type d'infraction	Total des causes – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Verdict de culpabilité		Arrêt ou retrait		Acquittement		Autre décision		Total des causes
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Infractions aux autres lois fédérales	**6 002**	**142**	**65 %**	**73**	**34 %**	**2**	**1 %**	**1**	**0 %**	**218**
Possession de drogues	**1 220**	**12**	28 %	**32**	72 %	**0**	0 %	**0**	0 %	**44**
Autres infractions relatives aux drogues	**515**	**10**	53 %	**9**	46 %	**0**	0 %	**0**	0 %	**19**
Infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*	**2 988**	**87**	80 %	**21**	19 %	**0**	0 %	**0**	0 %	**109**
Infractions restantes aux autres lois fédérales	**1 279**	**33**	71 %	**12**	27 %	**1**	2 %	**0**	0 %	**46**
Total des infractions	**31 040**	**637**	**56 %**	**469**	**42 %**	**18**	**2 %**	**5**	**0 %**	**1 128**

Les causes qui comptent plus d'une accusation sont représentées par l'infraction la plus grave.

Verdict de culpabilité comprend les décisions suivantes : accusé reconnu coupable de l'infraction portée, d'une infraction incluse, d'une tentative d'infraction ou d'une tentative d'infraction incluse. Comprend également les plaidoyers de culpabilité et les causes ayant donné lieu à une absolution inconditionnelle ou à une absolution sous conditions.

Arrêt ou retrait comprend les arrêts, les retraits, les rejets et les absolutions à l'enquête préliminaire, ainsi que les renvois par le tribunal à des programmes de mesures de rechange ou de mesures extrajudiciaires.

Autres décisions comprend les décisions finales suivantes : accusé non criminellement responsable et désistement à l'extérieur de la province ou du territoire. Comprend également toute ordonnance pour laquelle une condamnation n'a pas été enregistrée, l'acceptation d'un plaidoyer spécial par le tribunal, les causes où l'on fait référence à la *Charte* dans l'argumentation et les causes où l'accusé a été jugé inapte à subir un procès.

Autres infractions d'ordre sexuel comprend notamment les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, la pornographie juvénile, le leurre d'enfants au moyen d'un ordinateur et l'exploitation sexuelle.

Voies de fait majeures comprend notamment les voies de fait armées (niveau 2) et les voies de fait graves (niveau 3).

Vol comprend notamment le vol de plus de 5 000 $, le vol de 5 000 $ ou moins, et le vol de véhicules à moteur.

Autres infractions relatives aux drogues comprend le trafic, la production, l'importation et l'exportation de drogues.

Note : Une cause comprend une ou plusieurs accusations portées contre une personne ou une société qui ont été traitées par les tribunaux en même temps et qui ont fait l'objet d'une décision finale.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle.

Source : Sarah Alam (2015). Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14224-fra.pdf

Tableau 17 : Causes avec condamnation réglées par les tribunaux de la jeunesse, selon le type d'infraction et certaines peines, Canada, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones

Type d'infraction	Total des causes avec condamnation – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Total des causes avec condamnation	Placement sous garde			Probation			Ordonnance de travaux communautaires	
		Nombre	Nombre	%	Durée médiane (jours)	Nombre	%	Durée médiane (jours)	Nombre	%
Crimes violents	**5 042**	**183**	**30**	**16 %**	**80**	**122**	**66 %**	**365**	**37**	**20 %**
Homicide	**16**	**1**	**0**	81 %	1 090	**0**	19 %	730	**0**	5 %
Tentative de meurtre	**7**	**0**	**0**	78 %	710	**0**	33 %	360	**0**	0 %
Vol qualifié	**809**	**29**	**10**	35 %	120	**21**	71 %	365	**7**	23 %
Agression sexuelle	**356**	**13**	**2**	14 %	180	**9**	70 %	540	**1**	9 %
Autres infractions d'ordre sexuel	**317**	**12**	**1**	8 %	180	**8**	71 %	450	**2**	18 %
Voies de fait majeures	**1 150**	**42**	**7**	18 %	60	**28**	67 %	365	**8**	20 %
Voies de fait simples	**1 445**	**53**	**4**	7 %	20	**31**	60 %	365	**10**	18 %
Menaces	**768**	**28**	**4**	13 %	40	**19**	68 %	360	**7**	24 %
Harcèlement criminel	**62**	**2**	**0**	11 %	24	**2**	73 %	365	**1**	26 %
Autres crimes contre la personne	**113**	**4**	**1**	26 %	150	**3**	74 %	365	**1**	30 %
Crimes contre les biens	**5 032**	**183**	**21**	**11 %**	**45**	**117**	**64 %**	**360**	**50**	**27 %**
Vol	**1 620**	**59**	**6**	10 %	30	**34**	58 %	360	**17**	28 %
Introduction par effraction	**1 470**	**53**	**8**	14 %	90	**39**	73 %	365	**14**	26 %
Fraude	**198**	**7**	**1**	14 %	50	**4**	61 %	365	**2**	29 %
Méfait	**830**	**30**	**2**	7 %	30	**17**	57 %	365	**7**	24 %
Possession de biens volés	**755**	**27**	**4**	13 %	40	**18**	65 %	360	**8**	29 %
Autres crimes contre les biens	**158**	**6**	**1**	12 %	60	**4**	75 %	365	**2**	30 %

Type d'infraction	Total des causes avec condamnation – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Total des causes avec condamnation	Placement sous garde			Probation			Ordonnance de travaux communautaires	
		Nombre	Nombre	%	Durée médiane (jours)	Nombre	%	Durée médiane (jours)	Nombre	%
Infractions contre l'administration de la justice	**2 118**	**77**	**16**	**21 %**	**18**	**33**	**43 %**	**365**	**14**	**18 %**
Défaut de comparaitre	**86**	**3**	**0**	12 %	3	**1**	38 %	365	**1**	16 %
Manquement aux conditions de la probation	**58**	**2**	**0**	12 %	15	**1**	41 %	365	**0**	22 %
Fait de se trouver illégalement en liberté	**170**	**6**	**4**	72 %	20	**1**	18 %	365	**1**	10 %
Défaut de se conformer à une ordonnance	**1 382**	**50**	**9**	17 %	12	**22**	44 %	365	**9**	18 %
Autres infractions contre l'administration de la justice	**423**	**15**	**3**	17 %	20	**8**	52 %	365	**3**	22 %
Autres infractions au *Code criminel*	**1 025**	**37**	**6**	**15 %**	**60**	**24**	**63 %**	**360**	**9**	**25 %**
Infractions relatives aux armes	**666**	**24**	**4**	18 %	54	**14**	60 %	365	**4**	15 %
Prostitution	**2**	**0**	**0**	33 %	360	**0**	100 %	180	**0**	0 %
Fait de troubler la paix	**29**	**1**	**0**	3 %	14	**1**	57 %	270	**0**	16 %
Infractions restantes au *Code criminel*	**328**	**12**	**1**	10 %	120	**9**	71 %	360	**6**	47 %
Infractions au *Code criminel* (sauf les délits de la route)	**13 218**	**480**	**73**	**15 %**	**40**	**296**	**62 %**	**365**	**109**	**23 %**

Type d'infraction	Total des causes avec condamnation – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Total des causes avec condamnation	Placement sous garde			Probation			Ordonnance de travaux communautaires	
		Nombre	Nombre	%	Durée médiane (jours)	Nombre	%	Durée médiane (jours)	Nombre	%
Délits de la route prévus au *Code criminel*	**384**	**14**	**1**	**10 %**	**80**	**6**	**45 %**	**365**	**3**	**18 %**
Conduite avec facultés affaiblies	**195**	**7**	**0**	1 %	235	**2**	27 %	363	**1**	16 %
Autres délits de la route prévus au *Code criminel*	**189**	**7**	**1**	19 %	80	**4**	64 %	365	**1**	20 %
Total des infractions au *Code criminel*	**13 602**	**494**	**74**	**15 %**	**42**	**302**	**61 %**	**365**	**112**	**23 %**
Infractions aux autres lois fédérales	**3 920**	**142**	**21**	**15 %**	**20**	**66**	**46 %**	**270**	**47**	**33 %**
Possession de drogues	**338**	**12**	**0**	1 %	20	**6**	45 %	360	**3**	21 %
Autres infractions relatives aux drogues	**275**	**10**	**1**	11 %	90	**7**	73 %	365	**2**	20 %
Infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*	**2 401**	**87**	**19**	21 %	16	**33**	38 %	270	**25**	29 %
Infractions restantes aux autres lois fédérales	**905**	**33**	**1**	3 %	80	**20**	60 %	180	**16**	50 %
Total des infractions	**17 522**	**637**	**95**	**15 %**	**39**	**367**	**58 %**	**360**	**158**	**25 %**

Source : Sarah Alam (2015). Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14224-fra.pdf

4.1.6 Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada, 2013-2014

Ce rapport de Juristat publié en 2015[19] rapporte les faits suivants :

- En 2013-2014, 360 640 causes ont été réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, comprenant près de 1,1 million d'accusations.
- La majorité des causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes en 2013-2014, soit 76 %, avaient trait à des infractions sans violence. La conduite avec facultés affaiblies a continué d'être à l'origine de la plus grande proportion de causes réglées par les tribunaux (11 %); suivaient de près les causes de vol (10 %) et les causes liées au défaut de se conformer à une ordonnance du tribunal (10 %).
- Les personnes de moins de 35 ans représentaient près de 60 % des accusés ayant comparu devant un tribunal de juridiction criminelle pour adultes en 2013-2014.
- 63 % des causes portées devant les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes ont abouti à un verdict de culpabilité.
- La probation était le type de peine le plus souvent imposé par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes en 2013-2014, soit dans 43 % des causes avec condamnation. La durée médiane des peines de probation s'élevait à 365 jours.
- La peine d'emprisonnement venait au deuxième rang des peines les plus souvent imposées en 2013-2014. Un peu plus du tiers (36 %) des causes avec condamnation ont abouti à une peine d'emprisonnement.
- La durée de la plupart des peines d'emprisonnement était inférieure à six mois en 2013-2014. La durée médiane des peines d'emprisonnement s'élevait à 30 jours. Des peines de deux ans ou plus ont été imposées dans seulement 3 % des causes s'étant soldées par une peine d'emprisonnement.
- La durée médiane du traitement des causes portées devant les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes en 2013-2014 était de 123 jours.

[19] Ashley Maxwell (2015). Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14226-fra.pdf**

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Tableau 18 : Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, selon la province ou le territoire, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	Nombre total (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation	Durée médiane des causes (jours)
Canada moins le Québec	**297 796**	**12 602**	
Terre-Neuve-et-Labrador	5 150	24	146
Île-du-Prince-Édouard	1 312	51	37
Nouvelle-Écosse	11 485	428	155
Nouveau-Brunswick	7 341	2 438	104
Ontario	133 890	6 403	99
Manitoba	19 058	765	159
Saskatchewan	23 053	394	71
Alberta	56 346	1 345	127
Colombie-Britannique	35 850	620	113
Yukon	985	47	92
Territoires du Nord-Ouest	1 465	45	63
Nunavut	1 861	42	66

La durée d'une cause est calculée selon le nombre de jours nécessaires pour régler la cause, de la première comparution à la décision finale. La médiane est le point central d'une série de valeurs représentant la durée des causes, la moitié des valeurs y étant supérieures et l'autre moitié y étant inférieures.
Note : Une cause comprend une ou plusieurs accusations portées contre une personne ou une société qui ont été traitées par les tribunaux en même temps et qui ont fait l'objet d'une décision finale. Les données excluent les renseignements provenant des cours supérieures de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan et des cours municipales du Québec en raison de l'indisponibilité des données. De nombreux facteurs peuvent influer sur les différences entre les secteurs de compétence; il faut donc faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle.

Source : Ashley Maxwell (2015). Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14226-fra.pdf

Tableau 19 : Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, selon le type d'infraction et la décision, Canada, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones hors Québec

Type d'infraction	Total des causes – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Verdict de culpabilité		Arrêt ou retrait		Acquittement		Autre décision		Total des causes
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Crimes violents	**64 585**	**1 438**	**50 %**	**1 179**	**41 %**	**222**	**8 %**	**48**	**2 %**	**2 887**
Homicide	**196**	**5**	53 %	**4**	41 %	**0**	3 %	**0**	3 %	**9**
Tentative de meurtre	**142**	**1**	20 %	**4**	65 %	**0**	5 %	**1**	10 %	**6**
Vol qualifié	**2 578**	**68**	59 %	**41**	36 %	**5**	4 %	**1**	1 %	**115**
Agression sexuelle	**2 285**	**46**	45 %	**45**	44 %	**9**	9 %	**1**	1 %	**102**
Autres infractions d'ordre sexuel	**2 635**	**67**	57 %	**41**	34 %	**8**	7 %	**2**	2 %	**118**
Voies de fait majeures	**14 637**	**347**	53 %	**244**	37 %	**54**	8 %	**10**	2 %	**654**
Voies de fait simples	**25 595**	**540**	47 %	**527**	46 %	**62**	5 %	**15**	1 %	**1 144**
Menaces	**12 032**	**277**	52 %	**188**	35 %	**62**	11 %	**11**	2 %	**538**
Harcèlement criminel	**2 416**	**50**	46 %	**42**	39 %	**12**	11 %	**4**	3 %	**108**
Autres crimes violents	**2 069**	**36**	39 %	**43**	47 %	**10**	11 %	**3**	3 %	**92**
Crimes contre les biens	**62 549**	**1 653**	**59 %**	**1 061**	**38 %**	**57**	**2 %**	**25**	**1 %**	**2 796**
Vol	**27 675**	**752**	61 %	**465**	38 %	**12**	1 %	**8**	1 %	**1 237**
Introduction par effraction	**7 313**	**222**	68 %	**85**	26 %	**15**	5 %	**5**	1 %	**327**
Fraude	**8 662**	**242**	62 %	**131**	34 %	**8**	2 %	**6**	2 %	**387**
Méfait	**9 925**	**238**	54 %	**192**	43 %	**11**	3 %	**3**	1 %	**444**
Possession de biens volés	**7 893**	**167**	47 %	**175**	50 %	**9**	2 %	**2**	1 %	**353**
Autres crimes contre les biens	**1 081**	**33**	68 %	**13**	28 %	**1**	3 %	**1**	2 %	**48**

Type d'infraction	Total des causes – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Verdict de culpabilité		Arrêt ou retrait		Acquittement		Autre décision		Total des causes
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Infractions contre l'administration de la justice	**62 495**	**2 014**	**72 %**	**706**	**25 %**	**51**	**2 %**	**22**	**1 %**	**2 793**
Défaut de comparaitre	**3 340**	**69**	46 %	**79**	53 %	**0**	0 %	**1**	1 %	**149**
Manquement aux conditions de la probation	**23 847**	**855**	80 %	**185**	17 %	**19**	2 %	**7**	1 %	**1 066**
Fait de se trouver illégalement en liberté	**1 975**	**73**	83 %	**13**	14 %	**2**	2 %	**1**	1 %	**88**
Défaut de se conformer à une ordonnance	**27 030**	**822**	68 %	**355**	29 %	**23**	2 %	**9**	1 %	**1 208**
Autres infractions contre l'administration de la justice	**6 303**	**196**	70 %	**75**	27 %	**7**	2 %	**4**	1 %	**282**
Autres infractions au *Code criminel*	**11 623**	**314**	**60 %**	**180**	**35 %**	**20**	**4 %**	**5**	**1 %**	**520**
Infractions relatives aux armes	**6 865**	**195**	64 %	**97**	32 %	**12**	4 %	**3**	1 %	**307**
Prostitution	**687**	**7**	23 %	**23**	73 %	**1**	4 %	**0**	0 %	**31**
Fait de troubler la paix	**1 002**	**28**	63 %	**16**	36 %	**0**	1 %	**0**	0 %	**45**
Infractions restantes au *Code criminel*	**3 069**	**84**	61 %	**44**	32 %	**7**	5 %	**3**	2 %	**137**
Infractions au *Code criminel* (sauf les délits de la route)	**201 253**	**5 420**	**60 %**	**3 126**	**35 %**	**350**	**4 %**	**100**	**1 %**	**8 996**
Délits de la route prévus au *Code criminel*	**36 785**	**1 287**	**78 %**	**272**	**17 %**	**76**	**5 %**	**10**	**1 %**	**1 644**
Conduite avec facultés affaiblies	**29 404**	**1 024**	78 %	**216**	16 %	**68**	5 %	**7**	0 %	**1 314**
Autres délits de la route prévus au *Code criminel*	**7 382**	**263**	80 %	**56**	17 %	**8**	2 %	**3**	1 %	**330**
Total des infractions au *Code criminel*	**238 038**	**6 707**	**63 %**	**3 398**	**32 %**	**426**	**4 %**	**110**	**1 %**	**10 640**

Type d'infraction	Total des causes – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Verdict de culpabilité		Arrêt ou retrait		Acquittement		Autre décision		Total des causes
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Infractions aux autres lois fédérales	**36 431**	**1 061**	**65 %**	**498**	**31 %**	**50**	**3 %**	**20**	**1 %**	**1 628**
Possession de drogues	**11 359**	**235**	46 %	**269**	53 %	**1**	0 %	**2**	0 %	**508**
Autres infractions relatives aux drogues	**7 687**	**183**	53 %	**154**	45 %	**4**	1 %	**3**	1 %	**344**
Infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*	**862**	**27**	70 %	**11**	30 %	**0**	0 %	**0**	0 %	**39**
Infractions restantes aux autres lois fédérales	**16 524**	**616**	83 %	**63**	9 %	**45**	6 %	**15**	2 %	**739**
Total des infractions	**274 470**	**7 767**	**63 %**	**3 896**	**32 %**	**476**	**4 %**	**130**	**1 %**	**12 268**

Les causes qui comptent plus d'une accusation sont représentées par l'infraction la plus grave.

Verdict de culpabilité comprend les décisions suivantes : accusé reconnu coupable de l'infraction portée, d'une infraction incluse, d'une tentative d'infraction ou d'une tentative d'infraction incluse. Comprend également les plaidoyers de culpabilité et les causes ayant donné lieu à une absolution inconditionnelle ou à une absolution sous conditions.

Arrêt ou retrait comprend les arrêts, les retraits, les rejets et les absolutions à l'enquête préliminaire, ainsi que les renvois par le tribunal à des programmes de mesures de rechange ou de mesures extrajudiciaires.

Autre décision comprend les décisions finales suivantes : accusé non criminellement responsable et désistement à l'extérieur de la province ou du territoire. Comprend également toute ordonnance pour laquelle une condamnation n'a pas été enregistrée, l'acceptation d'un plaidoyer spécial par le tribunal, les causes où l'on fait référence à la *Charte* dans l'argumentation et les causes où l'accusé a été jugé inapte à subir un procès.

Autres infractions d'ordre sexuel comprend notamment les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, la pornographie juvénile, le leurre d'enfants au moyen d'un ordinateur et l'exploitation sexuelle.

Voies de fait majeures comprend notamment les voies de fait armées (niveau 2) et les voies de fait graves (niveau 3).

Vol comprend notamment le vol de plus de 5 000 $, le vol de 5 000 $ ou moins, et le vol de véhicules à moteur.

Autres infractions relatives aux drogues comprend le trafic, la production, l'importation et l'exportation de drogues.

Note : Une cause comprend une ou plusieurs accusations portées contre une personne ou une société qui ont été traitées par les tribunaux en même temps et qui ont fait l'objet d'une décision finale. Les données excluent les renseignements provenant des cours supérieures de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan et des cours municipales du Québec en raison de l'indisponibilité des données.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle.

Source : Ashley Maxwell (2015). Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14226-fra.pdf

4.1.7 Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2014

Ce rapport de Juristat publié en 2015[20] rapporte les faits suivants :

- En 2014, la police a déclaré un peu moins de 1,8 million d'infractions au Code criminel (sauf les délits de la route).
- En 2014, la police a déclaré 516 homicides.

Les données présentées dans cette section doivent être considérées en tenant compte des précisions suivantes :

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Le taux global d'auteurs présumés d'homicide ayant une identité autochtone au Canada était 10 fois plus élevé que le taux d'auteurs présumés non autochtones en 2014 (8,55 auteurs présumés pour 100 000 habitants par rapport à 0,82). Parmi les 431 auteurs présumés d'homicide en 2014, le tiers (32 %) étaient Autochtones et près des deux tiers (65 %) étaient non-Autochtones.

[20] Jillian Boyce (2015). Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14211-fra.pdf

Tableau 20 : Taux de crimes déclarés par la police, selon la province ou le territoire, 2014 - estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	Nombre total de crimes (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation							
		Total des crimes (taux de criminalité)		Crimes violents		Crimes contre les biens		Autres infractions au *Code criminel*	
		Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000
Canada moins le Québec	**1 506 706**	**50 191**		**10 802**		**30 806**		**8 580**	
Terre-Neuve-et-Labrador	29 531	123	5 604	28	1 276	73	3 317	22	1 011
Île-du-Prince-Édouard	6 862	230	4 691	40	824	161	3 294	28	572
Nouvelle-Écosse	51 391	1 696	5 452	386	1 241	1 029	3 308	281	903
Nouveau-Brunswick	33 832	10 636	4 488	2 759	1 164	6 188	2 611	1 687	712
Ontario	486 384	20 785	3 556	4 600	787	13 403	2 293	2 782	476
Manitoba	98 899	3 297	7 714	732	1 713	1 843	4 311	722	1 690
Saskatchewan	118 222	1 563	10 505	292	1 963	837	5 628	433	2 914
Alberta	290 581	5 473	7 050	966	1 244	3 345	4 309	1 163	1 498
Colombie-Britannique	351 912	5 369	7 599	811	1 148	3 452	4 886	1 105	1 564
Yukon	8 733	370	23 919	70	4 547	145	9 354	155	10 019
Territoires du Nord-Ouest	19 158	496	43 917	78	6 911	262	23 171	156	13 834
Nunavut	11 201	153	30 616	40	7 935	69	13 779	45	8 903

Note : D'autres données sont offertes dans CANSIM (tableau 252-0051). Les taux de criminalité sont fondés sur les infractions au *Code criminel* (sauf les délits de la route). Une affaire peut comprendre plus d'une infraction. Les données pour les taux concernant le total des crimes, les crimes violents, les crimes contre les biens et les autres infractions sont disponibles à compter de 1962. Les taux sont calculés pour 100 000 habitants. La variation en pourcentage est fondée sur des taux non arrondis. Les chiffres de population sont fondés sur des estimations au 1er juillet fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Source : Jillian Boyce (2015). Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14211-fra.pdf

Tableau 21 : Crimes déclarés par la police, certaines infractions, selon la province ou le territoire, 2014 - estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	Homicide		Tentative de meurtre		Voies de fait majeures (niveaux 2 et 3)		Vol qualifié	
	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000
Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**445**		**450**		**38 496**		**16 858**	
Canada moins le Québec – estimation francophones	**15**		**16**		**1 295**		**551**	
Terre-Neuve-et-Labrador	0	0,38	0	0,19	3	124	1	30
Île-du-Prince-Édouard	0	2,05	0	0,68	3	66	1	18
Nouvelle-Écosse	0	0,64	2	5,94	37	119	9	29
Nouveau-Brunswick	3	1,19	3	1,19	261	110	45	19
Ontario	7	1,13	8	1,43	538	92	327	56
Manitoba	1	3,43	1	1,48	136	318	51	119
Saskatchewan	0	2,13	0	3,02	51	346	12	82
Alberta	2	2,52	1	0,97	137	176	51	66
Colombie-Britannique	1	1,90	1	1,94	106	150	52	73
Yukon	0	8,22	0	0,00	9	559	1	71
Territoires du Nord-Ouest	0	6,88	0	4,58	10	841	1	48
Nunavut	0	10,93	0	5,47	5	1 074	0	49

Province ou territoire	Agression sexuelle (niveaux 1, 2 et 3)		Infractions sexuelles contre les enfants		Introduction par effraction		Vol de véhicules à moteur	
	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000
Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**17 074**		**2 921**		**116 472**		**58 748**	
Canada moins le Québec – estimation francophones	**646**		**111**		**3 953**		**1 775**	
Terre-Neuve-et-Labrador	1	58	0	18	11	479	2	91
Île-du-Prince-Édouard	2	38	1	12	16	336	3	52
Nouvelle-Écosse	20	63	4	13	121	390	35	112
Nouveau-Brunswick	135	57	36	15	879	371	315	133
Ontario	327	56	41	7	1 701	291	684	117
Manitoba	47	110	6	15	250	584	127	297
Saskatchewan	15	100	3	21	112	756	57	386
Alberta	53	68	9	11	377	486	312	402
Colombie-Britannique	36	51	10	14	456	645	229	324
Yukon	3	222	1	49	9	575	5	299
Territoires du Nord-Ouest	4	335	0	34	12	1 061	5	442
Nunavut	3	511	0	96	8	1 632	1	249

Province ou territoire	Conduite avec facultés affaiblies		Cannabis		Cocaïne		Autres drogues	
	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000	Nombre	Taux pour 100 000
Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**59 643**		**52 668**		**13 927**		**14 855**	
Canada moins le Québec – estimation francophones	**1 987**		**1 785**		**437**		**500**	
Terre-Neuve-et-Labrador	7	298	3	157	1	29	1	40
Île-du-Prince-Édouard	14	282	5	98	1	25	2	45
Nouvelle-Écosse	96	308	76	245	12	37	15	48
Nouveau-Brunswick	538	227	355	150	66	28	92	39
Ontario	649	111	848	145	193	33	251	43
Manitoba	92	216	64	149	32	74	16	37
Saskatchewan	92	620	33	221	9	62	7	45
Alberta	267	344	141	181	61	78	44	57
Colombie-Britannique	194	274	241	341	57	80	70	99
Yukon	21	1 350	7	430	4	244	1	38
Territoires du Nord-Ouest	15	1 332	9	814	3	241	1	71
Nunavut	3	549	3	659	0	0	0	25

Voies de fait majeures exclut les voies de fait contre un agent de la paix.

En raison de la variabilité des petits chiffres, la variation en pourcentage n'a pas été calculée lorsque le nombre d'infractions est inférieur à 5 au cours d'une année donnée.

Infractions sexuelles contre les enfants comprend les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, le leurre d'enfants au moyen d'un ordinateur, d'une entente ou d'un arrangement, et le fait de rendre accessible à un enfant ou à un jeune du matériel sexuellement explicite en vue de faciliter la perpétration d'une infraction sexuelle à son égard. Les affaires de pornographie juvénile ne sont pas comprises dans la catégorie des infractions sexuelles contre les enfants. La catégorie « Pornographie juvénile » comprend les infractions en vertu de l'article 163.1 du *Code criminel* qui stipule qu'il est illégal de posséder, de produire, d'imprimer ou de distribuer de la pornographie juvénile ou encore d'y accéder. Dans les cas où la victime n'est pas identifiée, cette infraction est consignée au Programme de déclaration uniforme de la criminalité en tant qu'infraction la plus grave « Pornographie juvénile », laquelle appartient à la catégorie de crimes plus vaste « Autres infractions au *Code criminel* ». Dans les cas où la victime est identifiée, la police consigne l'infraction la plus grave dans la catégorie des agressions sexuelles, de l'exploitation sexuelle ou des autres infractions sexuelles contre les enfants, lesquelles font partie de la catégorie « Crimes violents »; la pornographie juvénile peut alors être consignée comme une infraction secondaire.

Conduite avec facultés affaiblies comprend la conduite d'un véhicule avec les facultés affaiblies par l'alcool ou la drogue, la conduite d'un véhicule avec les facultés affaiblies par l'alcool ou la drogue causant des lésions corporelles ou la mort, le défaut ou le refus de se soumettre à un contrôle pour vérifier la

présence d'alcool ou de drogue, et le défaut ou le refus de fournir un échantillon d'haleine ou de sang. Dans certains secteurs de compétence, y compris la Colombie-Britannique, les affaires de conduite avec facultés affaiblies qui correspondent aux éléments énoncés dans le *Code criminel* peuvent être traitées au moyen d'une loi provinciale. La portée du Programme de déclaration uniforme de la criminalité permet alors la collecte de données sur ces affaires.
Cannabis, cocaïne et autres drogues : comprend la possession, le trafic, la production et la distribution.
Autres drogues comprend l'héroïne, la méthamphétamine (p. ex. crystal meth), la méthylènedioxyamphétamine (p. ex. ecstasy) et d'autres drogues et substances contrôlées, ainsi que la possession de précurseurs et de matériel.
Note : D'autres données sont offertes dans CANSIM (tableau 252-0051). Les différentes façons dont les services de police traitent les délits peuvent avoir une incidence sur les statistiques déclarées par la police. Dans certains cas, il arrive que la police ou les municipalités choisissent de traiter certains délits en vertu de règlements municipaux ou de lois provinciales plutôt qu'en vertu du *Code criminel*. Les chiffres sont fondés sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. Une affaire peut comprendre plus d'une infraction. Les données sur les types particuliers de crimes sont disponibles (dans la plupart des cas) à compter de 1977. Les taux sont calculés pour 100 000 habitants. La variation en pourcentage est fondée sur des taux non arrondis. Les chiffres de population sont fondés sur des estimations au 1er juillet fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Source : Jillian Boyce (2015). Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14211-fra.pdf

4.1.8 Les taux de classement des affaires déclarées par la police au Canada, 2010

Ce rapport de Juristat publié en 2012[21] rapporte les faits suivants :

- Le taux de classement des affaires représente la proportion d'affaires criminelles résolues par la police. La police peut classer une affaire en portant une accusation ou sans mise en accusation. Pour qu'une affaire soit classée par mise en accusation, il faut qu'au moins un auteur présumé ait été identifié et qu'une accusation ait été déposée, ou recommandée, contre cette personne en rapport avec l'affaire. Une affaire est classée sans mise en accusation lorsque la police a identifié un auteur présumé et qu'il y a suffisamment de preuves pour déposer une accusation en rapport avec l'affaire, mais que l'auteur présumé fait l'objet d'autres mesures pour diverses raisons.
- Pour calculer un taux de classement des affaires, il faut diviser le nombre d'affaires que la police a « résolues » par le nombre d'affaires signalées à la police et corroborées par cette dernière, puis multiplier le résultat par 100.
- Le taux de classement pondéré attribue des valeurs aux infractions en fonction de leur gravité, les plus graves se voyant attribuer des « poids » statistiques plus élevés.

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Tableau 22 : Taux de classement, affaires déclarées par la police, selon certaines infractions, Canada moins le Québec, 2010 - estimation du nombre de francophones

Infractions	Total des affaires, estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Total des affaires Population francophone - estimation	Affaires classées par mise en accusation	Affaires classées sans mise en accusation	Total des affaires classées

[21] Tina Hotton et John Turner (2012). Les taux de classement des affaires déclarées par la police au Canada, 2010. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2012001/article/11647-fra.pdf**

			Pourcentage		
Total des infractions au *Code criminel* (sauf les délits de la route)	**1 598 151**	**70 270**	**25,4 %**	**17,0 %**	**42,4 %**
Crimes violents	**333 456**	**14 662**	**45,5 %**	**26,7 %**	**72,2 %**
Homicide	**422**	**19**	69,0 %	6,3 %	**75,3 %**
Autres infractions causant la mort	**69**	**3**	82,4 %	9,9 %	**92,3 %**
Tentative de meurtre	**528**	**23**	71,4 %	4,2 %	**75,6 %**
Agression sexuelle grave (niveau 3)	**143**	**6**	72,9 %	9,6 %	**82,4 %**
Agression sexuelle armée ou causant des lésions corporelles (niveau 2)	**296**	**13**	63,1 %	5,9 %	**69,1 %**
Agression sexuelle (niveau 1)	**16 473**	**724**	43,2 %	20,9 %	**64,1 %**
Infractions sexuelles contre des enfants	**2 782**	**122**	40,3 %	21,8 %	**62,1 %**
Voies de fait graves (niveau 3)	**2 600**	**114**	76,3 %	4,2 %	**80,5 %**
Voies de fait armées ou causant des lésions corporelles (niveau 2)	**39 147**	**1 721**	59,5 %	16,4 %	**75,9 %**
Voies de fait simples (niveau 1)	**132 556**	**5 828**	48,4 %	31,2 %	**79,5 %**
Voies de fait contre un policier	**13 250**	**583**	78,5 %	16,5 %	**94,9 %**
Autres voies de fait	**2 483**	**109**	73,4 %	9,2 %	**82,6 %**
Infractions relatives aux armes à feu — utiliser, décharger ou braquer	**1 488**	**65**	45,6 %	13,5 %	**59,1 %**
Vol qualifié	**23 184**	**1 019**	35,4 %	4,6 %	**40,0 %**
Séquestration ou enlèvement	**3 285**	**144**	80,9 %	6,2 %	**87,1 %**
Rapt	**340**	**15**	30,9 %	30,7 %	**61,7 %**
Extorsion	**1 180**	**52**	43,3 %	15,3 %	**58,7 %**
Harcèlement criminel	**16 095**	**708**	36,8 %	36,6 %	**73,4 %**
Menaces	**57 895**	**2 546**	35,5 %	35,2 %	**70,7 %**
Appels téléphoniques menaçants ou harcelants	**16 345**	**719**	5,7 %	36,6 %	**42,3 %**
Autres crimes violents prévus au *Code criminel*	**2 892**	**127**	40,9 %	28,4 %	**69,3 %**

Infractions	Total des affaires, estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Total des affaires Population francophone - estimation	Affaires classées par mise en accusation	Affaires classées sans mise en accusation	Total des affaires classées
			Pourcentage		
Crimes contre les biens	**1 000 324**	**43 984**	**11,8 %**	**11,7 %**	**23,5 %**
Introduction par effraction	**150 123**	**6 601**	10,5 %	6,2 %	**16,7 %**
Possession de biens volés	**22 740**	**1 000**	67,6 %	19,4 %	**87,0 %**
Vol de véhicules à moteur	**70 671**	**3 107**	7,4 %	6,1 %	**13,5 %**
Vol de plus de 5 000 $ (autre qu'un véhicule à moteur)	**12 040**	**529**	9,3 %	5,1 %	**14,5 %**
Vol de moins de 5 000 $ (autre qu'un véhicule à moteur)	**408 818**	**17 975**	11,4 %	10,0 %	**21,3 %**
Fraude	**62 185**	**2 734**	24,0 %	11,2 %	**35,1 %**
Vol ou fraude d'identité	**5 289**	**233**	19,1 %	6,3 %	**25,5 %**
Méfait	**259 123**	**11 393**	6,7 %	19,1 %	**25,7 %**
Crime d'incendie	**9 334**	**410**	9,5 %	6,6 %	**16,0 %**
Autres infractions au *Code criminel*	**264 371**	**11 624**	**51,8 %**	**24,6 %**	**76,4 %**
Infractions relatives aux armes	**11 332**	**498**	48,9 %	26,7 %	**75,6 %**
Pornographie juvénile		**nd**	nd	nd	**nd**
Prostitution	**2 320**	**102**	68,7 %	10,3 %	**79,0 %**
Fait de troubler la paix	**89 902**	**3 953**	4,6 %	47,9 %	**52,5 %**
Infractions contre l'administration de la justice	**134 628**	**5 920**	85,7 %	9,9 %	**95,6 %**
Autres infractions	**24 520**	**1 078**	40,0 %	21,5 %	**61,4 %**

Pour qu'une affaire soit classée par mise en accusation, il faut qu'au moins un auteur présumé ait été identifié et qu'une accusation ait été déposée, ou recommandée, contre cette personne en rapport avec l'affaire.

Pour qu'une affaire soit classée sans mise en accusation, il faut que la police ait identifié un auteur présumé et qu'il y ait suffisamment de preuves pour déposer une accusation en rapport avec l'affaire, mais que l'auteur présumé ait fait l'objet d'autres mesures.

Autres infractions causant la mort comprend, entre autres, la négligence criminelle causant la mort.

En raison de la déclaration incorrecte du nombre d'affaires de pornographie juvénile par un service de police pour les années 2008 à 2011, les données qui figuraient au départ dans le présent rapport ont été supprimées. Les données révisées sont disponibles dans les statistiques de la criminalité de 2012, publiées le 25 juillet 2013.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Source : Tina Hotton et John Turner (2012). Les taux de classement des affaires déclarées par la police au Canada, 2010. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2012001/article/11647-fra.pdf**

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Tableau 23 : Taux de classement détaillés, affaires déclarées par la police, selon la province ou le territoire, 2010

Province ou territoire	Taux de classement non pondérés			Taux de classement pondérés		
	Affaires classées par mise en accusation	Affaires classées sans mise en accusation	Total des affaires classées	Crimes violents	Crimes sans violence	Total
	Pourcentage					
Terre-Neuve-et-Labrador	20,1 %	19,6 %	39,7 %	58,5 %	26,6 %	**34,3 %**
Île-du-Prince-Édouard	18,6 %	18,6 %	37,1 %	74,6 %	30,4 %	**38,3 %**
Nouvelle-Écosse	23,7 %	16,9 %	40,5 %	60,1 %	30,6 %	**38,9 %**
Nouveau-Brunswick	26,1 %	20,9 %	47,1 %	75,3 %	34,0 %	**45,4 %**
Ontario	29,4 %	13,2 %	42,7 %	60,6 %	33,4 %	**42,4 %**
Manitoba	22,4 %	19,7 %	42,1 %	60,2 %	29,3 %	**40,2 %**
Saskatchewan	33,1 %	26,1 %	59,2 %	66,3 %	43,7 %	**50,3 %**
Alberta	26,2 %	21,0 %	47,2 %	62,6 %	34,5 %	**42,3 %**
Colombie-Britannique	16,2 %	13,6 %	29,8 %	49,0 %	22,1 %	**29,6 %**
Yukon	18,8 %	49,1 %	67,9 %	74,0 %	52,2 %	**58,9 %**
Territoires du Nord-Ouest	15,6 %	62,7 %	78,3 %	90,3 %	66,7 %	**72,9 %**
Nunavut	22,7 %	60,5 %	83,2 %	94,0 %	65,4 %	**77,0 %**
Canada	**25,4 %**	**17,0 %**	**42,4 %**	**60,5 %**	**30,5 %**	**39,4 %**

Les taux de classement non pondérés sont fondés sur l'ensemble des affaires au *Code criminel*, excluant les délits de la route.
Le taux de classement pondéré est fondé sur le même principe utilisé pour établir l'Indice de gravité de la criminalité, selon lequel les infractions graves ont un poids plus élevé que les infractions moins graves. L'application de ce concept aux taux de classement signifie qu'on attribue un poids plus élevé au classement des homicides, des vols qualifiés et des introductions par effraction, par exemple, qu'au classement des infractions moins graves, comme les vols mineurs, les méfaits et les affaires liées au fait de troubler la paix. Le taux de classement pondéré comprend les délits de la route prévus au *Code criminel* et les infractions à d'autres lois fédérales.
Pour qu'une affaire soit classée par mise en accusation, il faut qu'au moins un auteur présumé ait été identifié et qu'une accusation ait été déposée, ou recommandée, contre cette personne en rapport avec l'affaire.
Pour qu'une affaire soit classée sans mise en accusation, il faut que la police ait identifié un auteur présumé et qu'il y ait suffisamment de preuves pour déposer une accusation en rapport avec l'affaire, mais que l'auteur présumé ait fait l'objet d'autres mesures.
Les totaux sont calculés à partir de chiffres non arrondis.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Source : Tina Hotton et John Turner (2012). Les taux de classement des affaires déclarées par la police au Canada, 2010. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2012001/article/11647-fra.pdf**

4.1.9 Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes relatives à la violence entre partenaires intimes

Ce rapport de Juristat a été publié en 2015[22].

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

[22] Pascale Beaupré (2015). Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes relatives à la violence entre partenaires intimes. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14211-fra.pdf**

Tableau 24 : Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, selon l'infraction la plus grave et le lien, Canada, 2005-2006 à 2010-2011 – estimation du nombre de francophones hors Québec

Infraction la plus grave	Causes de violence entre partenaires intimes (VPI)		Causes non liées à la VPI		Total	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	pourcentage
Total – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**136 859**		**105 214**		**242 073**	
Canada moins le Québec – estimation francophones	**6 117**	**100 %**	**4 703**	**100 %**	**10 820**	**100 %**
Voies de fait simples	2 643	43 %	1 266	27 %	3 910	36 %
Voies de fait majeures	655	11 %	846	18 %	1 501	14 %
Menaces	660	11 %	603	13 %	1 263	12 %
Harcèlement criminel	162	3 %	74	2 %	236	2 %
Agression sexuelle et autres infractions sexuelles	56	1 %	306	7 %	361	3 %
Autres infractions avec violence	138	2 %	238	5 %	376	3 %
Autres infractions sans violence	1 804	29 %	1 369	29 %	3 174	29 %

Infraction la plus grave : Selon la Classification commune des infractions (CCI), les infractions sont réparties en 32 catégories (p. ex. les voies de fait majeures, la conduite avec facultés affaiblies). Cette classification permet aux utilisateurs de comparer les résultats analytiques entre différentes bases de données et d'examiner les données de divers secteurs du système de justice à l'aide d'un seul ensemble de catégories d'infractions. On obtient les catégories communes d'infractions en groupant chaque catégorie d'infractions du Programme de déclaration uniforme de la criminalité en des catégories plus vastes.

Violence entre partenaires intimes (VPI) désigne la violence commise par des personnes mariées, séparées et divorcées, des conjoints et conjointes de fait (actuels et anciens), des partenaires amoureux (actuels et anciens) et d'autres partenaires intimes.

Causes non liées à la VPI désigne la violence commise par les parents, les enfants, les frères, les sœurs, les membres de la famille élargie, les amis, les connaissances, les personnes associées à des fins criminelles ou d'affaires, les symboles d'autorité, les voisins et les étrangers.

Les voies de fait simples (niveau 1, article 266 du *Code criminel* du Canada) sont la forme de voies de fait la moins grave. Une personne commet des voies de fait simples lorsqu'elle emploie la force ou menace d'employer la force contre une autre personne sans son consentement. La gravité des blessures corporelles est ce qui distingue ce type de voies de fait des autres types plus graves.

Voies de fait majeures comprend les voies de fait armées (niveau 2, article 266 du *Code criminel* du Canada), les voies de fait graves (niveau 3, article 268 du *Code criminel* du Canada) ainsi que les autres formes de voies de fait (les voies de fait contre un policier et l'infliction illégale de lésions corporelles).

Agression sexuelle et autres infractions sexuelles : comprend l'agression sexuelle (niveau 1, article 271 du *Code criminel* du Canada), l'agression sexuelle armée ou causant des lésions corporelles (niveau 2, article 272 du *Code criminel* du Canada) et l'agression sexuelle grave (niveau 3, article 273 du *Code criminel* du Canada) et les autres formes d'agression sexuelle.

Autres infractions avec violence comprend l'homicide, la tentative de meurtre, le vol qualifié, les autres crimes contre la personne.

Autres infractions sans violence comprend le vol de véhicules à moteur, le vol, l'introduction par effraction, la fraude, la possession de biens volés, les autres crimes contre les biens, le défaut de comparaitre, le fait d'être en liberté sans excuse, les autres infractions contre l'administration de la justice, les infractions relatives aux armes, la prostitution, le fait de troubler la paix, les autres infractions au *Code criminel,* la conduite avec facultés affaiblies, les autres délits de la route prévus au *Code criminel,* la possession de drogues, les autres infractions relatives aux drogues, les infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ou la *Loi sur les jeunes contrevenants* et les infractions aux autres lois fédérales.
Note : Comprend les victimes qui étaient âgées de 15 à 89 ans au moment de l'affaire. Exclut les affaires pour lesquelles l'âge ou le sexe de la victime était inconnu. Exclut les affaires pour lesquelles l'accusé était âgé de 12 à 17 ans au moment de l'affaire.
Source : Statistique Canada, Base de données couplées du Programme de déclaration uniforme de la criminalité et de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle de 2005-2006 à 2010-2011.

Source : Pascale Beaupré (2015). Causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes relatives à la violence entre partenaires intimes. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/access_acces/alternative_alternatif.action?l=fra&loc=/pub/85-002-x/2015001/article/14211-fra.pdf**

4.1.10 Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014

Ce rapport de Juristat publié en 2015[23] rapporte les faits suivants :

- Dans le cadre de l'Enquête sur les maisons d'hébergement (EMH), on a dénombré 627 refuges pour femmes violentées qui étaient en activité au Canada le 16 avril 2014
- Le nombre total de lits subventionnés ou autorisés dans les établissements d'hébergement s'établissait à 12 058, ce qui correspond à une moyenne de 19 lits autorisés par refuge.
- Taux d'occupation de 66 % (femmes, enfants et hommes) - 70 % (femmes et enfants seulement).
- En 2013-2014, les refuges d'un bout à l'autre du Canada ont déclaré 60 341 admissions de femmes, soit un taux de 403 admissions pour 100 000 femmes de 15 ans et plus.

En considérant un taux uniforme de victimisation dans l'ensemble de la population, les données sur les francophones seraient les suivantes.

[23] Sara Beattie et Hope Hutchins (2015). Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14207-fra.htm**

Tableau 25 : Estimation du nombre de refuges et de lits en proportion de la population francophone, et estimation du nombre de femmes et d'enfants francophones résidents, provinces et territoires, le 16 avril 2014

Province ou territoire	Nombre total (sans égard à la langue)				Population francophone - estimation			
	Refuges	Lits	Femmes résidentes	Enfants résidents	Refuges	Lits	Femmes résidentes	Enfants résidents
Terre-Neuve-et-Labrador	16	220	65	26	0	1	0	0
Île-du-Prince-Édouard	6	65	15	11	0	2	1	0
Nouvelle-Écosse	17	264	94	84	1	9	4	2
Nouveau-Brunswick	25	352	97	51	8	113	32	14
Ontario	177	4 271	1 785	1 493	8	196	85	58
Manitoba	32	926	131	144	1	33	5	3
Saskatchewan	29	693	219	217	0	10	4	1
Alberta	60	1 437	482	416	1	31	12	6
Colombie-Britannique	113	1 677	683	429	2	27	12	5
Yukon	7	81	13	6	0	4	1	0
Territoires du Nord-Ouest	6	98	27	39	0	3	1	1
Nunavut	4	48	19	11	0	1	0	0
Canada moins le Québec	**492**	**10 132**	**3 630**	**2 927**	**22**	**430**	**156**	**90**

Refuges : Aux fins de l'Enquête sur les maisons d'hébergement (EMH), on utilise le terme « refuge » dans un sens large pour désigner tous les établissements d'hébergement qui accueillent les femmes violentées. La portée de l'EMH se limite aux établissements qui sont en contact avec Statistique Canada par l'entremise de consultations avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les associations de maisons d'hébergement et d'autres organismes.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les maisons d'hébergement.

Source : Sara Beattie et Hope Hutchins (2015). Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14207-fra.htm**

Tableau 26 : Estimation du nombre annuel d'admissions de femmes francophones dans les refuges, selon le type de refuge, provinces et territoires, 2013-2014

Province ou territoire	Nombre total d'admission de femmes (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation										
		Maisons d'hébergement		Maisons d'hébergement de deuxième étape		Refuges d'urgence		Centres d'urgence pour femmes		Autres		Total
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Terre-Neuve-et-Labrador	795	3	68 %	0	4 %	1	15 %	0	7 %	0	6 %	4
Île-du-Prince-Édouard	87	0	F	1	24 %	3	76 %	0	F	0	F	3
Nouvelle-Écosse	1 132	24	57 %	1	3 %	15	34 %	0	F	3	6 %	42
Nouveau-Brunswick	1 175	240	61 %	14	4 %	95	24 %	32	8 %	10	2 %	390
Ontario	15 657	180	24 %	34	4 %	306	41 %	188	25 %	41	5 %	749
Manitoba	2 841	5	4 %	4	3 %	60	53 %	41	36 %	4	4 %	114
Saskatchewan	3 211	12	21 %	2	4 %	26	47 %	5	10 %	10	18 %	55
Alberta	6 514	18	12 %	7	5 %	60	39 %	68	43 %	2	2 %	155
Colombie-Britannique	11 996	154	74 %	3	2 %	36	18 %	8	4 %	6	3 %	207
Yukon	384	18	95 %	1	5 %	0	F	0	F	0	F	18
Territoires du Nord-Ouest	863	7	27 %	0	F	0	F	18	68 %	1	5 %	27
Nunavut	275	4	57 %	0	F	2	31 %	1	12 %	0	F	6
Canada moins le Québec	**44 930**	**664**	**50 %**	**67**	**3 %**	**603**	**25 %**	**361**	**16 %**	**76**	**6 %**	**1 771**
Autres comprend tous les autres établissements non classés ailleurs. Par exemple, en 2013-2014, il y a eu 746 admissions dans les centres de ressources familiales (seulement en Ontario) et 95 admissions dans les logements provisoires (seulement au Manitoba).												
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les maisons d'hébergement.												

Source : Sara Beattie et Hope Hutchins (2015). Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14207-fra.htm**

4.1.11 Les infractions relatives aux drogues au Canada, 2013

Ce rapport de Juristat publié en 2015[24] rapporte les faits suivants :

- Les deux tiers (67 %) des infractions relatives aux drogues déclarées par la police en 2013 mettaient en cause le cannabis. Plus particulièrement, la possession de cannabis représentait plus de la moitié (54 %) des crimes liés aux drogues déclarés par la police.
- Environ le quart (26 %) des crimes liés aux drogues déclarés par la police ont été classés par l'exercice du pouvoir discrétionnaire de la police (c.-à-d. au moyen d'un avertissement ou d'un renvoi à un programme communautaire plutôt que par mise en accusation), soit une proportion beaucoup plus élevée que celle des crimes en général (8 %). Parmi les infractions liées au cannabis qui ont été classées, plus de 4 sur 10 (41 %) ont été classées par l'exercice du pouvoir discrétionnaire de la police, comparativement à 17 % des autres infractions relatives aux drogues qui ont été classées.
- Les taux d'auteurs présumés d'infractions relatives aux drogues déclarées par la police étaient les plus élevés chez les personnes de 18 à 24 ans (1 176 pour 100 000), suivies des jeunes de 12 à 17 ans (741 pour 100 000).
- Dans un échantillon sur quatre ans de causes réglées comportant au moins une accusation liée aux drogues relatives à une affaire déclarée par la police, environ la moitié (55 %) des causes portées devant les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et les trois quarts (77 %) de celles instruites par les tribunaux de la jeunesse étaient liées au cannabis.

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

[24] Adam Cotter, Jacob Greenland et Maisie Karam (2015). Les infractions relatives aux drogues au Canada, 2013. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14201-fra.pdf**

Tableau 27 : Infractions à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances (LRCDAS)* déclarées par la police, selon le type de substance et la province ou le territoire, 2013 - estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	Nombre total des infractions (sans égard à la langue)	Population francophone – estimation, par type de substance									
		Cannabis		Cocaïne		Méthamphétamine		Autres substances visées par la LRCDAS		Total des infractions	
		Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Terre-Neuve-et-Labrador	1 436	4	184	1	30	0	0	1	58	6	273
Île-du-Prince-Édouard	266	4	80	1	23	0	1	4	79	9	183
Nouvelle-Écosse	3 059	73	236	12	37	0	1	16	51	101	325
Nouveau-Brunswick	1 780	379	160	66	28	21	9	90	38	557	235
Ontario	31 434	900	154	205	35	29	5	216	37	1 356	232
Manitoba	3 604	75	175	32	76	1	2	14	32	122	285
Saskatchewan	5 426	44	293	20	136	1	9	8	51	73	490
Alberta	11 950	145	187	56	72	12	15	19	24	231	297
Colombie-Britannique	26 385	281	398	66	93	20	28	40	57	407	576
Yukon	207	5	302	3	210	0	0	1	52	9	564
Territoires du Nord-Ouest	561	11	930	3	305	0	0	1	53	15	1 289
Nunavut	374	5	1 000	0	17	0	0	0	34	5	1 051
Canada moins le Québec	**86 482**	**1 926**		**465**		**85**		**409**		**2 890**	

Autres substances visées par la LRCDAS comprend l'héroïne, l'ecstasy, d'autres drogues et substances contrôlées, ainsi que les précurseurs et le matériel.

Note : Les différentes façons dont les services de police traitent les délits mineurs peuvent avoir une incidence sur les statistiques déclarées par la police. Dans certains cas, il arrive que la police ou les municipalités choisissent de traiter certains délits mineurs en vertu de règlements municipaux ou de lois provinciales plutôt qu'en vertu du *Code criminel*. Les chiffres sont fondés sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. Une affaire peut comprendre plus d'une infraction. Les données sur les types particuliers de crimes sont disponibles (dans la plupart des cas) depuis 1977. Les taux sont calculés pour 100 000 habitants. La variation en pourcentage est fondée sur des taux non arrondis. Les chiffres de population sont fondés sur des estimations au 1er juillet fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Source : Adam Cotter, Jacob Greenland et Maisie Karam (2015). Les infractions relatives aux drogues au Canada, 2013. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14201-fra.pdf**

Tableau 28 : Causes d'infractions relatives aux drogues réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, selon la décision, le type d'infraction et le type de drogue, Canada, 2008-2009 à 2011-2012 – estimation du nombre de francophones

Type d'infraction et type de drogue	Verdict de culpabilité		Arrêt ou retrait		Acquittement		Autre		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Causes réglées de possession de drogues									
Estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**36 500**		**34 649**		**168**		**288**		**71 605**
Total des causes réglées de possession de drogues – estimation francophone	1 631	**51 %**	1 549	**48 %**	8	**0 %**	13	**0 %**	3 201
Cannabis	858	43 %	1 135	57 %	3	0 %	9	0 %	2 005
Autres drogues	774	65 %	414	35 %	4	0 %	4	0 %	1 196
Cocaïne	472	66 %	236	33 %	3	0 %	2	0 %	713
Héroïne	25	67 %	12	32 %	0	0 %	0	0 %	38
Méthamphétamine	42	65 %	22	34 %	0	0 %	0	0 %	64
Ecstasy	17	59 %	12	40 %	0	0 %	0	1 %	29
Autres substances visées par la LRCDAS	218	62 %	132	38 %	1	0 %	1	0 %	352
Causes réglées d'offre de drogues									
Estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**17 504**		**14 828**		**318**		**149**		**32 800**
Total des causes réglées d'offre de drogues – estimation francophone	782	**53 %**	663	**45 %**	14	**1 %**	7	**0 %**	1 466
Cannabis	264	49 %	268	50 %	5	1 %	3	1 %	540
Autres drogues	519	56 %	395	43 %	9	1 %	4	0 %	926
Cocaïne	373	58 %	264	41 %	7	1 %	3	0 %	647
Héroïne	25	58 %	17	40 %	1	2 %	0	0 %	43
Méthamphétamine	13	52 %	11	46 %	0	1 %	0	1 %	24
Ecstasy	9	52 %	8	46 %	0	1 %	0	1 %	17
Autres substances visées par la LRCDAS	99	51 %	94	48 %	1	1 %	1	0 %	195

Causes réglées d'infractions relatives aux drogues									
Estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**54 004**		**49 477**		**486**		**437**		**104 404**
Total des causes réglées d'infractions relatives aux drogues – estimation francophone	2 414	**52 %**	2 212	**47 %**	22	**0 %**	20	**0 %**	4 667
Cannabis	1 122	44 %	1 403	55 %	8	0 %	12	0 %	2 545
Autres drogues	1 292	61 %	808	38 %	14	1 %	8	0 %	2 122
Cocaïne	845	62 %	500	37 %	10	1 %	5	0 %	1 360
Héroïne	50	63 %	29	36 %	1	1 %	0	0 %	81
Méthamphétamine	54	62 %	33	37 %	0	0 %	0	1 %	88
Ecstasy	26	56 %	20	42 %	0	0 %	0	1 %	46
Autres substances visées par la LRCDAS	317	58 %	226	41 %	2	0 %	2	0 %	547
Les causes qui comportent plus d'une accusation sont représentées par l'infraction relative aux drogues la plus grave.									
Verdict de culpabilité comprend les verdicts de culpabilité suivants : coupable de l'infraction, coupable d'une infraction incluse, coupable d'une tentative de l'infraction et coupable d'une tentative d'une infraction incluse. Comprend également les causes ayant donné lieu à une absolution inconditionnelle ou sous conditions.									
Arrêt ou retrait comprend les arrêts, les retraits, les rejets et les absolutions à l'enquête préliminaire, ainsi que les renvois par le tribunal à des programmes de mesures de rechange, de mesures extrajudiciaires et de justice réparatrice.									
Autre comprend les décisions finales « non criminellement responsable » et « désistement à l'extérieur de la province ou du territoire ». Comprend également toute ordonnance prévoyant qu'une déclaration de culpabilité ne sera pas enregistrée, l'acceptation d'un plaidoyer spécial par le tribunal, les causes où l'on fait référence à la Charte dans l'argumentation et les causes où l'accusé a été jugé inapte à subir un procès.									
Les données excluent les renseignements provenant des cours supérieures de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan et des cours municipales du Québec en raison de l'indisponibilité des données.									
Autres substances visées par la LRCDAS comprend toutes les autres drogues et substances contrôlées. Comprend les précurseurs et le matériel.									
Les causes d'offre de drogues comprennent le trafic, l'importation, l'exportation et la production de drogues et de substances contrôlées.									
Note : Une cause comprend une ou plusieurs accusations contre une personne ou une société qui ont été traitées par les tribunaux en même temps et qui ont fait l'objet d'une décision finale. Les causes figurant dans le présent tableau représentent un sous-ensemble des causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et les tribunaux de la jeunesse de 2008-2009 à 2011-2012. Ce sous-ensemble comprend toutes les causes réglées au cours de cette période qui ont fait l'objet d'un couplage aux enregistrements de données de la police et dans lesquelles au moins une accusation était liée aux drogues.									
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, base de données couplées de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle et du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, 2008-2009 à 2011-2012.									

Source : Adam Cotter, Jacob Greenland et Maisie Karam (2015). Les infractions relatives aux drogues au Canada, 2013. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14201-fra.pdf**

Tableau 29 : Causes d'infractions relatives aux drogues réglées par les tribunaux de la jeunesse, selon la décision, le type d'infraction et le type de drogue, Canada, 2008-2009 à 2011-2012 – estimation du nombre de francophones

Type d'infraction et type de drogue	Verdict de culpabilité		Arrêt ou retrait		Acquittement		Autre		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Causes réglées de possession de drogues									
Estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**5 930**		**7 062**		**65**		**31**		**13 088**
Total des causes réglées de possession de drogues – estimation francophone	216	**45 %**	257	**54 %**	2	**0 %**	1	**0 %**	476
Cannabis	167	42 %	225	57 %	2	0 %	1	0 %	395
Autres drogues	48	60 %	31	39 %	1	1 %	0	0 %	81
Cocaïne	15	62 %	9	37 %	0	0 %	0	0 %	24
Héroïne	0	56 %	0	40 %	0	4 %	0	0 %	1
Méthamphétamine	4	69 %	2	29 %	0	1 %	0	0 %	6
Ecstasy	5	58 %	3	39 %	0	2 %	0	0 %	8
Autres substances visées par la LRCDAS	24	58 %	17	41 %	0	1 %	0	0 %	42
Causes réglées d'offre de drogues									
Estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**2 121**		**1 596**		**90**		**7**		**3 814**
Total des causes réglées d'offre de drogues – estimation francophone	77	**56 %**	58	**42 %**	3	**2 %**	0	**0 %**	139
Cannabis	40	51 %	36	46 %	2	2 %	0	0 %	78
Autres drogues	37	61 %	22	36 %	1	2 %	0	0 %	61
Cocaïne	18	57 %	13	41 %	0	1 %	0	0 %	32
Héroïne	0	55 %	0	38 %	0	7 %	0	0 %	1
Méthamphétamine	3	81 %	1	15 %	0	4 %	0	0 %	3
Ecstasy	2	62 %	1	34 %	0	3 %	0	0 %	3
Autres substances visées par la LRCDAS	14	65 %	7	32 %	1	3 %	0	0 %	21

Causes réglées d'infractions relatives aux drogues									
Estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	**8 051**		**8 658**		**156**		**38**		**16 903**
Total des causes réglées d'infractions relatives aux drogues – estimation francophone	293	**48 %**	315	**51 %**	6	**1 %**	1	**0 %**	614
Cannabis	207	44 %	261	55 %	4	1 %	1	0 %	473
Autres drogues	86	61 %	53	38 %	2	1 %	0	0 %	142
Cocaïne	33	59 %	22	40 %	1	1 %	0	0 %	56
Héroïne	1	56 %	1	39 %	0	6 %	0	0 %	2
Méthamphétamine	7	73 %	2	24 %	0	2 %	0	0 %	10
Ecstasy	7	60 %	4	38 %	0	3 %	0	0 %	11
Autres substances visées par la LRCDAS	38	60 %	24	38 %	1	2 %	0	0 %	62
Les causes qui comportent plus d'une accusation sont représentées par l'infraction relative aux drogues la plus grave.									
Verdict de culpabilité comprend les verdicts de culpabilité suivants : coupable de l'infraction, coupable d'une infraction incluse, coupable d'une tentative de l'infraction et coupable d'une tentative d'une infraction incluse. Comprend également les causes ayant donné lieu à une absolution inconditionnelle ou sous conditions.									
Arrêt ou retrait comprend les arrêts, les retraits, les rejets et les absolutions à l'enquête préliminaire, ainsi que les renvois par le tribunal à des programmes de mesures de rechange, de mesures extrajudiciaires et de justice réparatrice.									
Autre comprend les décisions finales « non criminellement responsable » et « désistement à l'extérieur de la province ou du territoire ». Comprend également toute ordonnance prévoyant qu'une déclaration de culpabilité ne sera pas enregistrée, l'acceptation d'un plaidoyer spécial par le tribunal, les causes où l'on fait référence à la Charte dans l'argumentation et les causes où l'accusé a été jugé inapte à subir un procès.									
Les données excluent les renseignements provenant des cours supérieures de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan et des cours municipales du Québec en raison de l'indisponibilité des données.									
Autres substances visées par la LRCDAS comprend toutes les autres drogues et substances contrôlées. Comprend les précurseurs et le matériel.									
Les causes d'offre de drogues comprennent le trafic, l'importation, l'exportation et la production de drogues et de substances contrôlées.									
Note : Une cause comprend une ou plusieurs accusations contre une personne ou une société qui ont été traitées par les tribunaux en même temps et qui ont fait l'objet d'une décision finale. Les causes figurant dans le présent tableau représentent un sous-ensemble des causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et les tribunaux de la jeunesse de 2008-2009 à 2011-2012. Ce sous-ensemble comprend toutes les causes réglées au cours de cette période qui ont fait l'objet d'un couplage aux enregistrements de données de la police et dans lesquelles au moins une accusation était liée aux drogues.									
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, base de données couplées de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle et du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, 2008-2009 à 2011-2012.									

Source : Adam Cotter, Jacob Greenland et Maisie Karam (2015). Les infractions relatives aux drogues au Canada, 2013. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14201-fra.pdf**

4.1.12 Statistiques sur les services correctionnels pour adultes au Canada, 2013-2014

Ce rapport de Juristat a été publié en 2015[25].

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Tableau 30 : Admissions initiales des adultes aux services correctionnels, selon le type de surveillance, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones

Type de surveillance correctionnelle	Terre-Neuve-et-Labrador		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Ontario		Saskatchewan		Colombie-Britannique	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Détention (sans égard à la langue)	**784**	**40 %**	**2 566**	**52 %**	**2 503**	**63 %**	**38 402**	**65 %**	**5 908**	**57 %**	**4 892**	**26 %**
Estimation francophone	**4**	**40 %**	**96**	**52 %**	**831**	**63 %**	**1 836**	**65 %**	**101**	**57 %**	**85**	**26 %**
Détention provisoire	**2**	21 %	**71**	38 %	**452**	34 %	**1 433**	50 %	**72**	41 %	**53**	16 %
Détention après condamnation	**1**	13 %	**16**	9 %	**288**	22 %	**192**	7 %	**21**	12 %	**10**	3 %
Peine discontinue	**0**	5 %	**9**	5 %	**28**	2 %	**116**	4 %	**4**	2 %	**3**	1 %
Autre détention temporaire	**0**	1 %	**F**	F	**64**	5 %	**95**	3 %	**5**	3 %	**19**	6 %

[25] Programme des services correctionnels (2015). Statistiques sur les services correctionnels pour adultes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14163-fra.htm**

Type de surveillance correctionnelle	Terre-Neuve-et-Labrador		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Ontario		Saskatchewan		Colombie-Britannique	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Surveillance dans la collectivité (sans égard à la langue)	**1 152**	**60 %**	**2 411**	**48 %**	**1 467**	**37 %**	**20 974**	**35 %**	**4 462**	**43 %**	**13 862**	**74 %**
Estimation francophone	**5**	**60 %**	**90**	**48 %**	**487**	**37 %**	**1 003**	**35 %**	**76**	**43 %**	**240**	**74 %**
Probation	**4**	41 %	**69**	37 %	**367**	28 %	**870**	31 %	**43**	24 %	**54**	17 %
Condamnation avec sursis	**2**	18 %	**21**	11 %	**120**	9 %	**133**	5 %	**15**	8 %	**15**	5 %
Surveillance des personnes en liberté sous caution	**F**	F	**F**	F	**F**	F	**F**	F	**19**	11 %	**170**	53 %
Total de la surveillance correctionnelle (sans égard à la langue)	**1 936**	**100 %**	**4 977**	**100 %**	**3 970**	**100 %**	**59 376**	**100 %**	**10 370**	**100 %**	**18 754**	**100 %**
Estimation francophone	**9**	**100 %**	**186**	**100 %**	**1 318**	**100 %**	**2 839**	**100 %**	**177**	**100 %**	**324**	**100 %**

Le total des services correctionnels est fondé sur les provinces déclarantes suivantes : Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

Note : Exclut l'Alberta en raison de l'indisponibilité des données. En raison de l'arrondissement, la somme des chiffres peut ne pas correspondre au total. Une admission initiale désigne le moment où un adulte commence, pour la première fois, une période de surveillance ininterrompue dans le système correctionnel pour adultes. Chaque adulte qui entre dans le système est compté une seule fois durant sa période de surveillance correctionnelle, peu importe les changements de statut juridique.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête intégrée sur les services correctionnels de 2013-2014.

Source : Programme des services correctionnels (2015). Statistiques sur les services correctionnels pour adultes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14163-fra.htm**

Tableau 31 : Admissions d'adultes aux services correctionnels, selon les caractéristiques de la personne admise, le type de surveillance et le secteur de compétence, 2013-2014

Secteur de compétence	Détention		Surveillance dans la collectivité		Total de la surveillance correctionnelle	
	Femmes	Autochtones	Femmes	Autochtones	Femmes	Autochtones
	Pourcentage					
Terre-Neuve-et-Labrador	11 %	23 %	22 %	22 %	17 %	22 %
Île-du-Prince-Édouard	15 %	2 %	23 %	4 %	20 %	3 %
Nouvelle-Écosse	12 %	11 %	22 %	7 %	17 %	8 %
Nouveau-Brunswick	15 %	9 %	23 %	8 %	18 %	9 %
Québec	10 %	3 %	16 %	5 %	12 %	5 %
Ontario	13 %	12 %	19 %	10 %	15 %	11 %
Manitoba	19 %	77 %	26 %	56 %	21 %	64 %
Saskatchewan	12 %	79 %	23 %	71 %	17 %	74 %
Colombie-Britannique	11 %	33 %	20 %	25 %	16 %	27 %
Yukon	13 %	75 %	24 %	55 %	20 %	59 %
Territoires du Nord-Ouest	6 %	90 %	23 %	84 %	11 %	87 %
Nunavut	6 %	100 %	19 %	100 %	12 %	100 %
Total pour le milieu provincial et territorial	**13** %	**26** %	**20** %	**23** %	**15** %	**24** %

Note : Les admissions représentent le passage d'un statut juridique à un autre. Par exemple, une personne qui passe de la détention provisoire à la détention après condamnation représente une admission en détention provisoire et une admission en détention après condamnation. Le calcul des pourcentages exclut les admissions pour lesquelles l'information était inconnue. En raison de l'arrondissement, la somme des chiffres peut ne pas correspondre au total.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les services correctionnels pour adultes de 2013-2014.

Source : Programme des services correctionnels (2015). Statistiques sur les services correctionnels pour adultes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14163-fra.htm**

4.1.13 Statistiques sur les services correctionnels pour les jeunes au Canada, 2013-2014

Ce rapport de Juristat a été publié en 2015[26].

En utilisant le taux de détention comme indice de référence pour la criminalité, le facteur de surreprésentation calculé pour chaque province et territoire peut servir à relativiser le calcul des proportions de francophones dans cette section.

Facteurs approximatifs de surreprésentation des Autochtones (sur la base des taux de détention), à titre de référence :

Géographie	CA	CA-QC	NL	PE	NS	NB	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Population autochtone	1 400 685	1 258 775	35 800	2 225	33 850	22 620	301 430	195 895	157 740	220 700	232 290	7 710	21 155	27 360
Pourcentage de la population	4 %	5 %	7 %	2 %	4 %	3 %	2 %	17 %	16 %	6 %	5 %	23 %	52 %	86 %
Surreprésentation			5,6	3,5	3,5	4,5	4,9	4,9	7,0	5,6	4,8	3,2	1,9	1,2

Tableau 32 : Admissions de jeunes aux services correctionnels, selon la province ou le territoire, 2013-2014 – estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	Total (sans égard à la langue)			Population francophone - estimation		
Province ou territoire	Total - placement sous garde	Total - surveillance dans la collectivité	Total - services correctionnels	Total - placement sous garde	Total - surveillance dans la collectivité	Total - services correctionnels
Terre-Neuve-et-Labrador	106	228	334	0	1	1
Île-du-Prince-Édouard	63	245	308	1	6	7
Nouveau-Brunswick	357	582	939	96	157	254
Ontario	4 359	5 000	9 359	185	213	398
Manitoba	2 774	2 239	5 013	65	53	118
Colombie-Britannique	1 146	3 573	4 719	17	54	72
Yukon	56	47	103	2	1	3
Territoires du Nord-Ouest	44	77	121	1	1	2
Nunavut	41	38	79	0	0	0
Total – 9 provinces/territ.	**8 946**	**12 029**	**20 975**	**369**	**486**	**855**

[26] Programme des services correctionnels (2015). Statistiques sur les services correctionnels pour les jeunes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14164-fra.htm**

Placement sous garde : Comprend la détention avant procès, le placement sous garde à la suite d'une condamnation et la détention provisoire sous la surveillance du directeur provincial.
Surveillance dans la collectivité : Comprend la partie communautaire d'une ordonnance de garde et de surveillance, le programme d'assistance et de surveillance intensives, le programme hors établissement, la probation, l'ordonnance différée de placement sous garde et les autres types de surveillance dans la collectivité.
Exclut la Nouvelle-Écosse, le Québec, la Saskatchewan et l'Alberta.
Note : Pour ses enquêtes, le Centre canadien de la statistique juridique compte une admission chaque fois qu'une personne commence une période de surveillance quelconque dans un établissement correctionnel ou dans la collectivité. Ces données décrivent et mesurent le cheminement des personnes dans les services correctionnels au fil du temps. La même personne peut figurer plusieurs fois dans les comptes des admissions. Cela se produit lorsqu'elle passe d'un programme correctionnel à un autre (p. ex. de la détention avant procès au placement sous garde à la suite d'une condamnation) ou lorsqu'elle réintègre le système plus tard pendant la même année. Ainsi, les admissions représentent le nombre de personnes admises, au cours d'un exercice, à la détention avant procès, au placement sous garde à la suite d'une condamnation ou à un programme de surveillance dans la collectivité, peu importe leur statut juridique précédent. Il s'agit de données administratives. Même si les enquêtes tentent de normaliser la façon dont les données sont déclarées, dans certains cas, des limites attribuables à des différences dans les activités des secteurs de compétence peuvent restreindre l'application uniforme des définitions. Par conséquent, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons entre les secteurs de compétence.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les services communautaires et le placement sous garde des jeunes et Enquête intégrée sur les services correctionnels.

Source : Programme des services correctionnels (2015). Statistiques sur les services correctionnels pour les jeunes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14164-fra.htm**

Tableau 33 : Admissions de jeunes aux services correctionnels, selon les caractéristiques de la personne admise et le programme de surveillance, neuf secteurs de compétence, 2013-2014

Caractéristique	Total du placement sous garde		Total de la surveillance dans la collectivité		Total des services correctionnels	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sexe						
Masculin	6 900	77 %	9 263	77 %	16 163	77 %
Féminin	2 045	23 %	2 761	23 %	4 806	23 %
Identité autochtone						
Autochtone	3 468	48 %	3 385	36 %	6 853	41 %
Non-Autochtone	3 685	52 %	6 051	64 %	9 736	59 %
Identité autochtone inconnue	1 793		2 593		4 386	
Âge						
12 ans	78	1 %	79	1 %	157	1 %
13 ans	292	3 %	362	3 %	654	3 %
14 ans	923	10 %	1 026	9 %	1 949	9 %
15 ans	1 769	20 %	1 944	16 %	3 713	18 %
16 ans	2 514	28 %	2 799	23 %	5 313	25 %
17 ans	2 838	32 %	3 422	28 %	6 260	30 %
18 ans et plus	532	6 %	2 396	20 %	2 928	14 %
Total pour les neuf secteurs de compétence	**8 946**		**12 029**		**20 975**	**20 975**

Placement sous garde : Comprend la détention avant procès, le placement sous garde à la suite d'une condamnation et la détention provisoire sous la surveillance du directeur provincial.

Surveillance dans la collectivité : Comprend la partie communautaire d'une ordonnance de garde et de surveillance, le programme d'assistance et de surveillance intensives, le programme hors établissement, la probation, l'ordonnance différée de placement sous garde et les autres types de surveillance dans la collectivité.

Comprend les admissions pour lesquelles l'information est inconnue.

Le calcul des pourcentages exclut les admissions pour lesquelles l'information est inconnue.

Dans l'ensemble des secteurs de compétence, l'identité autochtone était inconnue pour 21 % des personnes admises en 2013-2014. Les proportions les plus élevées (40 % ou plus) d'admissions pour lesquelles l'information était inconnue ont été enregistrées à l'Île du Prince Édouard et en Ontario.

Note : Exclut la Nouvelle-Écosse, le Québec, la Saskatchewan et l'Alberta. Une admission est comptée chaque fois qu'une personne commence une période de surveillance quelconque dans un établissement correctionnel ou dans la collectivité. Ces données décrivent et mesurent le cheminement des personnes dans les services correctionnels au fil du temps. La même personne peut figurer plusieurs fois dans les comptes des admissions. Cela se produit lorsqu'elle passe

d'un programme correctionnel à un autre (p. ex. de la détention avant procès au placement sous garde à la suite d'une condamnation) ou lorsqu'elle réintègre le système plus tard pendant la même année. Ainsi, les admissions représentent le nombre de personnes admises, au cours d'un exercice, à la détention avant procès, au placement sous garde à la suite d'une condamnation ou à un programme de surveillance dans la collectivité, peu importe leur statut juridique précédent. Il s'agit de données administratives. Même si les enquêtes tentent de normaliser la façon dont les données sont déclarées, dans certains cas, des limites attribuables à des différences dans les activités des secteurs de compétence peuvent restreindre l'application uniforme des définitions. Par conséquent, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons entre les secteurs de compétence.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les services communautaires et le placement sous garde des jeunes et Enquête intégrée sur les services correctionnels.

Source : Programme des services correctionnels (2015). Statistiques sur les services correctionnels pour les jeunes au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14164-fra.htm**

4.1.14 L'aide juridique au Canada, 2013-2014

Ce rapport de Juristat a été publié en 2015[27].

En considérant un taux uniforme du recours aux services d'aide juridique dans l'ensemble de la population, les données sur les francophones seraient les suivantes.

Tableau 34 : L'aide juridique au Canada, 2013-2014 – estimation du nombre de demandeurs et de fournisseurs francophones

Provinces et territoires	Total (sans égard à la langue)			Population francophone - estimation		
Provinces et territoires	Total des demandes d'aide juridique	Total des demandes d'aide juridique de services complets approuvées	Nombre total d'avocats de pratique privée et salariés offrant des services d'aide juridique	Total des demandes d'aide juridique	Total des demandes d'aide juridique de services complets approuvées	Nombre total d'avocats de pratique privée et salariés offrant des services d'aide juridique
Terre-Neuve-et-Labrador	8 560	4 693	76	37	20	0
Île-du-Prince-Édouard	1 668	1 364	28	59	48	1
Nouvelle-Écosse	21 745	18 357	324	743	627	11
Nouveau-Brunswick	4 392	3 221	140	1 407	1 032	45
Ontario	271 709	106 436	4 653	12 483	4 890	214
Manitoba	33 063	28 598	308	1 185	1 025	11
Saskatchewan	18 036	15 112	179	263	221	3
Alberta	48 769	32 458	941	1 049	698	20
Colombie-Britannique	38 705	26 367	1 007	628	428	16
Yukon	1 491	1 432	14	68	66	1
Territoires du Nord-Ouest	1 383	1 118	28	38	31	1
Nunavut	576	520	48	9	8	1
Total, Canada moins le Québec	**450 097**	**239 676**	**7 746**	**17 969**	**9 093**	**323**
Les données sont fondées sur l'année financière (1er avril au 31 mars). Chiffres au 31 mars.						
Par recettes, on entend tous les fonds dont bénéficient les régimes d'aide juridique pour aider à la prestation des services d'aide juridique. On distingue trois						

[27] Manon Diane Dupuis (2015). L'aide juridique au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14159-fra.htm**

grandes sources de financement des régimes d'aide juridique : les contributions gouvernementales, les contributions des clients et le recouvrement de couts, et les contributions des avocats.
Par dépenses, on entend toutes les sommes brutes réelles dépensées par le régime d'aide juridique au cours d'une année financière donnée. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Les dépenses d'une année donnée ne correspondent pas nécessairement au financement pour cette année, puisque les régimes d'aide juridique peuvent fonctionner avec des fonds de réserve, ou peuvent être en position de surplus.
Par demande, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Le nombre total de demandes déclarées pour l'année financière comprend toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Quand les données sont agrégées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide.
Le compte de demandes d'aide juridique approuvées désigne le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique.
Le total représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelon du Canada, tel qu'il a été déclaré par les régimes d'aide juridique.
Ces dernières années, Aide juridique Ontario (AJO) a mis en œuvre une stratégie de modernisation de la prestation de services, qui prévoit une combinaison de modèles et de fournisseurs de services de remplacement, comme le centre d'appels d'AJO et les services sommaires de consultation juridique additionnels offerts par les employés du palais de justice. Le changement dans la prestation des services a entrainé une baisse du nombre de clients présentant une demande officielle écrite, de même qu'une baisse correspondante du nombre total d'approbations de demandes de services d'aide juridique complets.
En 2010-2011, Aide juridique Alberta a commencé la mise en œuvre d'un nouveau modèle de centre de services juridiques. Dans ce modèle, le client reçoit une évaluation initiale de ses besoins juridiques, avant d'être renvoyé au service compétent pour le service juridique. Selon ses besoins et son admissibilité financière, le client reçoit un plan de service qui l'oriente de façon détaillée vers la meilleure solution pour son problème juridique particulier. Le client admissible reçoit des services qui peuvent aller des renvois et des renseignements juridiques aux services sommaires et d'une représentation limitée à intégrale. Les demandes écrites officielles ont fait place à des évaluations. Le résultat de ces évaluations est que moins de clients reçoivent une représentation intégrale.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Source : Manon Diane Dupuis (2015). L'aide juridique au Canada, 2013-2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14159-fra.htm**

4.1.15 Les cybercrimes déclarés par la police au Canada, 2012

Ce rapport de Juristat a été publié en 2014[28].

En considérant un taux uniforme de cybercriminalité dans l'ensemble de la population, les données sur les francophones seraient les suivantes.

Tableau 35 : Cybercrimes déclarés par la police, selon l'état de classement des affaires, certains services de police, 2012 – estimation du nombre de francophones

Infractions cybernétiques	Nombre total de cybercrimes – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation						
		Affaires classées par mise en accusation		Affaires classées sans mise en accusation		Affaires non classées		Total
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Total des cybercrimes contre la personne	**3 130**	**29**	**21,2 %**	**32**	**23,2 %**	**76**	**55,6 %**	**138**
Infractions sexuelles	**1 373**	**15**	**24,8 %**	**4**	**6,4 %**	**42**	**68,8 %**	**60**
Incitation à des contacts sexuels	**64**	**2**	79,1 %	**0**	3,0 %	**1**	17,9 %	**3**
Exploitation sexuelle	**10**	**0**	50,0 %	**0**	20,0 %	**0**	30,0 %	**0**
Leurre d'enfants/entente ou arrangement	**518**	**6**	26,9 %	**2**	7,6 %	**15**	65,6 %	**23**
Voyeurisme	**10**	**0**	72,7 %	**0**	18,2 %	**0**	9,1 %	**0**
Autres infractions sexuelles	**5**	**0**	20,0 %	**0**	0,0 %	**0**	80,0 %	**0**
Pornographie juvénile	**767**	**6**	17,9 %	**2**	5,6 %	**26**	76,5 %	**34**

[28] Benjamin Mazowita et Mireille Vézina (2015). Les cybercrimes déclarés par la police au Canada, 2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/14093-fra.pdf**

Infractions cybernétiques	Nombre total de cybercrimes – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation						
		Affaires classées par mise en accusation		Affaires classées sans mise en accusation		Affaires non classées		Total
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Infractions liées à l'intimidation	**1 753**	**14**	**18,4 %**	**28**	**36,3 %**	**35**	**45,3 %**	**77**
Extorsion	**130**	**1**	16,9 %	**1**	10,3 %	**4**	72,8 %	**6**
Intimidation d'une personne	**7**	**0**	14,3 %	**0**	14,3 %	**0**	71,4 %	**0**
Harcèlement criminel	**534**	**8**	35,7 %	**8**	34,5 %	**7**	29,8 %	**23**
Appels téléphoniques menaçants ou harcelants	**359**	**0**	2,4 %	**6**	40,8 %	**9**	56,8 %	**16**
Menaces	**723**	**4**	14,0 %	**13**	40,2 %	**15**	45,8 %	**32**
Autres infractions avec violence	**4**	**0**	**25,0 %**	**0**	**75,0 %**	**0**	**0,0 %**	**0**
Total des cybercrimes contre les biens	**5 284**	**6**	**2,6 %**	**9**	**3,8 %**	**217**	**93,6 %**	**232**
Fraude	**4 649**	**5**	2,6 %	**5**	2,4 %	**194**	95,1 %	**204**
Vol d'identité	**70**	**0**	0,0 %	**0**	2,7 %	**3**	97,3 %	**3**
Fraude d'identité	**401**	**0**	1,9 %	**3**	16,9 %	**14**	81,2 %	**18**
Méfait	**162**	**0**	4,7 %	**1**	14,1 %	**6**	81,2 %	**7**
Trafic de biens volés	**2**	**0**	100,0 %	**0**	0,0 %	**0**	0,0 %	**0**
Total des autres infractions au Code criminel	**244**	**3**	**25,8 %**	**2**	**19,1 %**	**6**	**55,1 %**	**11**
Total — ensemble des infractions au *Code criminel*	**8 658**	**38**	**10,0 %**	**43**	**11,3 %**	**300**	**78,8 %**	**381**

Les chiffres sont fondés sur l'infraction dans l'affaire pour laquelle un ordinateur ou Internet était la cible du crime ou l'instrument employé pour perpétrer le crime. Pour qu'une affaire soit classée, un auteur présumé doit être identifié et il doit y avoir suffisamment de preuves pour porter une accusation en lien avec l'affaire. Les affaires peuvent être classées soit par mise en accusation, soit par d'autres moyens (p. ex. sans mise en accusation).

Autres infractions sexuelles comprend la corruption d'enfants, le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite, et la bestialité — la perpétration ou l'usage de la force.

En raison de la complexité de ces affaires de cybercriminalité, les données représentent probablement le nombre d'enquêtes actives ou closes pour l'année plutôt que le nombre total d'affaires signalées à la police. La catégorie « Pornographie juvénile » comprend les infractions prévues à l'article 163.1 du *Code criminel,* qui stipule qu'il est illégal de posséder, de produire, d'imprimer ou de distribuer de la pornographie juvénile ou encore d'y accéder. Dans les cas où la victime n'est pas identifiée, cette infraction est consignée au Programme de déclaration uniforme de la criminalité de telle sorte que l'infraction la plus grave

soit la « pornographie juvénile ». Aux fins de la présente analyse, ce genre d'infractions fait partie des infractions sexuelles, qui sont regroupées sous les cybercrimes contre la personne. Dans les cas où la victime est identifiée, la police consigne l'infraction la plus grave comme une agression sexuelle, de l'exploitation sexuelle ou une autre infraction sexuelle contre un enfant; la pornographie juvénile peut alors être consignée comme une infraction secondaire.
Intimidation d'une personne comprend l'intimidation d'une personne associée au système judiciaire ou d'un journaliste et l'intimidation d'une personne qui n'est pas associée au système judiciaire.
Autres infractions avec violence comprend la traite de personnes et d'autres infractions avec violence.
Total des autres infractions au Code criminel comprend des infractions telles que la corruption des mœurs, les actions indécentes, les infractions contre la personne et la réputation, le défaut de se conformer à une ordonnance et le manquement aux conditions de la probation.
Note : Les renseignements qui figurent dans le présent tableau reflètent les données déclarées par les services de police desservant 80 % de la population du Canada. Puisque les données de Saint John, de Québec, de Toronto, de Calgary et de la Police provinciale de l'Ontario n'étaient pas disponibles, elles ne sont pas incluses dans la présente analyse.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire.

Source : Benjamin Mazowita et Mireille Vézina (2015). Les cybercrimes déclarés par la police au Canada, 2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/14093-fra.pdf**

Tableau 36 : Caractéristiques des victimes de cybercrimes déclarés par la police, selon l'infraction commise contre la victime, certains services de police, 2012 – estimation du nombre de francophones

Données démographiques	Total des infractions avec violence – estimation Canada moins le Québec (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation					
		Total des infractions avec violence		Infractions sexuelles		Infractions avec violence de nature non sexuelle	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sexe							
Femme	1 382	**53**	69,2 %	**14**	84,2 %	**39**	64,8 %
Homme	615	**24**	30,8 %	**3**	15,8 %	**21**	35,2 %
Total	1 998	**77**	**100,0 %**	**16**	**100,0 %**	**60**	**100,0 %**
Âge							
Moins de 12 ans	79	**3**	4,0 %	**2**	10,5 %	**1**	2,1 %
12 à 17 ans	763	**28**	37,9 %	**14**	85,7 %	**14**	24,0 %
18 à 24 ans	344	**12**	17,1 %	**0**	1,5 %	**12**	21,7 %
25 à 34 ans	303	**12**	15,3 %	**0**	1,5 %	**11**	19,4 %
35 à 44 ans	266	**11**	13,3 %	**0**	0,9 %	**11**	16,9 %
45 à 54 ans	159	**7**	8,1 %	**0**	0,0 %	**7**	10,4 %
55 ans et plus	83	**4**	4,3 %	**0**	0,0 %	**4**	5,6 %
Total	1 998	**77**	**100,0 %**	**16**	**100,0 %**	**60**	**100,0 %**
Les chiffres sont fondés sur l'infraction commise contre la victime, qui n'est pas nécessairement l'infraction cybernétique dans l'affaire.							
Les enregistrements relatifs aux victimes sont exclus lorsque l'âge ou le sexe est inconnu.							
Infractions sexuelles comprend les agressions sexuelles, les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, le leurre d'enfants au moyen d'un ordinateur et d'autres infractions sexuelles contre la personne.							
Infractions violentes de natures non sexuelle comprend les voies de fait, l'extorsion, le harcèlement criminel, appels téléphoniques menaçants ou harcelants, les menaces et d'autres infractions avec violence de nature non sexuelle.							
Note : Les renseignements qui figurent dans le présent tableau reflètent les données déclarées par les services de police desservant 80 % de la population du Canada. Puisque les données de Saint John, de Québec, de Toronto, de Calgary et de la Police provinciale de l'Ontario n'étaient pas disponibles, elles ne sont pas incluses dans la présente analyse.							
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire.							

Source : Benjamin Mazowita et Mireille Vézina (2015). Les cybercrimes déclarés par la police au Canada, 2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/14093-fra.pdf**

Tableau 37 : Caractéristiques des auteurs présumés de cybercrimes déclarés par la police, selon l'infraction cybernétique, certains services de police, 2012 – estimation du nombre de francophones

Données démographiques	Total des infractions au *Code criminel* – estimation (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation											
		Total des cybercrimes contre la personne		Infractions sexuelles		Infractions liées à l'intimidation		Total des cybercrimes contre les biens		Total des autres infractions au Code criminel		Total — ensemble des infractions au *Code criminel*	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sexe													
Femme	525	**14**	23,5 %	**1**	6,1 %	**12**	30,9 %	**4**	26,6 %	**1**	24,8 %	**19**	24,1 %
Homme	1 449	**45**	76,5 %	**17**	93,9 %	**28**	69,1 %	**10**	73,4 %	**3**	75,2 %	**59**	75,9 %
Total	1 974	**59**	**100,0 %**	**19**	**100,0 %**	**40**	**100,0 %**	**14**	**100,0 %**	**4**	**100,0 %**	**77**	**100,0 %**
Âge													
Moins de 12 ans	13	**0**	0,8 %	**0**	0,2 %	**0**	1,0 %	**0**	0,3 %	**0**	0,0 %	**0**	0,6 %
12 à 17 ans	412	**13**	23,8 %	**3**	15,7 %	**10**	27,0 %	**1**	9,4 %	**1**	15,4 %	**15**	20,7 %
18 à 24 ans	419	**11**	20,7 %	**3**	18,8 %	**8**	21,7 %	**3**	24,2 %	**1**	15,4 %	**14**	21,1 %
25 à 34 ans	501	**12**	21,4 %	**4**	22,3 %	**8**	21,1 %	**6**	41,4 %	**1**	30,8 %	**19**	25,6 %
35 à 44 ans	340	**11**	16,8 %	**3**	17,5 %	**7**	16,5 %	**2**	16,4 %	**1**	24,8 %	**14**	17,2 %
45 à 54 ans	203	**8**	11,4 %	**3**	15,9 %	**5**	9,5 %	**1**	6,2 %	**1**	10,3 %	**10**	10,4 %
55 ans et plus	86	**4**	5,1 %	**2**	9,6 %	**2**	3,2 %	**0**	2,2 %	**0**	3,4 %	**4**	4,5 %
Total	1 974	**59**	**100,0 %**	**19**	**100,0 %**	**40**	**100,0 %**	**14**	**100,0 %**	**4**	**100,0 %**	**77**	**100,0 %**

Le nombre d'auteurs présumés est fondé sur l'infraction cybernétique dans l'affaire.

Les enregistrements relatifs aux auteurs présumés sont exclus lorsque l'âge ou le sexe est inconnu.

Comprend les infractions sexuelles contre la personne, les infractions de pornographie juvénile, les infractions liées à l'intimidation comportant des menaces de violence, et d'autres infractions avec violence.

Infractions sexuelles comprend les infractions sexuelles contre la personne et les infractions de pornographie juvénile.

Cybercrimes contre les biens comprend la fraude, le vol d'identité, la fraude d'identité, le méfait et le trafic de biens volés.

Autres infractions au Code criminel comprend des infractions telles que la corruption des mœurs, les actions indécentes, les infractions contre la personne et la réputation, le défaut de se conformer à une ordonnance et le manquement aux conditions de la probation.

Note : Les renseignements qui figurent dans le tableau original reflètent les données déclarées par les services de police desservant 80 % de la population du Canada. Les données de Saint John, de Québec, de Toronto, de Calgary et de la Police provinciale de l'Ontario n'étaient pas disponibles et n'étaient pas incluses dans l'analyse de Juristat. Les nombres ont été ajustés pour donner un ordre de grandeur de 100 %, mais demeurent approximatifs.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire.

Source : Benjamin Mazowita et Mireille Vézina (2015). Les cybercrimes déclarés par la police au Canada, 2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/14093-fra.pdf**

4.1.16 Les causes de droit de la famille portées devant les tribunaux civils, 2012-2013

Ce rapport de Juristat a été publié en 2014[29].

En considérant un taux uniforme de recours aux tribunaux en matière de droit de la famille dans l'ensemble de la population, les données estimées sur les francophones seraient les suivantes.

[29] Mary Allen (2014). Les causes de droit de la famille portées devant les tribunaux civils, 2012-2013. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/13005-fra.pdf**

Tableau 38 : Causes actives devant les tribunaux civils, selon le type de cause, certaines provinces et les trois territoires, 2012-2013, estimation du nombre de causes francophones

Type de cause devant les tribunaux civils	NS	NB	ON	AB	BC	YT	NT	NU	Total
Total des causes (sans égard à la langue)	**35 423**	**18 124**	**483 391**	**198 525**	**182 804**	**1 373**	**1 780**	**991**	**922 411**
Total des causes – estimation francophone	**1 210**	**5 805**	**22 209**	**4 269**	**2 965**	**63**	**49**	**16**	**36 586**
Causes de droit de la famille	**486**	**2 762**	**7 070**	**1 682**	**989**	**26**	**25**	**10**	**13 049**
Garde ou droit de visite (sans la protection de l'enfance)	**88**	**1 116**	**1 406**	**465**	**364**	**7**	**5**	**1**	**3 454**
Pension alimentaire pour enfants seulement	**12**	**756**	**421**	**137**	**127**	**0**	**1**	**0**	**1 453**
Protection de l'enfance	**50**	**141**	**856**	**140**	**64**	**2**	**2**	**2**	**1 257**
Total des causes visant les enfants	**150**	**2 013**	**2 683**	**742**	**556**	**9**	**8**	**3**	**6 164**
Divorce non contesté (sans autre question)	**129**	**300**	**1 823**	**212**	**226**	**7**	**2**	**0**	**2 698**
Adoption	**0**	**27**	**64**	**nd**	**8**	**0**	**0**	**2**	**101**
Autres causes de droit de la famille	**206**	**422**	**2 500**	**728**	**200**	**10**	**15**	**4**	**4 086**
Causes civiles non familiales	**724**	**3 043**	**15 139**	**2 587**	**1 976**	**37**	**24**	**6**	**23 537**
Poursuite pour préjudice ou dommage	**90**	**nd**	**4 437**	**534**	**622**	**8**	**3**	**0**	**5 695**
Différends contractuels	**332**	**4**	**2 977**	**939**	**150**	**13**	**11**	**4**	**4 430**
Faillite	**52**	**338**	**756**	**211**	**98**	**1**	**2**	**0**	**1 458**
Succession	**151**	**273**	**172**	**181**	**188**	**5**	**3**	**1**	**973**
Autres actions civiles (non familiales)	**100**	**nd**	**6 714**	**238**	**56**	**10**	**3**	**0**	**7 120**
Causes devant les tribunaux civils (non familiales) — inconnues	**0**	**2 429**	**84**	**483**	**863**	**0**	**2**	**0**	**3 861**
Droit de la famille en % de l'ensemble des causes	**40 %**	**48 %**	**32 %**	**39 %**	**33 %**	**41 %**	**52 %**	**63 %**	**34 %**

Au Nouveau-Brunswick, les différends contractuels ne représentent que les différends entre propriétaires et locataires. Les renseignements sur les autres types de différends contractuels ne sont pas disponibles.

Autres causes de droit de la famille : Comprend notamment les questions de divorce contesté (sans question liée aux enfants), de séparation, de pension alimentaire pour le conjoint, de partage des biens, de tutelle et de succession. Les deux tiers de ces causes ont été consignées comme d'autres affaires familiales non précisées.

Note : Les données sont fondées sur les renseignements fournis par la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Les renseignements relatifs au Nouveau-Brunswick comprennent des données partielles pour les tribunaux de Moncton, pour les troisième et quatrième trimestres de 2012-2013 seulement. Les causes traitées par les tribunaux de Moncton représentent environ 25 % des causes de la Division de la famille au Nouveau-Brunswick.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les tribunaux civils.

Source : Mary Allen (2014). Les causes de droit de la famille portées devant les tribunaux civils, 2012-2013. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/13005-fra.pdf**

Tableau 39 : Répartition des causes et des évènements judiciaires pour les causes actives devant les tribunaux civils, certaines questions, selon le type de question et selon la province ou le territoire, 2012-2013

	Garde des enfants ou droit de visite	Pension alimentaire pour enfants seulement	Protection de l'enfance	Divorce non contesté	Adoption	Autres causes de droit de la famille	Total des causes de droit de la famille	Causes non familiales	Total
Répartition des causes									
	Pourcentage								
Causes introduites avant 2012-2013	12 %	3 %	3 %	6 %	0 %	10 %	**34** %	66 %	**100** %
Causes introduites en 2012-2013	6 %	2 %	4 %	9 %	0 %	13 %	**35** %	65 %	**100** %
Total des causes actives	9 %	3 %	3 %	7 %	0 %	12 %	**34** %	66 %	**100** %
Nombre moyen d'évènements judiciaires									
	Nombre								
Dépôt de documents	7,0	5,0	6,8	4,2	2,9	5,0	**5,5**	3,9	**4,5**
Audiences	2,3	1,7	3,6	0,5	0,6	1,1	**1,6**	0,5	**0,9**
Jugements	3,2	2,1	3,4	1,0	1,0	1,0	**1,9**	0,8	**1,1**
Total des évènements judiciaires	16,0	11,0	17,4	6,5	5,5	8,6	**11,1**	6,4	**8,0**
Répartition des évènements judiciaires									
	Pourcentage								
Dépôt de documents	14 %	3 %	5 %	7 %	0 %	13 %	**42** %	58 %	**100** %
Audiences	23 %	5 %	14 %	4 %	0 %	15 %	**61** %	39 %	**100** %
Jugements	24 %	5 %	10 %	6 %	0 %	10 %	**56** %	44 %	**100** %
Total des évènements judiciaires	18 %	4 %	7 %	6 %	0 %	13 %	**48** %	52 %	**100** %

Autres causes de droit de la famille : Comprend notamment les questions de divorce contesté (sans question liée aux enfants), de séparation, de pension alimentaire pour le conjoint, de partage des biens, de tutelle et de succession. Les deux tiers de ces causes ont été consignées comme d'autres affaires familiales non précisées.

Nombre moyen d'évènements judiciaires : Comprend les évènements liés à l'introduction, les évènements liés à la procédure comme le dépôt de documents et les audiences, de même que les évènements liés au règlement total ou partiel d'une cause, dont les jugements, les règlements, les retraits et les rejets.

Dépôt de documents : Comprend tout document déposé ou enregistré auprès des tribunaux ou émis par ceux-ci. Les documents comprennent les demandes, les déclarations, les défenses et les demandes reconventionnelles, les ententes de séparation et de pension alimentaire, les plans sur les rôles parentaux, les rapports de médiation et les états financiers, les ordonnances du tribunal et les certificats de divorce.

Audiences : Comprend les audiences avec procès (devant un juge) ainsi que les auditions de l'appel, les audiences d'exécution et d'autres audiences ou conférences qui font avancer la cause.

Jugements : Comprend les décisions rendues par un juge (ou un magistrat), dont les ordonnances provisoires, les ordonnances, les décisions sur les dépens et

autres décisions qui règlent partiellement ou entièrement la cause, incluant les jugements sommaires, les jugements sur consentement et les jugements par défaut.
Note : Les données sont fondées sur les renseignements fournis par la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Les renseignements relatifs au Nouveau-Brunswick comprennent des données partielles pour les tribunaux de Moncton, pour les troisième et quatrième trimestres de 2012-2013 seulement. Les causes traitées par les tribunaux de Moncton représentent environ 25 % des causes de la Division de la famille au Nouveau-Brunswick.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les tribunaux civils.

Source : Mary Allen (2014). Les causes de droit de la famille portées devant les tribunaux civils, 2012-2013. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/13005-fra.pdf**

Tableau 40 : Activité judiciaire entourant les causes de droit de la famille, certains secteurs de compétence, causes introduites en 2008-2009

Type de cause de droit civil	90 premiers jours	Deuxième période de 90 jours	Seconde moitié de la première année	Total de la première année	Deuxième année	Troisième année	Quatrième année
Total des causes de droit de la famille							
Causes actives	100 %	43 %	31 %	**100** %	22 %	9 %	5 %
Continuellement actives depuis l'introduction	100 %	43 %	22 %	**100** %	11 %	4 %	2 %
Activité renouvelée	F	F	8 %	**F**	7 %	3 %	2 %
Autres	F	F	F	**F**	3 %	3 %	2 %
Causes inactives	0 %	57 %	69 %	**0** %	78 %	91 %	95 %
Aucune activité ultérieure consignée	F	43 %	60 %	**F**	74 %	89 %	95 %
Temporairement inactives	F	14 %	10 %	**F**	4 %	2 %	F
Total des causes	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %
Nombre moyen de documents déposés	4,3	2,8	3,9	**6,7**	5,3	5,3	5,4
Nombre moyen d'audiences	1,1	1,1	1,6	**2,0**	1,9	1,7	1,5
Nombre moyen de jugements	1,2	1,4	1,8	**2,3**	2,2	2,0	1,8
% de causes ayant fait l'objet d'un jugement	52 %	62 %	65 %	**74** %	61 %	58 %	54 %
% de causes ayant fait l'objet d'un règlement, d'un retrait ou d'un rejet	5 %	5 %	5 %	**8** %	18 %	8 %	8 %

Type de cause de droit civil	90 premiers jours	Deuxième période de 90 jours	Seconde moitié de la première année	Total de la première année	Deuxième année	Troisième année	Quatrième année
Garde des enfants ou droit de visite							
Causes actives	100 %	57 %	46 %	**100** %	34 %	17 %	11 %
Continuellement actives depuis l'introduction	100 %	57 %	38 %	**100** %	22 %	9 %	4 %
Activité renouvelée	F	F	8 %	**F**	7 %	3 %	3 %
Autres	F	F	F	**F**	5 %	4 %	3 %
Causes inactives	0 %	43 %	54 %	**0** %	66 %	83 %	89 %
Aucune activité ultérieure consignée	F	30 %	45 %	**F**	61 %	80 %	89 %
Temporairement inactives	F	13 %	10 %	**F**	5 %	3 %	F
Total des causes	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %
Nombre moyen de documents déposés	5,2	3,1	4,5	**9,1**	6,6	6,5	6,4
Nombre moyen d'audiences	1,6	1,4	1,9	**3,2**	2,5	2,2	1,9
Nombre moyen de jugements	1,9	2,0	2,6	**4,2**	3,3	2,8	2,5
% de causes ayant fait l'objet d'un jugement	63 %	65 %	70 %	**85** %	72 %	68 %	64 %
% de causes ayant fait l'objet d'un règlement, d'un retrait ou d'un rejet	7 %	4 %	4 %	**11** %	10 %	7 %	7 %
Pension alimentaire pour enfants seulement							
Causes actives	100 %	54 %	40 %	**100** %	26 %	12 %	7 %
Continuellement actives depuis l'introduction	100 %	54 %	33 %	**100** %	16 %	6 %	2 %
Activité renouvelée	F	F	7 %	**F**	6 %	3 %	2 %
Autres	F	F	F	**F**	4 %	3 %	2 %
Causes inactives	0 %	46 %	60 %	**0** %	74 %	88 %	93 %
Aucune activité ultérieure consignée	F	34 %	52 %	**F**	70 %	86 %	93 %
Temporairement inactives	F	12 %	8 %	**F**	4 %	2 %	F
Total des causes	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %
Nombre moyen de documents déposés	4,5	2,7	3,4	**7,3**	4,6	4,4	4,4
Nombre moyen d'audiences	1,2	1,3	1,8	**2,6**	2,2	1,9	1,7
Nombre moyen de jugements	1,3	1,5	2,0	**2,9**	2,3	2,1	1,8
% de causes ayant fait l'objet d'un jugement	60 %	63 %	67 %	**83** %	67 %	63 %	59 %
% de causes ayant fait l'objet d'un règlement, d'un retrait ou d'un rejet	5 %	4 %	6 %	**9** %	11 %	10 %	11 %

Type de cause de droit civil	90 premiers jours	Deuxième période de 90 jours	Seconde moitié de la première année	Total de la première année	Deuxième année	Troisième année	Quatrième année
Protection de l'enfance							
Causes actives	100 %	48 %	34 %	**100** %	16 %	5 %	2 %
Continuellement actives depuis l'introduction	100 %	48 %	30 %	**100** %	14 %	4 %	1 %
Activité renouvelée	F	F	4 %	**F**	2 %	1 %	1 %
Autres	F	F	F	**F**	1 %	1 %	0[s] %
Causes inactives	0 %	52 %	66 %	**0** %	84 %	95 %	98 %
Aucune activité ultérieure consignée	F	48 %	64 %	**F**	83 %	94 %	98 %
Temporairement inactives	F	5 %	2 %	**F**	1 %	1 %	F
Total des causes	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %
Nombre moyen de documents déposés	4,7	3,1	4,7	**7,8**	7,0	6,1	7,0
Nombre moyen d'audiences	2,6	1,9	2,7	**4,4**	3,8	3,5	3,2
Nombre moyen de jugements	2,4	1,7	2,3	**4,0**	3,3	2,9	2,7
% de causes ayant fait l'objet d'un jugement	89 %	69 %	69 %	**94**	71	66	67
% de causes ayant fait l'objet d'un règlement, d'un retrait ou d'un rejet	7 %	5 %	7 %	**11**	10	9	8
Divorce non contesté							
Causes actives	100 %	41 %	21 %	**100** %	14 %	5 %	3 %
Continuellement actives depuis l'introduction	100 %	41 %	9 %	**100** %	2 %	0[s] %	0[s] %
Activité renouvelée	F	F	12 %	**F**	9 %	3 %	2 %
Autres	F	F	F	**F**	3 %	1 %	1 %
Causes inactives	0 %	59 %	79 %	**0** %	86 %	95 %	97 %
Aucune activité ultérieure consignée	F	37 %	66 %	**F**	82 %	93 %	97 %
Temporairement inactives	F	22 %	12 %	**F**	5 %	2 %	F
Total des causes	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %
Nombre moyen de documents déposés	4,2	2,4	2,8	**5,8**	3,4	2,7	2,8
Nombre moyen d'audiences	0,4	0,5	0,5	**0,7**	0,5	0,3	0,2
Nombre moyen de jugements	0,6	1,0	1,0	**1,3**	0,8	0,5	0,4
% de causes ayant fait l'objet d'un jugement	44 %	71 %	67 %	**83**	49	26	23
% de causes ayant fait l'objet d'un règlement, d'un retrait ou d'un rejet	0[s] %	1 %	1 %	**1**	32	7	7

Type de cause de droit civil	90 premiers jours	Deuxième période de 90 jours	Seconde moitié de la première année	Total de la première année	Deuxième année	Troisième année	Quatrième année
Adoption							
Causes actives	100 %	6 %	4 %	**100** %	2 %	1 %	0[s] %
Continuellement actives depuis l'introduction	100 %	6 %	1 %	**100** %	0[s] %	0 %	0 %
Activité renouvelée	F	F	2 %	**F**	1 %	0[s] %	0[s] %
Autres	F	F	F	**F**	0[s] %	0[s] %	0[s] %
Causes inactives	0 %	94 %	96 %	**0** %	98 %	99 %	100 %
Aucune activité ultérieure consignée	F	90 %	95 %	**F**	98 %	99 %	100 %
Temporairement inactives	F	3 %	1 %	**F**	0[s] %	0[s] %	F
Total des causes	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %
Nombre moyen de documents déposés	2,7	1,4	1,7	**2,8**	2,8	3,2	3,3
Nombre moyen d'audiences	0,7	0,6	0,8	**0,8**	1,0	0,7	0,3
Nombre moyen de jugements	1,0	0,7	1,0	**1,1**	0,8	0,6	0,5
% de causes ayant fait l'objet d'un jugement	79 %	58 %	67 %	**82** %	43 %	50 %	50 %
% de causes ayant fait l'objet d'un règlement, d'un retrait ou d'un rejet	0[s] %	2 %	2 %	0[s] %	0 %	0 %	0 %
Autres causes de droit de la famille							
Causes actives	100 %	31 %	24 %	**100** %	20 %	7 %	4 %
Continuellement actives depuis l'introduction	100 %	31 %	16 %	**100** %	8 %	3 %	1 %
Activité renouvelée	F	F	7 %	**F**	8 %	2 %	2 %
Autres	F	F	F	**F**	4 %	3 %	1 %
Causes inactives	0 %	69 %	76 %	**0** %	80 %	93 %	96 %
Aucune activité ultérieure consignée	F	54 %	66 %	**F**	76 %	90 %	96 %
Temporairement inactives	F	15 %	11 %	**F**	4 %	2 %	F
Total des causes	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %
Nombre moyen de documents déposés	3,5	2,7	3,6	**5,2**	4,5	4,7	4,8
Nombre moyen d'audiences	0,6	0,8	1,1	**1,2**	1,2	1,2	1,0
Nombre moyen de jugements	0,6	0,7	1,0	**1,1**	1,2	1,2	1,1
% de causes ayant fait l'objet d'un jugement	36 %	48 %	54 %	**52** %	50 %	51 %	48 %
% de causes ayant fait l'objet d'un règlement, d'un retrait ou d'un rejet	6 %	8 %	8 %	**10** %	24 %	11 %	10 %

Type de cause de droit civil	90 premiers jours	Deuxième période de 90 jours	Seconde moitié de la première année	Total de la première année	Deuxième année	Troisième année	Quatrième année
Causes non familiales (tribunaux civils généraux)							
Causes actives	100 %	40 %	33 %	**100** %	21 %	13 %	7 %
Continuellement actives depuis l'introduction	100 %	40 %	21 %	**100** %	8 %	3 %	1 %
Activité renouvelée	F	F	12 %	**F**	9 %	6 %	2 %
Autres	F	F	F	**F**	5 %	4 %	3 %
Causes inactives	0 %	60 %	67 %	**0** %	79 %	87 %	93 %
Aucune activité ultérieure consignée	F	39 %	53 %	**F**	71 %	85 %	93 %
Temporairement inactives	F	21 %	14 %	**F**	8 %	2 %	F
Total des causes	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %	**100** %
Nombre moyen de documents déposés	3,8	2,3	2,7	**5,6**	3,3	3,4	3,3
Nombre moyen d'audiences	0,2	0,4	0,6	**0,6**	0,8	0,8	1,0
Nombre moyen de jugements	0,6	0,5	0,7	**1,0**	0,9	0,8	0,9
% de causes ayant fait l'objet d'un jugement	36 %	34 %	38 %	**53** %	43 %	42 %	46 %
% de causes ayant fait l'objet d'un règlement, d'un retrait ou d'un rejet	3 %	7 %	25 %	**14** %	23 %	32 %	33 %

0^s : valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie

Comprend toutes les causes introduites au cours de l'exercice 2008-2009, y compris celles qui ne sont plus actives (pour lesquelles aucun évènement judiciaire n'est déclaré) à chaque période. Exclut les causes pour lesquelles aucun renseignement sur des évènements (y compris des évènements liés à l'introduction de la cause) survenus au cours des 90 premiers jours n'est consigné (0,27 % des causes de droit de la famille et 1,6 % des causes portées devant les tribunaux civils généraux).

Activité renouvelée : Causes qui étaient inactives, pour lesquelles aucun évènement judiciaire n'a été déclaré, au cours de la période précédente.

Autres : Causes qui étaient actives au cours de la période précédente (pour lesquelles certains évènements judiciaires ont été déclarés), mais qui étaient inactives dans une période antérieure quelconque.

Temporairement inactives : Causes qui étaient inactives au cours de la période actuelle, pour lesquelles des évènements judiciaires sont toutefois déclarés dans une période ultérieure quelconque.

Autres causes de droit de la famille : Comprend notamment les questions de divorce contesté (sans question liée aux enfants), de séparation, de pension alimentaire pour le conjoint, de partage des biens, de tutelle et de succession.

Note : Les données sont fondées sur les renseignements fournis par la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages ne correspond pas à 100. Les causes actives sont celles pour lesquelles un évènement judiciaire quelconque est déclaré au cours d'une période donnée. Les causes inactives sont celles pour lesquelles aucun évènement

judiciaire n'est déclaré au cours d'une période donnée.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les tribunaux civils.

Source : Mary Allen (2014). Les causes de droit de la famille portées devant les tribunaux civils, 2012-2013. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/13005-fra.pdf**

4.1.17 Les services aux victimes au Canada, 2011-2012

Ce rapport de Juristat a été publié en 2014[30].

Tableau 41 : Fournisseurs de services aux victimes offrant des services directs ou des renvois, selon le type de service, 2011-2012

Type de service aux victimes	% Service direct	% Renvoi
Total des services aux victimes	**100**	**100**
Services de protection	92	89
Planification de la sécurité — immédiatement	80	26
Planification de la sécurité — à long terme	63	43
Évaluation des risques (effectuer ou coordonner)	61	36
Formation en matière de prévention (pour les victimes)	59	48
Service de protection de l'enfance	3	85
Services liés à la participation	90	33
Accompagnement devant les tribunaux	87	18
Aide pour les déclarations des victimes	83	17
Préparation des victimes ou des témoins	76	27
Services d'aide immédiate	90	82
Intervention en cas de crise	75	27
Séance d'aide après un stress dû à un évènement grave	64	38
Intervention en cas d'urgence ou de catastrophe	47	26
Counselling en cas de crise	32	62
Ligne d'écoute téléphonique	27	60
Services de renseignements (liés au système de justice)	89	73
Renseignements sur la structure et les processus du système de justice pénale	86	21
Orientation et information liée aux tribunaux	80	24
Mises à jour sur l'affaire ou le procès	74	23
Communication de renseignements aux victimes	64	39
Information juridique	48	63
Services liés aux soins médicaux	64	75

[30] Mary Allen (2014). Les services aux victimes au Canada, 2011-2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/11899-fra.pdf**

Type de service aux victimes	% Service direct	% Renvoi
Accompagnement à l'hôpital	63	29
Premiers soins, services de santé et soins médicaux	6	72
Services liés à l'hébergement	59	92
Transport	51	38
Couverture des besoins essentiels (p. ex. nourriture, habillement)	23	77
Hébergement ou logement — urgence	20	77
Aide pour le logement	19	80
Hébergement ou logement — à plus long terme	5	86
Services liés à l'indemnisation	56	83
Aide pour les demandes d'indemnisation	45	55
Indemnisation — financière	22	73
Indemnisation — autres (p. ex. paiement des honoraires de conseillers professionnels)	15	69
Services de counselling	47	89
Counselling — individuel	31	70
Aide psychologique	24	71
Groupes d'entraide entre pairs	21	71
Counselling — collectif	18	72
Counselling — couple ou famille	10	77
Résolution des conflits	10	68
Services de justice réparatrice	30	67
Mesures de justice réparatrice ou de médiation — orientation et information	18	63
Mesures de justice réparatrice ou de médiation — accompagnement et soutien	27	55
Autres services	98	66
Renseignements généraux	92	12
Soutien affectif	92	15
Liaison avec d'autres organismes au nom du client	89	18
Sensibilisation du public, prévention	87	16
Défense des droits (p. ex. justice civile ou pénale)	67	36
Formation (des membres d'autres organismes, du personnel juridique, etc.)	58	22
Activités de lobbying	16	19
Autres	6	0

Service direct : Désigne les services qui sont offerts directement par les fournisseurs de services aux victimes.
Renvoi : Désigne le pourcentage de fournisseurs qui offrent des services précis par l'entremise d'un autre fournisseur.
Note : Exclut les programmes spécialisés d'indemnisation des victimes d'actes criminels. En raison des réponses multiples, la somme des pourcentages ne correspond pas à 100. Les fournisseurs de services aux victimes desservant plusieurs emplacements devaient fournir une seule réponse qui était appliquée à tous ces endroits. C'est la raison pour laquelle le nombre de fournisseurs de services aux victimes ayant diverses caractéristiques peut être surestimé.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les services aux victimes de 2011-2012.

Source : Mary Allen (2014). Les services aux victimes au Canada, 2011-2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/11899-fra.pdf**

Tableau 42 : Types de fournisseurs de services aux victimes, selon la province et le territoire, 2011-2012

Provinces et territoires	Organisme relevant de la police	Programme d'aide relevant de la collectivité	Centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle	Programme d'aide relevant des tribunaux	Service d'orientation et d'aide immédiate aux victimes	Organisme à prestation de services basés sur le système de justice	Autre
	pourcentage						
Terre-Neuve-et-Labrador	0 %	0 %	8 %	0 %	0 %	92 %	0 %
Île-du-Prince-Édouard	0 %	0 %	33 %	0 %	0 %	67 %	0 %
Nouvelle-Écosse	45 %	0 %	9 %	0 %	0 %	45 %	0 %
Nouveau-Brunswick	21 %	0 %	5 %	0 %	0 %	68 %	5 %
Québec	1 %	72 %	27 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Ontario	5 %	6 %	30 %	32 %	27 %	0 %	1 %
Manitoba	25 %	5 %	0 %	0 %	0 %	70 %	0 %
Saskatchewan	72 %	17 %	6 %	6 %	0 %	0 %	0 %
Alberta	79 %	11 %	2 %	7 %	0 %	0 %	1 %
Colombie-Britannique	54 %	35 %	3 %	1 %	0 %	0 %	7 %
Yukon	0 %	0 %	0 %	20 %	0 %	80 %	0 %
Territoires du Nord-Ouest	0 %	50 %	0 %	50 %	0 %	0 %	0 %
Nunavut	0 %	100 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Canada	**36** %	**24** %	**14** %	**10** %	**7** %	**7** %	**2** %

Note : En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages ne correspond pas à 100. Fondé sur les réponses de 760 fournisseurs de services aux victimes. Dans les cas où les répondants desservent plusieurs emplacements qui offrent des services aux victimes, chacun de ces endroits est dénombré comme un fournisseur de services aux victimes.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les services aux victimes de 2011-2012.

Source : Mary Allen (2014). Les services aux victimes au Canada, 2011-2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/11899-fra.pdf**

4.1.18 Les infractions sexuelles commises contre les enfants et les jeunes déclarées par la police au Canada, 2012

Ce rapport de Juristat a été publié en 2014[31].

En considérant un taux uniforme d'infractions sexuelles commises sur les enfants et les jeunes dans l'ensemble de la population, les données sur les francophones concernés seraient les suivantes.

Tableau 43 : Enfants et jeunes victimes d'infractions sexuelles déclarées par la police, selon le sexe et le groupe d'âge de la victime et selon la province ou le territoire, Canada, 2012 – estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	Nombre total de garçons de 0 à 17 ans victimes (sans égard à la langue)	Garçons – estimation du nombre de francophones						Nombre total de filles de 0 à 17 ans victimes (sans égard à la langue)	Filles – estimation du nombre de francophones					
		0 à 11 ans		12 à 17 ans		0 à 17 ans			0 à 11 ans		12 à 17 ans		0 à 17 ans	
		nombre	taux pour 100 000	nombre	taux pour 100 000	nombre	taux pour 100 000		nombre	taux pour 100 000	nombre	taux pour 100 000	nombre	taux pour 100 000
Terre-Neuve-et-Labrador	**38**	0	49	0	133	0	**79**	**192**	0	153	1	921	1	**428**
Île-du-Prince-Édouard	**7**	0	55	0	36	0	**48**	**60**	1	195	2	810	3	**428**
Nouvelle-Écosse	**90**	2	91	2	126	4	**103**	**318**	4	190	10	715	14	**383**
Nouveau-Brunswick	**96**	29	119	23	162	51	**134**	**315**	67	278	112	805	179	**466**
Ontario	**881**	37	58	31	75	68	**64**	**3 652**	88	138	223	538	311	**280**
Manitoba	**144**	4	94	3	112	6	**100**	**739**	10	251	25	1 091	35	**541**
Saskatchewan	**116**	1	98	0	81	1	**93**	**633**	3	314	6	959	9	**528**
Alberta	**279**	4	62	3	67	7	**64**	**1 416**	12	178	31	690	43	**344**

[31] Adam Cotter et Pascale Beaupré (2014). Les infractions sexuelles commises contre les enfants et les jeunes déclarées par la police au Canada, 2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/14008-fra.pdf**

Province ou territoire	Nombre total de garçons de 0 à 17 ans victimes (sans égard à la langue)	Garçons – estimation du nombre de francophones						Nombre total de filles de 0 à 17 ans victimes (sans égard à la langue)	Filles – estimation du nombre de francophones					
		0 à 11 ans		12 à 17 ans		0 à 17 ans			0 à 11 ans		12 à 17 ans		0 à 17 ans	
		nombre	taux pour 100 000	nombre	taux pour 100 000	nombre	taux pour 100 000		nombre	taux pour 100 000	nombre	taux pour 100 000	nombre	taux pour 100 000
Colombie-Britannique	**273**	3	64	3	61	6	**63**	**1 340**	9	168	29	616	38	**329**
Yukon	**6**	0	153	0	179	0	**161**	**32**	1	465	1	1 615	2	**873**
Territoires du Nord-Ouest	**9**	0	131	0	218	0	**159**	**91**	1	838	2	3 454	3	**1 647**
Nunavut	**14**	0	207	0	241	0	**218**	**96**	0	870	1	2 989	1	**1 542**
Canada moins le Québec	**1 953**	**81**		**65**		**145**		**8 884**	**196**		**443**		**639**	

Les taux sont calculés pour 100 000 enfants et jeunes. Les chiffres de population sont fondés sur des estimations au 1er juillet fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada.

Note : Exclut 25 victimes dont le sexe a été déclaré comme étant inconnu. Les infractions sexuelles figurant dans le présent tableau comprennent l'agression sexuelle grave (niveau 3), l'agression sexuelle armée ou causant des lésions corporelles (niveau 2), l'agression sexuelle (niveau 1), les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'exploitation sexuelle d'une personne handicapée, l'inceste, la corruption d'enfants, le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite, le leurre d'enfants au moyen d'un ordinateur, les relations sexuelles anales, la bestialité (commettre, forcer ou inciter) et le voyeurisme. Comprend les victimes de moins de 18 ans seulement.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Source : Adam Cotter et Pascale Beaupré (2014). Les infractions sexuelles commises contre les enfants et les jeunes déclarées par la police au Canada, 2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/14008-fra.pdf**

Tableau 44 : Nombre de causes réglées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et les tribunaux de la jeunesse, selon le type de décision et les infractions sexuelles contre des enfants, Canada, 2011-2012, estimation du nombre de francophones

Infraction	Total des causes réglées (sans égard à la langue)	Population francophone - estimation								
		Verdict de culpabilité		Acquittement		Arrêt ou retrait		Autre décision		**Total**
		Nombre	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**
art. 151 — Contacts sexuels (enfants de moins de 16 ans)	**735**	25	78 %	2	6 %	5	15 %	0	1 %	32
art. 163.1 — Pornographie juvénile (moins de 18 ans)	**337**	11	77 %	0	2 %	3	19 %	0	2 %	15
art. 152 — Incitation à des contacts sexuels (moins de 16 ans)	**106**	3	60 %	0	3 %	2	35 %	0	3 %	5
art. 172.1 — Leurre d'un enfant (moins de 18 ans)	**64**	2	83 %	0	2 %	0	12 %	0	2 %	3
art. 153 — Exploitation sexuelle (16 et 17 ans)	**53**	1	57 %	0	4 %	1	39 %	0	0 %	2
art. 173 (2) — Actions indécentes (moins de 16 ans)	**24**	1	53 %	0	6 %	0	41 %	0	0 %	1
art. 212 — Proxénétisme (moins de 18 ans)	**19**	0	48 %	0	8 %	0	44 %	0	0 %	1
Autre infraction d'ordre sexuel contre des enfants (moins de 18 ans)	**15**	0	50 %	0	5 %	0	45 %	0	0 %	1
Total pour les causes	**1 353**	**44**	**74 %**	**3**	**5 %**	**12**	**20 %**	**1**	**1 %**	**60**

Représentée par l'infraction la plus grave, qui est choisie selon les règles ci-après. On tient d'abord compte des décisions rendues par les tribunaux, et l'accusation ayant abouti à la décision la plus sévère est choisie. Les décisions sont classées de la plus sévère à la moins sévère, comme suit : (1) accusé reconnu coupable; (2) accusé reconnu coupable d'une infraction moindre; (3) accusé acquitté; (4) procédure suspendue; (5) procédure retirée ou rejetée, ou accusé absous; (6) accusé non criminellement responsable; (7) autre; (8) cause renvoyée à un autre palier de juridiction. Ensuite, dans les cas où deux accusations ou plus ont entrainé la même décision la plus sévère (p. ex. accusé reconnu coupable), il faut tenir compte des peines imposées en vertu du *Code criminel*. L'accusation pour l'infraction la plus grave est choisie selon une échelle de gravité des infractions, qui est fondée sur les peines qui ont effectivement été imposées par les tribunaux au Canada (l'échelle de gravité des infractions est calculée à l'aide des données des composantes des adultes et des jeunes de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle de 2002-2003 à 2006-2007). Chaque infraction est classée en fonction de (1) la proportion d'accusations avec verdict de culpabilité qui ont donné lieu à une peine d'emprisonnement et de (2) la durée moyenne des peines d'emprisonnement imposées pour le type précis d'infraction. Ces valeurs sont multipliées pour obtenir le classement final de la gravité de chaque type d'infraction. Si au moins deux accusations obtiennent toujours le même classement à la suite de cet exercice, on tient alors compte des renseignements sur le type de peine et sur la durée de la peine (p. ex. l'emprisonnement et la durée de l'emprisonnement, la probation et la durée de la probation).

Verdict de culpabilité : Comprend les jugements suivants : accusé reconnu coupable de l'infraction portée, d'une infraction incluse, d'une tentative d'infraction ou d'une tentative d'infraction incluse. Comprend également les causes ayant donné lieu à une absolution inconditionnelle ou sous conditions.
Acquittement : Signifie que l'accusé n'a pas été reconnu coupable des accusations portées devant le tribunal.
Arrêt ou retrait : Comprend les arrêts, les retraits, les rejets et les absolutions à l'enquête préliminaire, ainsi que les renvois par le tribunal à des programmes de mesures de rechange, de mesures extrajudiciaires et de justice réparatrice. Ces décisions signifient que le tribunal met fin aux poursuites criminelles intentées contre l'accusé.
Autre décision : Comprend les décisions finales suivantes : accusé non criminellement responsable et désistement à l'extérieur de la province ou du territoire. Comprend également toute ordonnance pour laquelle une condamnation n'a pas été enregistrée, l'acceptation d'un plaidoyer spécial par le tribunal, les causes où l'on fait référence à la Charte dans l'argumentation et les causes où l'accusé a été jugé inapte à subir un procès.
Autre infraction d'ordre sexuel contre des enfants : Comprend les infractions au *Code criminel* suivantes : bestialité (art. 160, paragr. 3), père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur (art. 170), maitre de maison qui permet des actes sexuels interdits (art. 171) et corruption d'enfants (art. 172).
Total pour les causes : Une cause comprend une ou plusieurs accusations portées contre une personne ou une société qui ont été traitées par les tribunaux en même temps (date de l'infraction, date de l'introduction, date de la première comparution, date du jugement ou date de prononcé de la sentence) et qui ont fait l'objet d'une décision finale. La définition cherche à représenter le traitement judiciaire. Toutes les données ont été traitées selon cette définition d'une cause. La définition de « cause » a changé à compter de la diffusion des données de 2006-2007. La définition précédente (employée dans les publications antérieures à octobre 2007) regroupait en une seule cause toutes les accusations portées contre la même personne pour lesquelles une décision finale avait été rendue devant les tribunaux la même journée. Par conséquent, on ne devrait pas établir de comparaisons avec les tableaux de données et les rapports publiés avant cette date.
Note : Tous les tribunaux pour adultes des 10 provinces et 3 territoires déclarent des données à l'enquête depuis 2005-2006. Les données provenant des cours supérieures de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan, de même que les données obtenues auprès des cours municipales du Québec, n'ont pas pu être extraites des systèmes de déclaration électroniques de ces provinces et étaient donc indisponibles. L'absence de données des cours supérieures de ces cinq secteurs de compétence peut avoir entrainé une légère sous-estimation de la sévérité des peines imposées parce que certaines des causes les plus graves, qui sont susceptibles d'entrainer les peines les plus sévères, sont instruites par les cours supérieures. Tous les tribunaux de la jeunesse au Canada déclarent des données à l'enquête depuis l'exercice 1991-1992.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle (composantes des adultes et des jeunes).

Source : Adam Cotter et Pascale Beaupré (2014). Les infractions sexuelles commises contre les enfants et les jeunes déclarées par la police au Canada, 2012. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 34, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2014001/article/14008-fra.pdf**

4.1.19 Les ressources policières au Canada, 2014

Ce rapport de Juristat a été publié en 2015[32].

Cette section donne le portrait des ressources policières francophones si les francophones étaient représentés en fonction de leur poids démographique.

Rappel des données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 :

4311 Policiers (sauf cadres supérieurs)	**Estimation de l'effectif en 2016**	68 338	1 001	241	2 052	1 598	34 259	3 270	3 306	10 721	11 500	99	219	163
	Estimation : Français langue maternelle	4 406	0	29	112	663	2 087	207	130	474	519	0	19	14
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	1 147	0	15	22	436	485	0	0	0	80	0	0	0
	Effectif 2011 selon l'ENM	62 970	975	230	2 000	1 590	31 735	3 030	2 990	9 235	10 750	90	205	140
	Estimation : Français langue maternelle	4 060	0	28	109	660	1 933	192	118	408	486	0	18	12
	Estimation : Français utilisé le plus souvent au travail	1 057	0	14	22	434	449	0	0	0	75	0	0	0
	Effectif 2006 selon le Recensement	50 330	780	165	1 835	1 410	26 515	2 760	2 280	6 225	7 860	160	225	115
	Français langue maternelle	3 245	0	20	100	585	1 615	175	90	275	355	0	20	10
	Français utilisé le plus souvent au travail	845	0	10	20	385	375	0	0	0	55	0	0	0

Le rapport de Juristat présente les données suivantes.

[32] Hope Hutchins (2015). Les ressources policières au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14146-fra.pdf**

Tableau 45 : Policiers selon l'échelon du service de police et selon la province ou le territoire, 2014 – estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	Nombre total de policiers (sans égard à la langue)	Population en 2014	Estimation du nombre de francophones							Policiers pour 100 000 habitants
			Services de police		Gendarmerie royale du Canada				Total des policiers	
			Échelon municipal	Échelon provincial	Échelon municipal	Échelon provincial	Échelon fédéral	Autre		
		Nombre								Taux
Terre-Neuve-et-Labrador	895	526 977	F	2	F	2	0	0	4	170
Île-du-Prince-Édouard	236	146 283	4	F	0	3	1	0	8	161
Nouvelle-Écosse	1 884	942 668	30	F	2	26	6	1	64	200
Nouveau-Brunswick	1 291	753 914	143	F	67	152	43	8	414	171
Ontario	26 148	13 678 740	930	193	F	F	76	2	1 201	191
Manitoba	2 646	1 282 043	59	F	7	22	6	1	95	206
Saskatchewan	2 294	1 125 410	15	F	2	13	3	0	34	204
Alberta	6 990	4 121 692	89	F	23	30	7	1	150	170
Colombie-Britannique	8 754	4 631 302	43	F	56	29	12	2	142	189
Yukon	135	36 510	F	F	F	5	1	0	6	370
Territoires du Nord-Ouest	192	43 623	F	F	F	5	0	0	5	440
Nunavut	119	36 585	F	F	F	2	0	0	2	325
Total pour les provinces et les territoires sauf le Québec	**51 584**	**27 325 747**	**1 313**	**195**	**156**	**288**	**156**	**17**	**2 125**	
Quartier général et Division dépôt (École) de la GRC	1 111	F	F	F	F	F	F	36	36	F
Canada moins le Québec	**52 695**	**27 325 747**	**1 313**	**195**	**156**	**288**	**156**	**53**	**2 161**	

Les chiffres de population sont fondés sur des estimations au 1er juillet 2014 fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada.
Services de police exclut la Gendarmerie royale du Canada.
GRC - Autres comprend les Services nationaux de police et l'administration des services et des divisions.
Il n'existe pas de services de police municipaux à Terre-Neuve-et-Labrador. La Force constabulaire royale de Terre-Neuve, qui est un service de police provincial, est responsable de la prestation des services policiers dans la plupart des grandes municipalités.
Ontario : Exclut le personnel du Quartier général de la Gendarmerie royale du Canada. La Police provinciale de l'Ontario compte 1 914 policiers qui fournissent des services policiers municipaux à contrat. Ceux-ci figurent parmi les services de police municipaux et non les services de police provinciaux.
Saskatchewan : Exclut le personnel de la Division dépôt de la Gendarmerie royale du Canada (École de la GRC).
Il n'existe pas de services de police municipaux au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. La Gendarmerie royale du Canada assure les services policiers dans les territoires.
Le total exclut le personnel du Quartier général et de la Division dépôt de la Gendarmerie royale du Canada (École de la GRC).
Note : Représente le nombre réel de policiers assermentés permanents de tous les grades (ou leurs équivalents temps plein) en date du 15 mai 2014. Ce nombre comprend également les policiers qui sont affectés à des postes dans le cadre de contrats et qui ne sont pas disponibles pour assurer la surveillance dans leur collectivité. Les policiers en congé pour une longue période qui ne sont pas payés à même le budget annuel du service de police sont exclus. La variation en pourcentage est considérée comme stable si elle correspond à 0 % une fois arrondie.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'administration policière.

Source : Hope Hutchins (2015). Les ressources policières au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14146-fra.pdf**

Tableau 46 : Embauches et départs de policiers, selon la province ou le territoire, Canada, 2013 – estimation du nombre de francophones

Province ou territoire	Total des embauches (sans égard à la langue)	Total des départs (sans égard à la langue)	Estimation du nombre de francophones							
			Embauches			Départs			Gain ou perte net : embauches et départs	Policiers admissibles à la retraite
			Total	Policiers d'expérience	Recrues diplômées	Total	Retraites	Autres		
			Nombre	%		Nombre	%		Nombre	%
Terre-Neuve-et-Labrador	21	36	0	F	F	0	0 %	0 %	0	22 %
Île-du-Prince-Édouard	7	8	0	3 %	0 %	0	2 %	1 %	0	15 %
Nouvelle-Écosse	32	63	1	1 %	2 %	2	3 %	0 %	-1	14 %
Nouveau-Brunswick	13	61	4	F	F	20	17 %	15 %	-15	15 %
Ontario	537	712	25	1 %	3 %	33	3 %	1 %	-8	7 %
Manitoba	20	92	1	1 %	3 %	3	2 %	1 %	-3	18 %
Saskatchewan	99	96	1	0 %	1 %	1	1 %	1 %	0	9 %
Alberta	356	266	8	0 %	2 %	6	1 %	1 %	2	9 %
Colombie-Britannique	229	233	4	0 %	1 %	4	1 %	1 %	0	10 %
Yukon	3	2	0	F	F	0	F	F	0	11 %
Territoires du Nord-Ouest	1	1	0	F	F	0	F	F	0	8 %
Nunavut	1	1	0	F	F	0	F	F	0	14 %
Total pour les provinces et les territoires sauf le Québec	**1 319**	**1 571**	**44**			**69**			**-25**	
Quartier général et Division dépôt (École) de la GRC	0	91	0	F	F	3	2 %	1 %	-3	50 %
Canada moins le Québec	**1 319**	**1 662**	**44**			**72**			**-28**	

Les renseignements sur les embauches n'étaient pas disponibles pour les services de police employant 0,04 % des policiers d'un bout à l'autre du Canada. En outre, les services de police employant 34 % des policiers n'étaient pas en mesure de fournir le niveau d'expérience (policiers d'expérience ou recrues diplômées) de leurs policiers au moment de l'embauche. Ces services de police ont été exclus du calcul des pourcentages.
Les renseignements concernant la raison du départ n'étaient pas disponibles pour les services de police employant 0,04 % des policiers d'un bout à l'autre du Canada. Ces services de police ont été exclus du calcul des pourcentages.
Policiers d'expérience : Comprend les policiers qui ont obtenu le statut de policier assermenté avant l'année civile ou l'exercice pour lequel les données sont indiquées.
Recrues diplômées : Comprend les policiers rémunérés qui ont obtenu le statut de policier assermenté au cours de l'année civile ou de l'exercice pour lequel les données sont indiquées.
Autres raisons de départ : Comprend les policiers qui sont partis pour des raisons autres que la retraite, notamment parce qu'ils ont été embauchés par un autre service de police, qu'ils ont changé de carrière ou en raison de leur décès.
Les renseignements concernant l'admissibilité à la retraite n'étaient pas disponibles pour les services de police employant 0,04 % des policiers d'un bout à l'autre du Canada. Ces services de police ont été exclus du calcul des pourcentages.
Ontario : Exclut le personnel du Quartier général de la Gendarmerie royale du Canada.
Saskatchewan : Exclut le personnel de la Division dépôt de la Gendarmerie royale du Canada (École de la GRC).
Total pour les provinces et territoires : Exclut le personnel du Quartier général et de la Division dépôt de la Gendarmerie royale du Canada (École de la GRC).
Note : Représente les embauches, les départs et l'admissibilité à la retraite au cours de l'année civile 2013 ou de l'exercice 2013-2014. Le pourcentage de policiers admissibles à la retraite est calculé au moyen de ces données ainsi que du nombre de policiers assermentés qui étaient en fonction le 15 mai 2014.
Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'administration policière et questionnaire supplémentaire de l'enquête.

Source : Hope Hutchins (2015). Les ressources policières au Canada, 2014. Juristat, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 35, no 1, composante du produit no 85-002-X au catalogue de Statistique Canada. **http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14146-fra.pdf**

4.2 DONNÉES EXTRAITES DES RAPPORTS DES TRIBUNAUX ET DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE

Cette section présente les analyses effectuées en se basant sur les publications des tribunaux et des ministères provinciaux et territoriaux. Les données sont présentées par province et territoire.

4.2.1 Terre-Neuve-et-Labrador

Rappel : Les Autochtones sont surreprésentés par un facteur de 5,6 en matière de criminalité (basé sur les taux de détention).

Nombre d'Autochtones : 35 800 (7,06 % de la population)

Tableau 47 : Cour provinciale de Terre-Neuve-et-Labrador : Statistiques combinées – estimation du nombre de causes francophones, 2012-2013 et 2013-2014

	Toute la population		Population francophone - estimation	
Causes	**2012-2013**	**2013-2014**	**2012-2013**	**2013-2014**
Causes introduites - adultes	25 106	25 279	116	117
Causes introduites - jeunes	2 335	2 666	6	7
Causes introduites - petites créances	1 563	1 508	7	6
Causes introduites - famille	588	672	3	3
Total des causes introduites	29 592	30 125	131	133
Apparitions en cour	**2012-2013**	**2013-2014**	**2012-2013**	**2013-2014**
Adultes	142 455	160 805	657	742
Jeunes	13 071	14 878	34	38
Petites créances	1 654	1 631	7	7
Famille	2 282	2 397	10	10

Source : Provincial Court of Newfoundland and Labrador, Annual Report 2013-2014.
http://www.court.nl.ca/provincial/publications/Provincial_Court_Annual_Report_2013-14.pdf

4.2.2 Île-du-Prince-Édouard

Aucune donnée pertinente n'a été repérée.

4.2.3 Nouvelle-Écosse

Aucune donnée pertinente n'a été repérée.

4.2.4 Nouveau-Brunswick

Aucune donnée pertinente n'a été repérée.

4.2.5 Ontario

Rappel : Les Autochtones sont surreprésentés par un facteur de 4,9 en matière de criminalité (basé sur les taux de détention).

Nombre d'Autochtones : 301 430 (2,38 % de la population)

Tableau 48 : Statistiques fondées sur les infractions, Cour de justice de l'Ontario : Toutes affaires criminelles confondues - estimation du nombre d'affaires francophones

Catégories d'infractions	Types d'infraction	Affaires instruites	Pourcentage de toutes les affaires instruites	Décisions rendues	Nombre de jours moyen requis pour prendre une décision (pour les affaires sans mandat d'amener)	Nombre moyen de comparutions requises (pour les affaires sans mandat d'amener)	Affaires en instance	Décisions rendues avant la tenue d'un procès				Décisions rendues au procès sans procès				Décisions rendues à l'issue d'un procès	Taux de procès
								TOTAL	Retrait ou suspension avant la tenue du procès	Plaidoyer de culpabilité avant la tenue du procès	Autre décision rendue avant la tenue du procès	TOTAL	Retrait au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Autre décision rendue au procès		
Crimes contre la personne	TOTAL (sans égard à la langue)	57 092	26,4 %	49 610	177	8,4	32 075	37 442	19 078	17 588	776	7 823	4 561	3 210	52	4 345	8,8 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	2 703	26,4 %	2 349	177	8,4	1 519	1 773	903	833	37	370	216	152	2	206	8,8 %
	Homicide	14	0,1 %	10	296	16,3	13	3	2	1	0	1	1	0	0	6	59,1 %
	Tentative de meurtre	13	0,1 %	10	241	14,2	9	6	5	0	0	2	1	0	0	3	30,1 %
	Vol qualifié	217	2,1 %	157	207	11,5	138	117	76	38	2	25	18	7	0	16	10,1 %
	Agression sexuelle	109	1,1 %	87	280	10,9	93	44	30	13	1	18	12	7	0	24	27,9 %
	Autres crimes d'ordre sexuel	78	0,8 %	61	284	11,4	68	29	17	12	1	12	8	3	0	20	33,3 %
	Voies de fait graves	651	6,3 %	492	190	9,0	381	355	188	160	7	84	50	33	0	52	10,7 %
	Voies de fait simples	981	9,6 %	1 029	157	7,1	483	828	381	433	14	153	80	73	1	48	4,7 %
	Proférer des menaces	398	3,9 %	335	154	7,9	191	265	127	132	6	49	28	21	1	21	6,2 %
	Harcèlement criminel	123	1,2 %	105	171	8,5	63	85	48	33	4	16	10	5	0	4	4,2 %
	Autres crimes contre la personne	120	1,2 %	65	205	9,7	79	42	29	12	2	12	9	3	0	11	16,5 %

Catégories d'infractions	Types d'infraction	Affaires instruites	Pourcentage de toutes les affaires instruites	Décisions rendues	Nombre de jours moyen requis pour prendre une décision (pour les affaires sans mandat d'amener)	Nombre moyen de comparutions requises (pour les affaires sans mandat d'amener)	Affaires en instance	Décisions rendues avant la tenue d'un procès				Décisions rendues au procès sans procès				Décisions rendues à l'issue d'un procès	Taux de procès
								TOTAL	Retrait ou suspension avant la tenue du procès	Plaidoyer de culpabilité avant la tenue du procès	Autre décision rendue avant la tenue du procès	TOTAL	Retrait au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Autre décision rendue au procès		
Crimes contre la propriété	TOTAL (sans égard à la langue)	49 149	22,7 %	47 748	115	6,1	19 198	44 427	23 478	20 459	490	2 484	1 138	1 333	13	837	1,8 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	2 327	22,7 %	2 261	115	6,1	909	2 104	1 112	969	23	118	54	63	1	40	1,8 %
	Vol	928	9,1 %	1 023	90	5,1	299	984	495	481	8	30	11	19	0	9	0,9 %
	Introduction par effraction	277	2,7 %	236	144	9,2	129	208	85	120	2	21	10	10	0	7	3,1 %
	Fraude	333	3,2 %	310	176	7,7	182	276	134	137	6	24	12	12	0	10	3,3 %
	Méfait	249	2,4 %	297	123	5,7	100	272	148	121	4	21	8	13	0	4	1,3 %
	Recel	523	5,1 %	380	110	6,0	190	352	245	103	4	20	12	8	0	8	2,1 %
	Autres crimes contre la propriété	17	0,2 %	15	198	9,2	10	13	6	7	0	1	1	1	0	1	6,9 %
Administration de la justice	TOTAL (sans égard à la langue)	59 213	27,3 %	57 227	83	5,6	16 856	53 480	21 963	26 150	5 367	2 964	1 374	1 504	86	783	1,4 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	2 804	27,3 %	2 710	83	5,6	798	2 532	1 040	1 238	254	140	65	71	4	37	1,4 %
	Défaut de comparaitre	399	3,9 %	372	79	5,7	122	350	215	133	3	17	12	5	0	5	1,2 %
	Manquement aux conditions de la probation	699	6,8 %	637	94	6,5	213	584	159	418	7	43	15	27	0	10	1,6 %
	Prisonnier illégalement en liberté	43	0,4 %	37	52	5,2	10	36	11	24	0	1	1	0	0	0	0,8 %
	Défaut de se conformer à une ordonnance	1 587	15,5 %	1 601	78	5,2	421	1 508	628	639	241	74	35	36	4	19	1,2 %
	Autres - Administration de la justice	75	0,7 %	63	139	6,7	32	55	26	25	3	6	3	3	0	3	4,2 %

Catégories d'infractions	Types d'infraction	Affaires instruites	Pourcentage de toutes les affaires instruites	Décisions rendues	Nombre de jours moyen requis pour prendre une décision (pour les affaires sans mandat d'amener)	Nombre moyen de comparutions requises (pour les affaires sans mandat d'amener)	Affaires en instance	Décisions rendues avant la tenue d'un procès				Décisions rendues au procès sans procès				Décisions rendues à l'issue d'un procès	Taux de procès
								TOTAL	Retrait ou suspension avant la tenue du procès	Plaidoyer de culpabilité avant la tenue du procès	Autre décision rendue avant la tenue du procès	TOTAL	Retrait au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Autre décision rendue au procès		
Autres infractions prévues au Code criminel	TOTAL (sans égard à la langue)	10 232	4,7 %	10 370	172	8,4	5 434	8 491	4 030	4 065	396	1 243	649	572	22	636	6,1 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	485	4,7 %	491	172	8,4	257	402	191	192	19	59	31	27	1	30	6,1 %
	Armes	156	1,5 %	156	164	9,0	80	124	59	63	2	21	11	10	0	10	6,3 %
	Prostitution	7	0,1 %	6	233	9,6	5	4	3	1	0	1	1	0	0	1	18,7 %
	Troubler la paix	18	0,2 %	29	148	5,7	5	26	13	12	0	3	1	2	0	0	1,3 %
	Autres - Autres infractions	304	3,0 %	300	178	8,3	167	248	115	116	16	33	18	14	1	19	6,2 %
Code criminel, circulation	TOTAL (sans égard à la langue)	17 799	8,2 %	17 426	190	6,4	10 768	12 669	2 730	9 784	155	2 843	965	1 865	13	1 914	11,0 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	843	8,2 %	825	190	6,4	510	600	129	463	7	135	46	88	1	91	11,0 %
	Conduite avec facultés affaiblies	627	6,1 %	644	187	5,9	372	458	86	367	5	106	36	70	1	79	12,3 %
	Autres - code criminel, circulation	216	2,1 %	181	201	8,3	138	142	43	96	2	28	10	18	0	11	6,3 %

Catégories d'infractions	Types d'infraction	Affaires instruites	Pourcentage de toutes les affaires instruites	Décisions rendues	Nombre de jours moyen requis pour prendre une décision (pour les affaires sans mandat d'amener)	Nombre moyen de comparutions requises (pour les affaires sans mandat d'amener)	Affaires en instance	Décisions rendues avant la tenue d'un procès				Décisions rendues au procès sans procès				Décisions rendues à l'issue d'un procès	Taux de procès
								TOTAL	Retrait ou suspension avant la tenue du procès	Plaidoyer de culpabilité avant la tenue du procès	Autre décision rendue avant la tenue du procès	TOTAL	Retrait au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Autre décision rendue au procès		
Infractions prévues aux autres lois fédérales	TOTAL (sans égard à la langue)	23 175	10,7 %	22 868	158	7,4	12 278	19 399	11 151	7 971	277	2 225	1 215	996	14	1 244	5,4 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	1 097	10,7 %	1 083	158	7,4	581	919	528	377	13	105	58	47	1	59	5,4 %
	Possession de stupéfiants	552	5,4 %	603	125	5,9	226	547	322	220	5	48	23	25	0	9	1,4 %
	Trafic de stupéfiants	430	4,2 %	352	225	10,6	312	252	167	83	3	52	32	19	0	47	13,5 %
	Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	86	0,8 %	96	100	5,8	24	93	30	63	1	3	1	1	0	1	0,7 %
	Autres lois fédérales	29	0,3 %	31	232	8,0	19	26	10	12	4	3	1	2	0	2	7,3 %
Total des affaires (sans égard à la langue)		216 660	100,0 %	205 249	135	6,8	96 609	175 908	82 430	86 017	7 461	19 582	9 902	9 480	200	9 759	4,8 %
TOTAL DES AFFAIRES – ESTIMATION FRANCOPHONES		10 260	100,0 %	9 719	135	6,8	4 575	8 330	3 903	4 073	353	927	469	449	9	462	4,8 %

Nombre moyen de comparutions requises pour rendre une décision : Moyenne de toutes les comparutions d'une affaire.

Nombre moyen de jours requis pour rendre une décision : Nombre moyen de jours, de la première date de comparution fixée à la dernière comparution.

Affaire : Toutes les accusations énoncées dans la dénonciation pour chaque accusé.

Décisions rendues : Affaires entendues devant la Cour de justice de l'Ontario, y compris celles déférées devant la Cour supérieure de justice, pour lesquelles une décision a été rendue.

Affaires en instance : Affaires à venir dont la date du procès est fixée.

Affaires instruites : Toutes les affaires entendues par un tribunal, en tenant compte des transferts entre les tribunaux.

Dénonciation : Document qui énonce le nom de l'accusé et les accusations portées à son encontre.

Types d'infraction : Selon la classification du Centre canadien de la statistique juridique.

Source : Cour de justice de l'Ontario, Statistiques de la cour criminelle, **http://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/stats-crim/**

Tableau 49 : Statistiques fondées sur les infractions, Cour de justice de l'Ontario : Causes criminelles impliquant des adolescents - estimation du nombre de causes francophones

Catégories d'infractions	Types d'infraction	Affaires instruites	Pourcentage de toutes les affaires instruites	Décisions rendues	Nombre de jours moyen requis pour prendre une décision (pour les affaires sans mandat d'amener)	Nombre moyen de comparutions requises (pour les affaires sans mandat d'amener)	Affaires en instance	Décisions rendues avant la tenue d'un procès				Décisions rendues au procès sans procès				Décisions rendues à l'issue d'un procès	Taux de procès
								TOTAL	Retrait ou suspension avant la tenue du procès	Plaidoyer de culpabilité avant la tenue du procès	Autre décision rendue avant la tenue du procès	TOTAL	Retrait au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Autre décision rendue au procès		
Crimes contre la personne	TOTAL (sans égard à la langue)	5 619	31,6 %	5 244	192	8,3	3 389	4 537	2 629	1 824	84	448	250	197	1	259	4,9 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	239	31,6 %	223	192	8,3	144	193	112	78	4	19	11	8	0	11	4,9%
	Homicide	1	0,1 %	0	368	30,8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37,5 %
	Tentative de meurtre	1	0,1 %	1	248	11,7	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	5,9 %
	Vol qualifié	57	7,5 %	46	217	10,3	39	39	28	10	1	5	4	1	0	2	5,1 %
	Agression sexuelle	11	1,5 %	12	276	10,1	10	8	5	3	0	2	1	1	0	2	16,2 %
	Autres crimes d'ordre sexuel	9	1,2 %	7	277	9,4	8	5	2	2	0	1	1	0	0	1	18,2 %
	Voies de fait graves	49	6,5 %	43	190	8,3	26	38	22	15	1	4	2	2	0	2	4,9 %
	Voies de fait simples	72	9,5 %	81	169	7,2	38	74	37	35	2	6	2	3	0	2	2,5 %
	Proférer des menaces	32	4,2 %	27	158	7,2	17	25	14	10	1	2	1	1	0	1	1,9 %
	Harcèlement criminel	3	0,4 %	3	187	8,3	1	3	2	1	0	0	0	0	0	0	1,4 %
	Autres crimes contre la personne	5	0,6 %	3	295	11,0	4	2	1	1	0	0	0	0	0	1	21,1 %

Catégories d'infractions	Types d'infraction	Affaires instruites	Pourcentage de toutes les affaires instruites	Décisions rendues	Nombre de jours moyen requis pour prendre une décision (pour les affaires sans mandat d'amener)	Nombre moyen de comparutions requises (pour les affaires sans mandat d'amener)	Affaires en instance	Décisions rendues avant la tenue d'un procès				Décisions rendues au procès sans procès				Décisions rendues à l'issue d'un procès	Taux de procès
								TOTAL	Retrait ou suspension avant la tenue du procès	Plaidoyer de culpabilité avant la tenue du procès	Autre décision rendue avant la tenue du procès	TOTAL	Retrait au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Autre décision rendue au procès		
Crimes contre la propriété	TOTAL (sans égard à la langue)	4 733	26,6 %	4 804	127	5,4	1 860	4 656	2 779	1 751	126	119	52	67	0	29	0,6 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	201	26,6 %	204	127	5,4	79	198	118	74	5	5	2	3	0	1	0,6 %
	Vol	69	9,1 %	76	115	4,8	26	75	45	27	2	1	0	1	0	0	0,3 %
	Introduction par effraction	40	5,3 %	39	140	6,4	17	37	17	19	1	2	1	1	0	1	1,3 %
	Fraude	8	1,0 %	7	157	5,8	3	7	4	3	0	0	0	0	0	0	0,0 %
	Méfait	30	4,0 %	36	132	5,5	12	35	21	13	1	1	0	1	0	0	0,6 %
	Recel	50	6,6 %	43	124	5,2	18	42	30	11	1	1	0	0	0	0	0,6 %
	Autres crimes contre la propriété	4	0,6 %	3	175	7,1	3	3	1	1	0	0	0	0	0	0	1,4 %
Administration de la justice	TOTAL (sans égard à la langue)	3 773	21,2 %	3 703	84	5,5	1 011	3 603	1 899	1 475	229	84	31	51	2	16	0,4 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	161	21,2 %	158	84	5,5	43	153	81	63	10	4	1	2	0	1	0,4 %
	Défaut de comparaitre	20	2,6 %	21	75	5,4	5	21	14	7	0	0	0	0	0	0	0,2 %
	Manquement aux conditions de la probation	2	0,2 %	2	105	5,0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0,0 %
	Prisonnier illégalement en liberté	3	0,4 %	3	87	6,5	1	3	1	2	0	0	0	0	0	0	0,0 %
	Défaut de se conformer à une ordonnance	124	16,4 %	123	85	5,5	33	119	60	49	9	3	1	2	0	1	0,5 %
	Autres - Administration de la justice	11	1,5 %	8	87	4,9	4	8	4	4	0	0	0	0	0	0	0,0 %

Catégories d'infractions	Types d'infraction	Affaires instruites	Pourcentage de toutes les affaires instruites	Décisions rendues	Nombre de jours moyen requis pour prendre une décision (pour les affaires sans mandat d'amener)	Nombre moyen de comparutions requises (pour les affaires sans mandat d'amener)	Affaires en instance	Décisions rendues avant la tenue d'un procès				Décisions rendues au procès sans procès				Décisions rendues à l'issue d'un procès	Taux de procès
								TOTAL	Retrait ou suspension avant la tenue du procès	Plaidoyer de culpabilité avant la tenue du procès	Autre décision rendue avant la tenue du procès	TOTAL	Retrait au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Autre décision rendue au procès		
Autres infractions prévues au Code criminel	TOTAL (sans égard à la langue)	845	4,8 %	910	148	6,6	390	847	449	354	44	46	20	25	1	17	1,9 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	36	4,8 %	39	148	6,6	17	36	19	15	2	2	1	1	0	1	1,9 %
	Armes	18	2,3 %	19	159	7,3	8	18	10	7	0	1	1	1	0	0	1,1 %
	Prostitution	0	0,0 %	0	177	11,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25,0 %
	Troubler la paix	2	0,2 %	2	131	4,9	1	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0,0 %
	Autres - Autres infractions	16	2,1 %	17	138	6,0	7	16	8	7	1	1	0	0	0	0	2,7 %
Code criminel, circulation	TOTAL (sans égard à la langue)	144	0,8 %	158	153	6,7	78	143	53	89	1	8	5	3	0	7	4,4 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	6	0,8 %	7	153	6,7	3	6	2	4	0	0	0	0	0	0	4,4 %
	Conduite avec facultés affaiblies	2	0,3 %	3	150	6,1	1	2	1	2	0	0	0	0	0	0	4,8 %
	Autres - code criminel, circulation	4	0,5 %	4	155	7,1	3	4	1	2	0	0	0	0	0	0	4,2 %

Catégories d'infractions	Types d'infraction	Affaires instruites	Pourcentage de toutes les affaires instruites	Décisions rendues	Nombre de jours moyen requis pour prendre une décision (pour les affaires sans mandat d'amener)	Nombre moyen de comparutions requises (pour les affaires sans mandat d'amener)	Affaires en instance	Décisions rendues avant la tenue d'un procès				Décisions rendues au procès sans procès				Décisions rendues à l'issue d'un procès	Taux de procès
								TOTAL	Retrait ou suspension avant la tenue du procès	Plaidoyer de culpabilité avant la tenue du procès	Autre décision rendue avant la tenue du procès	TOTAL	Retrait au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Autre décision rendue au procès		
Infractions prévues aux autres lois fédérales	TOTAL (sans égard à la langue)	2 663	15,0 %	2 898	105	5,5	841	2 807	1 310	1 439	58	76	37	39	0	15	0,5 %
	ESTIMATION FRANCOPHONES	113	15,0 %	123	105	5,5	36	119	56	61	2	3	2	2	0	1	0,5 %
	Possession de stupéfiants	35	4,7 %	40	114	4,9	13	39	27	10	2	1	0	1	0	0	0,4 %
	Trafic de stupéfiants	17	2,3 %	16	168	7,3	9	15	10	4	0	1	0	0	0	0	1,6 %
	Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	60	8,0 %	67	86	5,5	14	66	18	47	1	1	1	1	0	0	0,3 %
	Autres lois fédérales	0	0,0 %	0	74	2,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0 %
Total des affaires (sans égard à la langue)		17 777	100,0 %	17 717	134	6,3	7 569	16 593	9 119	6 932	542	781	395	382	4	343	1,9 %
TOTAL DES AFFAIRES – ESTIMATION FRANCOPHONES		756	100,0 %	754	134	6,3	322	706	388	295	23	33	17	16	0	15	1,9 %

Nombre moyen de comparutions requises pour rendre une décision : Moyenne de toutes les comparutions d'une affaire.

Nombre moyen de jours requis pour rendre une décision : Nombre moyen de jours, de la première date de comparution fixée à la dernière comparution.

Affaire : Toutes les accusations énoncées dans la dénonciation pour chaque accusé.

Décisions rendues : Affaires entendues devant la Cour de justice de l'Ontario, y compris celles déférées devant la Cour supérieure de justice, pour lesquelles une décision a été rendue.

Affaires en instance : Affaires à venir dont la date du procès est fixée.

Affaires instruites : Toutes les affaires entendues par un tribunal, en tenant compte des transferts entre les tribunaux.

Dénonciation : Document qui énonce le nom de l'accusé et les accusations portées à son encontre.

Types d'infraction : Selon la classification du Centre canadien de la statistique juridique.

Source : Cour de justice de l'Ontario, Statistiques de la cour criminelle, **http://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/stats-crim/**

Tableau 50 : Affaires familiales, Cour de justice de l'Ontario, 2014 et 2015, estimation du nombre d'affaires francophones

Nombre d'affaires (affaires instruites, décisions rendues et affaires en instance) - population francophone (4,59 % du total)					
	Total (sans égard à la langue)		Estimation francophones		*Affaires instruites : Requêtes, motions en modification d'une ordonnance définitive et demandes adressées à des tribunaux extraprovinciaux concernant des témoignages dans des affaires de garde ou de droit d'accès. Ne sont pas incluses les procédures d'exécution et les demandes visant une dispense des frais. **Décisions rendues : Affaires où toutes les parties ont obtenu une ordonnance définitive. ***Affaires en instance : Affaires pour lesquelles une date de comparution en cour est prévue dans l'avenir et au sujet il y a eu une activité au cours des 18 derniers mois.
	2014	2015	2014	2015	
TOTAL des affaires instruites*	21 318	20 112	979	924	
Protection de l'enfance	5 892	5 555	271	255	
Autres instances en matière familiale	15 426	14 557	709	669	
TOTAL des décisions rendues**	22 780	19 877	1 047	913	
Protection de l'enfance	5 606	5 434	258	250	
Autres instances en matière familiale	17 174	14 443	789	664	
TOTAL des affaires en instance (avril 2013 et par la suite)***	14 395	13 989	661	643	
Protection de l'enfance	3 876	3 733	178	172	
Autres instances en matière familiale	10 519	10 256	483	471	
Nombre d'affaires instruites par type d'instance - population francophone (4,59 % du total)					
	Total (sans égard à la langue)		Estimation francophones		
	2014	2015	2014	2015	
Nombre total d'affaires instruites	21 318	20 112	979	924	
Adoption (Loi sur les services à l'enfance et à la famille)	773	823	36	38	
Loi sur les services à l'enfance et à la famille (exclut l'adoption)	5 892	5 555	271	255	
Loi portant réforme du droit de l'enfance / Loi sur le droit de la famille	13 992	13 066	643	600	
Loi de 2002 sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque	463	530	21	24	
Autres	198	138	9	6	

Nombre de comparutions entendues par type de comparution - population francophone (4,59 % du total)					
	Total (sans égard à la langue)		Estimation francophones		
	2014	2015	2014	2015	
Nombre total de comparutions entendues*	101 234	100 706	4 651	4 627	*Comparutions entendues : Tous les évènements inscrits au rôle et traités par un officier de justice qui préside (y compris les ajournements) et les évènements entendus dans le cadre des procédures d'exécution. **Autres audiences : Comparution pour produire une preuve ou témoigner; Audience – Saisie (Loi sur les salaires, article 7); Audience - Loi de 2002 sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque; Audience - Ordonnances conditionnelles (Loi sur le droit de la famille, art. 44); Audience – Traitement en milieu fermé (Loi sur les services à l'enfance et à la famille, articles 113 et 114); Audience - Révision du statut : date réservée (Loi sur les services à l'enfance et à la famille, par. 63.1); Loi sur le droit de la famille, art. 44.
Conférence relative à la cause	20 188	20 948	928	962	
Première audience après que l'enfant a été appréhendé	3 231	3 144	148	144	
Audience - Protection ou révision du statut	10 468	10 021	481	460	
Audience - Soins et garde temporaires	1 127	1 072	52	49	
Audience - Adoption	656	792	30	36	
Audience - Défaut	3 513	3 482	161	160	
Motion	37 698	37 953	1 732	1 744	
Motion - Jugement sommaire	1 305	1 154	60	53	
Conférence en vue d'un règlement	11 715	11 259	538	517	
Procès	4 781	4 240	220	195	
Conférence de gestion du procès	1 670	1 683	77	77	
Établissement du rôle / Mise au rôle	2 227	2 143	102	98	
Autres audiences**	2 655	2 815	122	129	

Source : Cour de justice de l'Ontario, Statistiques de la cour de la famille, **http://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/stats-fam/**

Tableau 51 : Cour des infractions provinciales (parties I et III seulement), Cour de justice de l'Ontario, 2014 et 2015 : Toutes les accusations reçues / toutes les décisions rendues - estimation du nombre d'accusations et de décisions concernant des francophones

Date		Total 2014 (sans égard à la langue)	2014 – estimation francophones			Total 2015 (sans égard à la langue)	2015 – estimation francophones		
			Partie I	Partie III	Total		Partie I	Partie III	Total
Accusations reçues		1 670 145	72 229	6 857	79 086	1 664 004	71 829	6 967	78 796
Décisions rendues	Avant le procès	1 275 851	56 833	3 583	60 415	1 277 424	56 835	3 655	60 490
	Au procès	420 538	16 057	3 857	19 914	1 631 984	70 255	7 024	77 279
	Total	1 696 389	72 889	7 440	80 329	2 909 408	127 090	10 679	137 769
Affaires en instance		263 909	8 347	4 150	12 497	295 977	9 952	4 064	14 015
Nombre de jours moyen requis pour rendre une décision au procès		188	145	366	188	187	150	332	187
Nombre moyen de jours requis pour rendre une décision au procès : Nombre moyen de jours, de la date de la première demande d'audience à la dernière comparution.									
Décisions rendues : Nombre de dossiers réglés.									
Décisions rendues au procès : Comprend les verdicts de culpabilité en raison d'un défaut de comparaitre, les plaidoyers de culpabilité, les accusations retirées, les instances annulées, les instances suspendues, les accusations rejetées et les verdicts d'acquittement, et les verdicts de culpabilité à la suite d'un plaidoyer de non-culpabilité.									
Décisions rendues avant le procès : Comprend les amendes déjà payées, les plaidoyers de culpabilité, les verdicts de culpabilité en raison du défaut de répondre, les accusations retirées et les instances annulées.									
Affaires en instance : Affaires à venir dont la date du procès est fixée.									
Accusations reçues : Nombre total d'accusations, peu importe si elles sont portées contre une même personne.									
Partie I : Infractions visées par les procédures prévues dans la partie I de la Loi sur les infractions provinciales (dépôt d'un procès-verbal d'infraction) et accusations visées par la Loi sur les contraventions du Canada.									
Partie III : Infractions visées par les procédures prévues dans la Partie III de la Loi sur les infractions provinciales (dépôt d'une dénonciation) et accusations visées par la Loi sur les contraventions du Canada.									
EXCLUT LES INFRACTIONS DE STATIONNEMENT									

Source : Cour de justice de l'Ontario, Statistiques de la cour des infractions provinciales, **http://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/stats-prov/**

Tableau 52 : Cour des infractions provinciales (parties I et III seulement), Cour de justice de l'Ontario, 2014 et 2015 : Accusations reçues et décisions rendues, détail par loi ou règlement – estimation du nombre d'accusations et de décisions concernant des francophones

Loi ou règlement	Accusations reçues	Pourcentage	Décisions rendues													Affaires en instance
			Décisions rendues avant le procès						Décisions rendues au procès sans procès					Nombre total de décisions rendues au procès avec procès	Nombre total de décisions rendues	
			Amendes déjà payées	Plaidoyer de culpabilité avant procès	Défaut de comparaître / Déclaration de culpabilité	Retrait avant le procès	Autres décisions avant le procès	Nombre total de décisions rendues avant la date du procès	Défaut de comparaître / Déclaration de culpabilité au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Retrait au procès	Autres décisions au procès	Nombre total de décisions rendues au procès sans procès			
Code de la route	64 186	81,46 %	26 390	7 901	10 893	2 980	359	48 522	1 557	6 198	4 725	17	12 497	1 534	62 553	11 126
Loi sur l'assurance automobile obligatoire	5 523	7,01 %	1 528	490	1 105	853	36	4 011	154	236	813	2	1 205	230	5 446	1 221
Loi sur les permis d'alcool	2 498	3,17 %	565	68	1 608	96	42	2 378	17	29	75	1	122	24	2 524	143
Règlements municipaux	2 569	3,26 %	677	457	671	206	39	2 049	70	248	187	3	508	71	2 628	596
Loi de 1999 sur la sécurité dans les rues	415	0,53 %	2	3	390	5	7	407	1	1	13	0	16	14	436	19
Loi favorisant un Ontario sans fumée	157	0,20 %	32	38	37	10	2	119	4	15	13	0	31	5	155	29
Loi sur la santé et la sécurité au travail	141	0,18 %	20	35	16	44	2	117	1	6	8	0	14	6	137	67
Loi sur la protection de l'environnement	70	0,09 %	13	13	16	11	1	54	2	7	6	0	15	2	71	22

Loi ou règlement	Accusations reçues	Pourcentage	Décisions rendues													Affaires en instance
			Décisions rendues avant le procès						Décisions rendues au procès sans procès					Nombre total de décisions rendues au procès avec procès	Nombre total de décisions rendues	
			Amendes déjà payées	Plaidoyer de culpabilité avant procès	Défaut de comparaître / Déclaration de culpabilité	Retrait avant le procès	Autres décisions avant le procès	Nombre total de décisions rendues avant la date du procès	Défaut de comparaître / Déclaration de culpabilité au procès	Plaidoyer de culpabilité au procès	Retrait au procès	Autres décisions au procès	Nombre total de décisions rendues au procès sans procès			
Loi sur la responsabilité des propriétaires de chien	28	0,04 %	0	4	0	6	4	15	0	2	5	2	9	2	26	16
Loi de 2000 sur les normes d'emploi	58	0,07 %	18	2	8	2	1	31	1	1	1	0	2	1	34	26
Autres lois	3 149	4,00 %	842	381	1 211	313	39	2 787	39	126	216	6	387	95	3 269	751
Total – estimation francophones	78 796	100,00 %	30 086	9 392	15 953	4 526	532	60 490	1 846	6 867	6 063	30	14 806	1 983	77 279	14 015
Total (sans égard à la langue)	1 664 009	2111,80 %	635 355	198 348	336 894	95 586	11 241	1 277 424	38 983	145 025	128 028	642	312 678	41 883	1 631 985	295 977

Décisions rendues : Nombre de dossiers réglés.

Décisions rendues avant le procès : Comprend les amendes déjà payées, les plaidoyers de culpabilité, les verdicts de culpabilité en raison du défaut de répondre, les accusations retirées, les instances annulées et autres.

Décisions rendues au procès : Comprend les verdicts de culpabilité à la suite d'un plaidoyer de culpabilité ou de non-culpabilité, les accusations rejetées ou les verdicts d'acquittement à la suite d'un plaidoyer de non-culpabilité, les accusations retirées, les instances annulées et suspendues, et autres.

Affaires en instance : Affaires à venir dont la date du procès est fixée.

Accusations reçues : Nombre total d'accusations, peu importe si elles sont portées contre une même personne.

Source : Cour de justice de l'Ontario, Statistiques de la cour des infractions provinciales, **http://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/stats-prov/**

Rappel : Les Autochtones sont surreprésentés par un facteur de 4,9 en matière de criminalité (basé sur les taux de détention).

Tableau 53 : Cour supérieure de justice de l'Ontario, 2013 et 2014 : Données sommaires pour 2014 – estimation du nombre d'instances francophones

	Toute la population		Population francophone - estimation	
	2013	2014	2013	2014
Nouvelles instances criminelles	3 908	3 749	185	178
Nouvelles instances en droit de la famille	53 663	51 326	2 465	2 358
Nouvelles instances civiles	76 097	73 379	3 496	3 371
Cour des petites créances	66 314	64 833	3 047	2 979
Nouvelles instances à la Cour divisionnaire	1 321	1 291	61	59

Source : Cour supérieure de justice de l'Ontario, Rapport pour 2013 et 2014, **http://www.ontariocourts.ca/scj/files/annualreport/2013-2014-FR.pdf**

4.2.6 Manitoba

Rappel : Les Autochtones sont surreprésentés par un facteur de 4,9 en matière de criminalité (basé sur les taux de détention).

Nombre d'Autochtones : 195 895 (16,68 % de la population)

Tableau 54 : Cour provinciale du Manitoba - 2012-2013 - Instances criminelles – estimation du nombre d'affaires francophones

	Toute la population			Population francophone - estimation		
	Affaires non réglées de l'exercice précédent	Nouvelles affaires	Affaires réglées durant l'exercice	Affaires non réglées de l'exercice précédent	Nouvelles affaires	Affaires réglées durant l'exercice
Nombre total d'accusations portées contre des adultes (y compris les entreprises)	72 077	85 687	87 390	2 894	3 440	3 509
Infractions au *Code criminel*	63 543	73 558	74 999	2 551	2 953	3 011
Infractions à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*	3 472	3 059	3 460	139	123	139
Autres infractions aux lois fédérales	742	764	612	30	31	25
Infractions au *Code de la route*	2 010	2 591	2 645	81	104	106
Autres infractions aux lois provinciales	1 079	1 084	1 117	43	44	45
Autres affaires (p. ex., demandes, examens, audiences)	1 231	4 631	4 557	49	186	183
Nombre total d'accusations portées contre des adolescents	9 083	17 676	17 910	213	415	421
Bien que la plupart des instances familiales de la province soient entendues par la Division de la famille de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, dans certains centres régionaux et dans des tribunaux itinérants, les juges de la Cour provinciale entendront et règleront les instances familiales telles que les demandes en matière de protection des enfants relevant de la Loi sur les services à l'enfant et à la famille, et les questions d'obligation alimentaire relevant de la Loi sur l'obligation alimentaire. Ce travail de la Cour peut être important, et, en 2012-2013, 499 nouveaux dossiers en matière de famille et de protection des enfants ont été ouverts auprès de la Cour provinciale du Manitoba.						

Source : Cour provinciale du Manitoba, Rapport annuel 2012-2013,
http://www.manitobacourts.mb.ca/site/assets/files/1541/annual_provincial_court_of_manitoba_annual_report_2012-13_fr.pdf

4.2.7 Saskatchewan

Aucune donnée pertinente n'a été repérée.

4.2.8 Alberta

Aucune donnée pertinente n'a été repérée.

4.2.9 Colombie-Britannique

Rappel : Les Autochtones sont surreprésentés par un facteur de 4,8 en matière de criminalité (basé sur les taux de détention).

Nombre d'Autochtones : 232 290 (5,37 % de la population)

Tableau 55 : Cour provinciale de la Colombie-Britannique – Nouvelles causes par division - estimation du nombre de causes francophones

	Toute la population			Population francophone - estimation		
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Criminel - adultes	85 403	81 380	77 125	1 476	1 406	1 333
Criminel - jeunes	6 082	5 195	4 679	93	79	71
Famille (FLA)	9 369	8 737	7 655	152	142	124
Protection de l'enfance (Child, Family and Community Service Act - CFCSA)	1 538	1 442	1 717	25	23	28
Demandes subséquentes	32 741	32 550	32 065	531	528	520
Petites créances	15 609	14 999	15 188	253	243	246
TOTAL	150 742	144 303	138 429	2 445	2 341	2 245

Source : Provincial Court of British Columbia, Annual Report 2013-2014, **http://provincialcourt.bc.ca/downloads/pdf/AnnualReport2013-2014.pdf**

4.2.10 Yukon

Aucune donnée pertinente n'a été repérée.

4.2.11 Territoires du Nord-Ouest

Aucune donnée pertinente n'a été repérée.

4.2.12 Nunavut

Aucune donnée pertinente n'a été repérée.